

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1125

[C — 2011/27088]

**31 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement
contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D. 167, D. 177, D. 269 et D. 398;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment la partie III relative à la participation du public et la partie V relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable, de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau rendu le 8 janvier 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 octobre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2011;

Vu l'avis rendu par le Conseil wallon de l'Environnement pour le développement durable sur le rapport d'évaluation stratégique environnementale du présent programme, rendu le 5 mars 2009;

Vu l'enquête publique qui a eu lieu du 5 janvier au 19 février 2009 inclus;

Vu l'avis de la Section de législation du Conseil d'Etat n° 46.502/4 rendu le 20 mai 2009, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition conjointe du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la directive du Conseil n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Art. 2. Le chapitre IV du titre VII de la partie II de la partie réglementaire du Code de l'Eau intitulé « Gestion durable de l'azote en agriculture » est remplacé par le chapitre IV rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV. — Gestion durable de l'azote en agriculture »

Section 1^{re}. — Définitions et objectifs

Art. R. 188. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° « administration » : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° « azote organique exporté » : l'azote organique produit par les animaux de l'exploitation agricole et sortant sur une année de celle-ci par le biais d'une transaction couverte par un contrat d'épandage;

3° « azote organique importé » : l'azote organique non produit par l'exploitation et entrant sur une année dans celle-ci sous forme de fertilisant organique;

4° « azote organique produit » : l'azote organique produit sur une année par les animaux de l'exploitation agricole;

5° « azote potentiellement lessivable » (APL) : quantité d'azote nitrique contenue dans le sol à l'automne, susceptible d'être entraînée hors de la zone racinaire pendant l'hiver;

6° « composé azoté » : toute substance contenant de l'azote (N), à l'exception de l'azote moléculaire gazeux (N₂). Il convient de distinguer :

a) l'azote minéral » (Nmin.) : azote sous forme de fertilisant minéral;

b) « l'azote organique » (Norg.) : azote sous forme de fertilisant organique;

c) « l'azote total » : la somme de l'azote organique et de l'azote minéral;

7° « contrat d'épandage » : contrat réglant les transferts de fertilisants organiques entre un agriculteur et un tiers;

8° « culture intermédiaire piège à nitrate » : couvert végétal destiné à limiter, par absorption racinaire, la lixiviation de nitrate vers le sous-sol au cours des saisons automnale et hivernale sur des terres arables destinées à recevoir une culture de printemps;

9° « déclaration de superficie » : le formulaire établi par l'administration, tel que défini à l'article 1^{er}, 8°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

10° « directive » : la Directive européenne n° 91/676/CE des Communautés européennes concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

11° « effluents d'élevage » ou « effluents » : fertilisants organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections d'animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections d'animaux et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation. Parmi les effluents d'élevage, on retrouve notamment :

a) le « fumier » : mélange solide de litière, d'urines et d'excréments d'animaux, à l'exclusion des effluents de volaille;

b) le « fumier mou » : fumier dont le tas constitué dans un espace libre de tout obstacle, ne peut atteindre une hauteur moyenne de plus de 65 centimètres, quelle que soit la quantité déposée. Par hauteur moyenne, on entend la hauteur du tas disposé sous forme d'andain;

c) le « lisier » : mélange de fèces et d'urines, sous forme liquide ou pâteuse;

d) le « purin » : les urines seules diluées ou non, s'écoulant des lieux d'hébergement des animaux ou de la fumière;

e) les « effluents de volaille » : les fumiers de volaille et les fientes de volaille;

f) le « fumier de volaille » : déjections de volailles mêlées à de la litière (notamment des copeaux ou de la paille);

g) les « fientes de volaille » : déjections pures de volailles;

h) le « compost de fumier » : fumier ayant subi un traitement mécanique d'aération adéquat permettant sa décomposition aérobie; un fumier est réputé composté lorsque sa température, après s'être élevée à plus de 60 °C, est redescendue à moins de 35 °C;

12° « eutrophisation » : l'enrichissement de l'eau en composés, notamment azotés, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui perturbe le fonctionnement normal de l'écosystème aquatique et entraîne une dégradation de la qualité de l'eau en question;

13° « exploitation agricole » ou « exploitation » : ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Wallonie, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur;

14° « fertilisant » : toute substance contenant un ou des composés azotés et destinée à la fertilisation des végétaux; les fertilisants sont subdivisés en fertilisants organiques et en fertilisants minéraux :

a) « fertilisant organique » : tout fertilisant obtenu à partir de matière organique, à l'exception des résidus culturels laissés en place après récolte; les fertilisants organiques sont divisés en deux classes :

- « fertilisants organiques à action rapide » : fertilisants organiques caractérisés par une proportion élevée d'azote disponible rapidement après épandage; il s'agit notamment des lisiers, des purins, des effluents de volaille et des jus d'écoulement;

- « fertilisants organiques à action lente » : fertilisants organiques caractérisés par une faible proportion d'azote disponible au moment de l'épandage; il s'agit notamment des fumiers de bovins et de porcs, ainsi que des composts de fumiers.

Les produits non repris dans les deux classes ci-dessus sont catégorisés au cas par cas par l'administration;

b) « fertilisant minéral » : tout fertilisant n'étant pas un fertilisant organique; l'urée est assimilée à un fertilisant minéral;

15° « fientes humides de volaille » : fientes de volaille dont le taux de matière sèche est inférieur ou égal à 35 pourcents;

16° « fumière » : aire bétonnée et étanche réservée au stockage du fumier, à l'exclusion des stabulations et des zones de résidence des animaux;

17° « jus » ou « jus d'écoulement » ou « écoulement » : liquide provenant de source agricole, à l'exception du purin et du lisier, susceptible de participer à la pollution de l'eau par le nitrate et s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où il est produit ou stocké; les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

18° « laboratoire agréé » : laboratoire ayant satisfait aux exigences stipulées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R. 220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

19° « Ministre » : Le Ministre de la Région wallonne ayant la Politique de l'Eau dans ses attributions;

20° « Ministres » : les Ministres de la Région wallonne ayant la Politique de l'Eau et/ou l'Agriculture dans leurs attributions;

21° « parcelle » ou « parcelle agricole » : toute étendue de terre arable ou de prairie d'un seul tenant gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;

22° « parcelle de remplacement » : parcelle sélectionnée par l'administration pouvant compléter l'échantillonnage si sur une parcelle précédemment sélectionnée pour le prélèvement de sol s'avère difficile ou dénuée de sens, ou en cas de demande de ré-échantillonnage par l'agriculteur conformément à l'article 4, § 5;

23° « période annuelle de prélèvement » ou « période » : période automnale pendant laquelle des prélèvements de sol ont lieu sur les parcelles agricoles à des fins de dosage de l'azote potentiellement lessivable;

24° « pollution par le nitrate » : le rejet de composés azotés de sources agricoles dans le milieu aquatique, directement ou indirectement, pouvant mettre en danger la santé humaine, nuire aux ressources vivantes et à l'écosystème aquatique;

25° « prairie permanente » : terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées pérennes qui ne font pas partie du système de rotation des cultures de l'exploitation depuis cinq ans ou davantage;

26° « profil azoté » : mesure de la quantité d'azote nitrique présente dans le sol réalisée selon un mode opératoire permettant, si cette mesure est réalisée en automne, d'évaluer l'azote potentiellement lessivable;

27° « stabulation » : mode de logement du bétail dans les bâtiments; parmi ces modes de logement, existent notamment :

a) la « stabulation sur caillebotis ou entravée sur grilles » : mode de logement sans litière caractérisé par la récolte de l'ensemble des déjections animales pures, sous forme de lisier, dans un réservoir ad hoc;

b) la « stabulation entravée paillée » : mode de logement avec litière caractérisé par l'entravement des animaux, la récolte de fumier et de jus d'étable assimilé à du purin;

c) la « stabulation semi-paillée » : mode de logement non entravé combinant une aire d'alimentation sur laquelle est produit du lisier et une aire de couchage sur laquelle est produit du fumier;

d) la « stabulation paillée » ou la « stabulation sur litière » : mode de logement non entravé avec litière caractérisé par la récolte de fumier accumulé suite au séjour des animaux;

28° « stockage à la ferme » : stockage rapproché du lieu de production ou des bâtiments de ferme;

29° « stockage au champ » : stockage éloigné du lieu de production ou des bâtiments de ferme nécessitant un transport par charroi;

30° « superficie agricole utilisée » : la superficie totale occupée par les terres arables, les prairies permanentes et pâturages, les superficies destinées aux cultures permanentes et les jardins familiaux;

31° « taux de liaison au sol » (LS) : fraction exprimant, pour une exploitation agricole, le rapport sur une année entre les flux d'azote organique et les quantités maximales d'azote organique épandable sur l'ensemble des prairies et des terres arables de l'exploitation. On distingue dans ce chapitre : le taux de liaison au sol interne à l'exploitation (LSI ou LS-Interne) qui prend en compte l'azote produit dans l'exploitation; le taux de liaison global (LSG ou LS-Global) qui prend en compte tous les flux d'azote organique entrant et sortant de l'exploitation tels que les contrats d'épandage entre agriculteurs, les matières organiques valorisées en agriculture; le taux de liaison en zone vulnérable (LSZv ou LS-Zone vulnérable);

32° « teneur en matière sèche » (MS) : rapport entre le poids de matière après séchage à 105 °C et le poids de matière fraîche obtenu selon un mode opératoire en vigueur dans un laboratoire;

33° « terres arables » : ensemble des surfaces cultivables, à l'exclusion des prairies.

Art. R. 189. Le présent chapitre vise à :

1° réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par le nitrate à partir de sources agricoles;

2° prévenir toute nouvelle pollution de ce type;

3° favoriser une gestion durable de l'azote et de l'humus des sols en agriculture.

Section 2. — Zones vulnérables et programme d'action

Art. R. 190. Afin de protéger les eaux contre la pollution par le nitrate, le Ministre désigne des zones vulnérables, sur le territoire de la Région wallonne.

Art. R. 191. Les zones vulnérables sont déterminées selon les critères suivants :

1° pour les eaux de surface qui contiennent ou risquent de contenir une concentration en nitrate supérieure à 50 milligrammes par litre si les mesures prévues à l'article R. 192 ne sont pas prises, ce sont les parties du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux de surface par le nitrate;

2° pour les eaux souterraines qui contiennent ou risquent de contenir une concentration en nitrate supérieure à 50 milligrammes par litre si les mesures prévues à l'article R. 192 ne sont pas prises, ce sont les parties du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux souterraines par le nitrate;

3° pour les lacs naturels d'eau douce, les autres masses d'eau douce, les estuaires et les eaux côtières ou marines qui ont subi ou qui risquent de subir dans un avenir proche une eutrophisation si les mesures prévues à l'article R. 192 ne sont pas prises, ce sont les parties du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces lacs naturels, autres masses d'eau douce, estuaires et eaux côtières ou marines, par le nitrate.

Dans l'application des critères visés à l'alinéa 1^{er}, le Ministre tient également compte :

1° des caractéristiques physiques et environnementales des eaux, des sols et des sous-sols;

2° des connaissances actuelles concernant le comportement des composés azotés dans les eaux, les sols et les sous-sols;

3° des connaissances actuelles concernant l'incidence des mesures prises conformément à l'article R. 192.

Art. R. 192. § 1^{er}. Le programme d'action s'applique aux exploitations et parties d'exploitation situées dans une zone vulnérable.

Il consiste au respect des conditions applicables à la gestion de l'azote en agriculture en zone vulnérable conformément au présent chapitre.

§ 2. Le programme d'action est réexaminé et au besoin revu au moins tous les quatre ans.

Lors de ces révisions, effectuées conformément à l'article R. 230 des programmes différents peuvent être établis pour diverses zones vulnérables ou pour parties de celles-ci.

§ 3. Pour chaque zone vulnérable, le Ministre établit un tableau de bord du programme d'action, destiné à évaluer son efficacité. Celui-ci est complété annuellement par l'administration qui le transmet au Ministre pour le 30 juin de chaque année.

Ce tableau de bord reprend au moins les éléments suivants :

1) le stockage des fertilisants organiques;

2) les taux de liaison au sol des exploitations;

3) les contrats d'épandage et les flux de fertilisants;

4) l'azote potentiellement lessivable, l'évolution de la pollution des eaux par le nitrate et l'eutrophisation.

Section 3. — Conditions applicables à la gestion de l'azote en agriculture sur tout le territoire de la Région

Sous-section 1^{re}. — Stockage et manutention des fertilisants, des effluents d'élevage, des matières végétales et des jus d'écoulement en Région wallonne

Art. R. 193. Tout rejet direct de fertilisants et de jus d'écoulement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface est interdit.

Art. R. 194. Les jus d'écoulement éventuels issus des matières végétales stockées ne peuvent atteindre ni les égouts ni les eaux souterraines ou de surface et doivent être soit stockés, soit recueillis par une matière absorbante.

Art. R. 195. Le stockage des fumiers au champ répond aux conditions suivantes :

1° à l'exception des fumiers mentionnés comme pouvant être stockés directement au champ à l'annexe XXII, le fumier est préalablement stocké sur fumière, conformément à l'article R. 197. La capacité de cette fumière permet le stockage pendant une période minimale de trois mois;

2° toute aire de stockage du fumier non aménagée conformément à l'article R. 197 est évacuée au terme d'une période maximale de huit mois;

3° le stockage de fumier est interdit sur une aire ayant été évacuée depuis moins d'une année, et à moins de 10 mètres des limites extérieures de l'aire précédente;

4° aucun dépôt de fumier au champ ne peut être implanté au point bas d'un creux topographique ni à moins de 20 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public; cette distance pourra être réduite à 10 mètres si la topographie du lieu ou un dispositif spécifique rend impossible tout écoulement de jus vers ces points;

5° le ruissellement éventuel de jus issu de ce dépôt ne pourra atteindre une eau de surface, un ouvrage de prise d'eau, un piézomètre ou un point d'entrée d'un égout public;

6° le stockage des fumiers au champ peut également s'effectuer sur fumière.

Art. R. 196. A défaut d'infrastructure de stockage installée au champ conformément à l'article R. 198, le stockage des effluents de volaille au champ répond aux conditions suivantes :

1° le stockage au champ des effluents de volaille caractérisés par une teneur en matière sèche inférieure à 55 % est interdit;

2° toute aire de stockage de fumier de volaille non aménagée conformément à l'article R. 200 est évacuée au terme d'une période maximale de huit mois;

3° toute aire de stockage de fiente de volaille est évacuée au terme d'une période maximale d'un mois;

4° le stockage des effluents de volaille est interdit sur une aire ayant été évacuée depuis moins d'une année et à moins de 10 mètres des limites extérieures de l'aire précédente;

5° aucun dépôt d'effluents de volaille au champ ne peut être implanté au point bas d'un creux topographique ni à moins de 20 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public; cette distance pourra être réduite à 10 mètres si la topographie du lieu ou un dispositif spécifique rend impossible tout écoulement de jus vers ces points; le ruissellement éventuel de jus issu de ce dépôt ne pourra atteindre une eau de surface, un ouvrage de prise d'eau, un piézomètre ou un point d'entrée d'un égout public;

6° le stockage des effluents de volaille au champ peut également s'effectuer sur une aire bétonnée étanche, telle que spécifiée à l'article R. 198.

Art. R. 197. § 1^{er}. Le stockage des fumiers à la ferme s'effectue sur une fumière bétonnée étanche de surface suffisante, pourvue d'un réservoir de capacité suffisante, étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement.

§ 2. A aucun moment, plus de 3 m³ de fumier par m² de fumière ne peuvent être stockés.

§ 3. Lorsque la fumière est entièrement couverte, la surface de stockage nécessaire peut être réduite d'un quart de manière telle qu'à aucun moment, plus de 4 m³ de fumier par m² de fumière n'y soient stockés.

§ 4. Le dimensionnement de la surface de la fumière est établi sur la base des données reprises au tableau de l'annexe XXII.

§ 5. Pour la récolte des jus d'écoulement de fumières, une capacité de 220 litres par m² de fumière est requise si l'aire n'est pas entièrement couverte. Cette capacité peut être réduite à 150 litres par m² s'il existe une récupération des purins dans l'étable conforme à l'article R. 199.

§ 6. Les aires de stockage du fumier et les réservoirs de récolte des jus d'écoulement de ces fumières sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

§ 7. Le dimensionnement fixé aux §§ 4 et 5 peut être modifié sur demande écrite et motivée de l'agriculteur concerné. Cette demande est introduite à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande de modification repose sur les conditions climatiques locales, sur la composition et la taille du cheptel, sur les types de stabulations, sur les types de fumiers produits, sur la manutention du fumier, sur son éventuelle transformation et sur le recours éventuel à des déversoirs d'orage, des procédés d'épuration des jus d'écoulement ou au stockage au champ.

L'administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'alinéa 1^{er}. Elle examine celle-ci et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la notification de la décision déclarant le dossier complet.

§ 8. Les fumiers mous ne peuvent être stockés sur fumière que s'ils y sont associés à un autre type de fumier. A défaut un dispositif de séparation et de stockage des phases liquide et solide est prévu avec les volumes requis.

§ 9. Les fumiers mous non stockés conformément au § 8 sont stockés dans un réservoir.

Art. R. 198. § 1^{er}. Le stockage des effluents de volaille à la ferme s'effectue sur une aire bétonnée étanche de surface suffisante. Cette aire de stockage est pourvue d'un réservoir de capacité suffisante, étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement.

§ 2. Dans le cas de stockage de fientes humides de volaille, l'aire de stockage est entièrement couverte.

§ 3. A aucun moment, plus de 3 m³ d'effluents de volaille par m² d'aire de stockage ne peuvent être stockés.

§ 4. Lorsque l'aire de stockage est entièrement couverte, la surface de stockage nécessaire peut être réduite d'un quart de manière telle qu'à aucun moment, plus de 4 m³ d'effluents de volaille par m² d'aire de stockage n'y soient stockés.

§ 5. Le dimensionnement de la surface de l'aire de stockage est établi sur la base des données reprises au tableau de l'annexe XXII.

§ 6. Pour la récolte des jus d'écoulement des aires de stockage, une capacité de 220 litres par m² d'aire de stockage est requise si l'aire n'est pas entièrement couverte.

§ 7. Les aires de stockage des effluents de volailles et les réservoirs de récolte des jus d'écoulement de ces aires sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

§ 8. Le dimensionnement fixé aux §§ 5 et 6 peut être modifié sur demande écrite et motivée de l'agriculteur concerné. Cette demande est introduite à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande de modification repose sur les conditions climatiques locales, sur la composition et la taille du cheptel, sur les types de logements des animaux, sur les types d'effluents produits, sur leur manutention, sur leur éventuelle transformation et sur le recours éventuel à des déversoirs d'orage, des procédés d'épuration des jus d'écoulement ou au stockage au champ.

L'administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'alinéa 1^{er}. Elle examine celle-ci et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la notification de la décision déclarant le dossier complet.

Art. R. 199. § 1^{er}. Le stockage des lisiers et des purins répond aux conditions suivantes :

1° le stockage s'effectue dans des infrastructures de capacité suffisante, étanches et dépourvues de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas d'écoulement vers le milieu extérieur;

2° les infrastructures de stockage sont aménagées de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture;

3° afin de pouvoir respecter aisément les périodes d'épandage visées à l'article R. 205, les infrastructures destinées au stockage des lisiers et des purins doivent permettre le stockage pendant six mois au moins.

§ 2. Le dimensionnement de ces infrastructures est déterminé sur la base des données reprises dans le tableau de l'annexe XXII.

§ 3. Le dimensionnement fixé au § précédent peut être modifié sur demande écrite et motivée de l'agriculteur concerné. Cette demande est introduite à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande de modification repose sur les conditions climatiques locales, sur la composition et la taille du cheptel, sur les types de logements des animaux, sur les types d'effluents produits, sur leur manutention et sur leur éventuelle transformation.

L'administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande en application de l'alinéa 1^{er}. Elle examine celle-ci et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la notification de la décision déclarant le dossier complet.

Art. R. 200. § 1^{er}. Toutes les infrastructures de stockage d'effluents d'élevage doivent être étanches.

§ 2. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions précise les prescriptions techniques garantissant l'étanchéité

§ 3. En cas de doute quant à l'étanchéité des infrastructures de stockage d'effluents d'élevage, l'administration peut procéder à une vérification de celles-ci par tout moyen qu'elle jugera utile.

Art. R. 201. Les articles R. 197, R. 198, R. 199 et R. 200 ne s'appliquent pas aux exploitations non classées en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

Sous-section 2. — Epandage des fertilisants

Art. R. 202. § 1^{er}. L'épandage de fertilisants est interdit à moins de six mètres d'une eau de surface. Cette distance de six mètres est déterminée à partir du bord supérieur de la berge ou du talus qui borde cette eau de surface.

§ 2. L'épandage de fertilisants est interdit :

1° sur sol enneigé;

2° sur sol saturé en eau;

3° sur une culture pure de légumineuses (Fabacées);

4° pendant l'interculture qui précède ou suit une culture de légumineuses, sauf si l'épandage fait l'objet d'un conseil de fertilisation établi sur la base de profils azotés, avalisé par la structure d'encadrement en application de l'article R.229.

Art. R. 203. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article R. 223, l'épandage de fertilisants organiques à action rapide et de fertilisants minéraux est interdit sur un sol dont la température mesurée à la surface est négative pendant au minimum 24 heures sans discontinuité.

§ 2. Sans préjudice de l'article R. 224, l'épandage de fertilisants organiques à action rapide est interdit sur terre non couverte de végétation, quelle qu'en soit la pente, sauf si l'effluent est incorporé au sol dans les 24 heures suivant son application.

§ 3. Sur les terres arables l'épandage de fertilisants organiques est interdit sur les sols dont la pente est supérieure à 15 pourcent.

Art. R. 204. L'épandage se fait au moyen d'un matériel adéquat et en bon état de marche.

Art. R. 205. Les périodes d'épandage, telles que présentées à l'annexe XXIII, sont réglementées, de la manière suivante.

1° Sur terre arable

L'épandage de fertilisants minéraux, de fertilisants organiques à action rapide et de fumier mou est interdit du 16 octobre au 15 février.

Du 1^{er} juillet au 15 octobre, l'épandage de fertilisants organiques est uniquement autorisé sur pailles enfouies à concurrence d'un maximum de 80 kg d'azote par hectare ou sur des parcelles destinées à recevoir une culture d'hiver implantée à l'automne ou une culture « intermédiaire piège à nitrates ».

La culture « intermédiaire piège à nitrates » ne contient aucune légumineuse. Elle est implantée avant le 15 septembre et est détruite après le 15 novembre. Ce couvert est implanté dès que possible après la récolte précédente et recouvre le sol à concurrence de 75 % au moins à un moment donné de sa croissance, sauf dans le cas de circonstances météorologiques exceptionnelles.

2° Sur prairie

L'épandage de fertilisants minéraux, de fertilisants organiques à action rapide à l'exception des restitutions au sol par les animaux au pâturage, ainsi que de fumier mou est interdit du 16 septembre au 31 janvier.

Toutefois, dans le cas de prévisions météorologiques autorisant le respect des articles R. 202 et R. 203, l'épandage de fertilisants organiques à action rapide ainsi que de fumier mou est autorisé du 16 janvier au 31 janvier, à concurrence de 80 kg d'azote par hectare au maximum.

Sous-section 3. — Quantités maximales d'azote épandable

Art. R. 206. L'épandage de fertilisants n'est autorisé que pour couvrir les besoins physiologiques en azote des végétaux en veillant à limiter les pertes d'éléments nutritifs.

Art. R. 207. § 1^{er}. En prairie, l'apport azoté total ne peut jamais dépasser, sur une année, 350 kg par hectare, en ce compris les restitutions au sol par les animaux au pâturage.

§ 2. Aux fins de vérification par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, chaque exploitation agricole est tenue de conserver les documents relatifs à l'achat ou à la livraison de fertilisants minéraux à partir du 1^{er} janvier de l'année antérieure à l'année civile en cours.

§ 3. Les mesures visées au § 2 de cet article ne s'appliquent pas aux exploitations non classées en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

Art. R. 208. § 1^{er}. L'apport de fertilisants minéraux sur terre arable est limité de telle manière qu'en tenant compte des apports azotés des fertilisants organiques, la quantité d'azote total apportée, sur une année, ne dépasse pas, en moyenne sur l'exploitation, 250 kg par hectare de terre arable.

§ 2. Aux fins de vérification par l'administration, chaque exploitation agricole est tenue de conserver les documents relatifs à l'achat ou à la livraison de fertilisants minéraux à partir du premier janvier de l'année antérieure à l'année civile en cours.

§ 3. Les mesures visées au § 2 de cet article ne s'appliquent pas aux exploitations non classées en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

Art. R. 209. Sans préjudice du respect de l'article R. 213, § 1^{er}, sur une année et pour toute la superficie agricole déclarée de l'exploitation selon son affectation en terre arable ou en prairie, les apports d'azote organique ne peuvent dépasser une moyenne de 115 kg par hectare de terre arable et une moyenne de 230 kg par hectare de prairie, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises.

Art. R. 210. § 1^{er}. Sur une parcelle donnée et sans préjudice du respect de l'article R. 209 les fertilisants organiques sont épandus dans des proportions telles que sur deux à cinq années successives au cours desquelles cette parcelle est exploitée soit en terre arable, soit en prairie, selon la rotation appliquée, la moyenne des apports d'azote organique ne dépasse pas, sur une année :

- a) 115 kg par hectare de terre arable;
- b) 230 kg par hectare de prairie.

§ 2. L'apport maximum d'azote organique par parcelle de terre arable, sur une année, est fixé à 230 kgNorg. par hectare.

Sous-section 4. — Taux de liaison au sol

Art. R. 211. § 1^{er}. Le taux de liaison au sol interne de l'exploitation (LSI ou LS-interne) est calculé selon la formule suivante :

$$\text{LS-interne} = \frac{\text{Azote organique produit (kgNorg.)}}{([\text{superficie de prairies de l'exploitation (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [\text{superficie de terres arables de l'exploitation (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha})])}$$

§ 2. Pour le 30 avril de chaque année, sur base des données disponibles les plus récentes, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, avise par écrit les agriculteurs de la valeur du LSI de leur exploitation.

§ 3. Dès que l'exploitation présente un LSI supérieur à l'unité, l'agriculteur est tenu de conclure un ou des contrats d'épandage conformément à l'article R. 212 ou de prendre toute autre action appropriée destinée à ramener le LSI à une valeur égale ou inférieure à l'unité.

Sous-section 5. — Contrats d'épandage

Art. R. 212. § 1^{er}. Tout transfert de fertilisant organique à destination d'une exploitation agricole fait l'objet d'un contrat d'épandage.

§ 2. L'agriculteur peut souscrire des contrats d'épandage avec des tiers afin de se conformer à l'article R. 211, § 3, pour autant que le taux de liaison au sol global de son exploitation (LSG ou LS-Global) reste inférieur ou égal à l'unité. Les contrats doivent porter sur une durée minimale d'un an.

§ 3. Le taux de liaison au sol global de l'exploitation se calcule selon la formule suivante :

$$\text{LS-Global} = \frac{\text{Azote organique produit (kgNorg.)} + \text{Azote organique importé (kgNorg.)} - \text{Azote organique exporté (kgNorg.)}}{([\text{superficie de prairies de l'exploitation (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [\text{superficie de terres arables de l'exploitation (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha})])}$$

§ 4. Pour le 30 avril de chaque année, sur base des données disponibles les plus récentes, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, avise par écrit les agriculteurs concernés de la valeur du LSG de leur exploitation.

§ 5. Les contrats d'épandage comprennent au moins les éléments et obligations suivants :

- a) l'engagement des contractants à respecter toutes les prescriptions les concernant en matière de gestion de l'azote;
- b) la quantité d'azote organique concernée par le contrat (et son équivalent en quantités de fertilisants organiques), ainsi que la durée du contrat;
- c) les modalités prévues en cas de rupture du contrat, de non respect de celui-ci ou de litige entre les parties;
- d) la tenue à jour et la mise à disposition de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, pour le 30 avril de chaque année, par les contractants, d'une comptabilité de transfert pour la campagne écoulée. La comptabilité de transfert fera l'objet d'un document signé par les parties engagées dans le(s) contrat(s) et contiendra des informations relatives aux transferts effectués.

§ 6. Le Ministre fixe les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats d'épandage.

§ 7. Chaque contrat d'épandage est établi en trois exemplaires, l'un pour l'agriculteur, l'autre pour le tiers, et le troisième pour la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, transmis à celle-ci par le cédant au plus tard un mois après sa signature.

Section 4. — Conditions supplémentaires applicables à la gestion de l'azote en agriculture dans les zones vulnérables

Sous section 1^{re}. — Taux de liaison au sol en zone vulnérable

Art. R. 213. § 1^{er}. Dans les zones vulnérables, sur une année et pour toute la superficie agricole utilisée de l'exploitation, les apports d'azote organique sur les superficies concernées de l'exploitation ne peuvent dépasser une moyenne de 170 kg par hectare de superficie agricole utilisée.

§ 2. Pour les exploitations possédant au moins une parcelle en zone vulnérable, le taux de liaison au sol en zone vulnérable de l'exploitation (LSZv) est calculé selon la formule suivante :

LS-Zone vulnérable = (Azote organique produit (kgNorg.) + Azote organique importé (kgNorg.) - Azote organique exporté (kgNorg.)) /

([superficie agricole utilisée de l'exploitation en zone vulnérable (ha) X 170(kgNorg./ha)] + [superficie de prairies de l'exploitation hors zone vulnérable (ha) X 230(kgNorg./ha)] + [superficie de terres arables de l'exploitation hors zone vulnérable (ha) X 115(kgNorg./ha)]).

§ 3. Le taux de liaison au sol en zone vulnérable doit être inférieur ou égal à l'unité.

§ 4. Pour le 30 avril de chaque année, sur base des données disponibles les plus récentes, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, avise par écrit les agriculteurs concernés de la valeur du LSZv de leur exploitation.

Sous section 2. — Suivi des exploitations par des mesures de l'azote potentiellement lessivable

Art. R. 214. § 1^{er}. L'administration procède chaque année au contrôle d'exploitations agricoles parmi celles ayant une partie ou la totalité de leur superficie agricole en zone vulnérable.

§ 2. Au sein des exploitations agricoles sélectionnées, l'administration identifie 3 parcelles dans lesquelles des échantillons de sol sont prélevés, entre le 15 octobre et le 30 novembre inclus, en vue d'y doser l'azote potentiellement lessivable, ainsi qu'une parcelle de remplacement.

Art. R. 215. § 1^{er}. Le Ministre fixe les conditions de prélèvement et de conditionnement des échantillons, ainsi que de leur analyse par un laboratoire agréé.

§ 2. L'administration communique au laboratoire agréé chargé de l'analyse les coordonnées des exploitations agricoles sélectionnées ainsi que l'emplacement des parcelles à échantillonner avant le 1^{er} octobre de chaque année.

Si l'administration se charge du prélèvement des échantillons de sol, elle en avertit le laboratoire chargé de l'analyse.

L'agriculteur dont l'exploitation agricole a été sélectionnée est averti au minimum sept jours ouvrables avant la date d'échantillonnage.

§ 3. Les frais de prélèvement, de conditionnement et d'analyse de l'échantillonnage sélectionné par l'administration sont couverts par celle-ci.

§ 4. Les résultats des analyses sont transmis par le laboratoire agréé à l'agriculteur et à l'administration dans les dix jours ouvrables suivant le prélèvement.

§ 5. Dans les dix jours ouvrables suivant la réception des résultats d'analyse, et au plus tard le 20 décembre de l'année de prélèvement, l'agriculteur peut faire échantillonner à ses frais par un laboratoire agréé de son choix une ou plusieurs parcelles précédemment échantillonnées, en vue d'une analyse contradictoire selon la procédure fixée a u

§ 1^{er}. Le laboratoire agréé choisi par l'agriculteur avertit l'administration par téléphone, avec confirmation écrite, de la date prévue pour le prélèvement contradictoire au minimum quatre jours ouvrables à l'avance. Il obtient de celle-ci l'emplacement des parcelles à échantillonner. Les résultats des analyses les plus favorables à l'agriculteur sont pris en compte par l'administration.

Les résultats d'une analyse contradictoire qui n'est pas réalisée selon la procédure décrite au présent § sont frappés de nullité, de plein droit, et ne peuvent être pris en compte par l'administration.

Art. R. 216. § 1^{er}. Sur base des résultats du « survey surfaces agricoles » mentionné à l'article R. 232, l'administration vérifie, pour chaque parcelle échantillonnée, si l'APL mesuré est conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. L'APL mesuré est considéré conforme à ces bonnes pratiques s'il est situé dans la fourchette de tolérance par rapport à la valeur de référence annuelle fixée en application de l'article R. 232. Les limites de la fourchette de tolérance par rapport à la valeur de référence au delà de laquelle un APL est déclaré non conforme sont fixées par le Ministre.

§ 2. Pour une année donnée, une exploitation agricole est déclarée conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles – ci après dénommée « déclarée conforme » - lorsqu'au moins deux des trois parcelles échantillonnées au sein de celle-ci présentent un résultat répondant au § 1^{er}. Dans le cas contraire, l'exploitation agricole considérée est déclarée non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles – ci après dénommée « déclarée non conforme ».

§ 3. Une exploitation agricole déclarée non conforme pour une année donnée est soumise à un programme d'observation des APL conformément à l'article R.219.

Art. R. 217. § 1^{er}. L'administration notifie à l'agriculteur le caractère conforme ou non conforme de son exploitation agricole ainsi que de chaque parcelle individuelle échantillonnée, au plus tard le 28 février suivant le prélèvement.

§ 2. Par lettre motivée, l'agriculteur peut introduire un recours administratif contre cette notification dans les 30 jours suivant la notification de l'administration. Ce recours est introduit à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Ce recours ne peut être motivé que par des circonstances météorologiques exceptionnelles reconnues ayant prévalu à l'endroit considéré, ou des difficultés culturelles exceptionnelles survenues dans la gestion de la ou des parcelles considérées déclarées sur le procès-verbal de prélèvement établi conformément à l'article R. 215, § 1^{er}.

La charge d'apporter la preuve de la véracité des éléments motivant le recours incombe à l'agriculteur.

L'administration examine le recours et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la réception du recours.

Art. R. 218. Si le prélèvement de sol aux fins du présent arrêté est rendu impossible, sur une ou plusieurs parcelles de l'exploitation agricole, par l'action de l'agriculteur ou de ses ayant droits, même à l'occasion d'un éventuel prélèvement de vérification organisé par, ou à la demande de, l'administration, cette exploitation agricole est déclarée non-conforme pour l'année du prélèvement, indépendamment du résultat des parcelles éventuellement échantillonnées.

Art. R.219. § 1^{er}. Une exploitation agricole soumise au programme d'observation des APL est tenue de prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter les bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles. Pour ce faire, elle peut bénéficier de l'aide et des conseils de la structure d'encadrement.

§ 2. L'agriculteur dont l'exploitation agricole est soumise au programme d'observation des APL doit, de sa propre initiative et à ses frais, faire effectuer annuellement des mesures d'APL conformément à l'article 215, § 1^{er} par un laboratoire agréé de son choix sur au moins trois parcelles de son exploitation agricole désignées par l'administration.

§ 3. Chaque année, l'agriculteur dont l'exploitation agricole est soumise au programme d'observation des APL avertit le laboratoire agréé de son choix avant le 1^{er} septembre. Le laboratoire choisi par l'agriculteur communique à l'administration par téléphone, avec confirmation écrite, la date de l'échantillonnage, comprise entre le 15 octobre et le 10 décembre, au minimum 10 jours ouvrables avant celui-ci et obtient de l'administration l'emplacement des parcelles à échantillonner.

§ 4. Dans le cas où l'agriculteur omet de choisir un laboratoire agréé ou s'abstient de faire réaliser les mesures d'APL conformément à l'article 215, § 1^{er}, les APL de son exploitation agricole sont déclarés non conformes pour l'année considérée.

§ 5. Le laboratoire transmet les résultats des analyses à son commanditaire et à l'administration dans les 10 jours ouvrables suivant le prélèvement.

§ 6. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception des résultats des analyses, l'agriculteur peut, à ses frais, faire réaliser une analyse contradictoire, selon les modalités prévues à l'article 215, § 5.

§ 7. L'administration communique à l'agriculteur le caractère conforme ou non conforme de son exploitation agricole ainsi que de chaque parcelle individuelle, au plus tard le 28 février suivant le prélèvement.

§ 8. Un programme d'observation des APL d'une exploitation agricole est clôturé lorsque l'exploitation agricole est déclarée conforme par l'administration pour deux périodes annuelles de prélèvement successives.

La clôture du programme d'observation des APL donne droit au remboursement par l'administration des frais de prélèvement, conditionnement et analyse des échantillons de sol de la dernière année du programme d'observation des APL. Dans ce cas, au plus tard le 28 février suivant le prélèvement, l'administration invite l'agriculteur à lui présenter la facture du laboratoire agréé pour cette période.

Art. R. 220. § 1^{er}. L'agriculteur dont l'exploitation agricole est déclarée non conforme pendant trois années ou moins, consécutives ou non, au cours d'un même programme d'observation des APL, est passible d'une amende administrative. Le montant de cette amende administrative s'élève à 120 euros par hectare de superficie agricole déclarée de l'exploitation agricole considérée.

§ 2. L'amende fixée au § 1^{er} est réduite à 40 euros par hectare de superficie agricole déclarée de l'exploitation agricole considérée, aux conditions cumulatives suivantes :

- l'agriculteur a fait appel aux conseils de la structure d'encadrement instituée à l'article R. 229. dès la première année du programme de suivi des APL. En atteste la copie du plan de fertilisation réalisé pour la première année de ce programme et transmis à l'administration avec le visa de la structure d'encadrement avant le 1^{er} septembre de la première année du programme de suivi.

- les APL de l'exploitation agricole concernée ont été en amélioration progressive par rapport aux résultats de l'année qui a motivé l'entrée dans le programme de suivi des APL. Le Ministre fixe les conditions dans lesquelles cette amélioration est constatée.

§ 3. L'amende fixée au § 1^{er} est réduite à 20 euros par hectare de superficie agricole déclarée de l'exploitation agricole considérée, aux conditions cumulatives suivantes :

- les conditions fixées au § 2 sont respectées;
- l'APL d'une parcelle échantillonnée cultivée avec une culture à risque la dernière année d'échantillonnage précédant la sanction est déclarée conforme. Sont considérées culture à risque la culture du maïs, de la pomme de terre, des légumes, du lin et du colza.

§ 4. Pour chaque année supplémentaire du même programme, consécutive ou non, au cours de laquelle l'exploitation agricole est à nouveau déclarée non conforme les amendes fixées au §§ 1^{er}, 2 ou 3 sont multipliées par un facteur 2 par rapport au montant de l'amende précédente

§ 5. Le montant total de l'amende fixée pour une exploitation agricole ne peut être inférieur à € 50,00 ni supérieur à € 50.000,00 par an.

§ 6. Lorsque le fonctionnaire dirigeant de l'administration régionale de l'environnement ou son délégué a l'intention d'infliger une sanction administrative à l'égard du contrevenant, il l'en informe par lettre recommandée. Dans les 10 jours de l'envoi, le contrevenant fait part de ses observations par écrit ou sollicite une audition auprès du fonctionnaire dirigeant. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration régionale de l'environnement ou son délégué notifie sa décision au contrevenant, par lettre recommandée, à l'échéance du délai précité de 10 jours ou, le cas échéant, dans les 10 jours après l'audition du contrevenant.

La décision du fonctionnaire dirigeant de l'administration régionale de l'environnement ou celle de son délégué d'infliger l'amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de 30 jours prenant cours à partir du jour de sa notification sauf si le contrevenant décide de procéder au recours devant le tribunal de police selon la procédure civile tel que prévu à l'article D. 398 du présent Code.

L'amende administrative infligée par le fonctionnaire dirigeant de l'administration régionale de l'environnement ou de son délégué est versée au Fonds pour la protection de l'environnement, section « incivilités environnementales », dans le délai de 30 jours qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire.

Le défaut de paiement de l'amende dans ce délai ou suite à une décision du tribunal passée en force de chose jugée, fait l'objet d'une première poursuite par le fonctionnaire chargé du recouvrement au moyen d'une contrainte avec commandement de payer sous peine d'exécution par voie de saisie, conformément à la cinquième partie du Code judiciaire relative aux saisies conservatoires et aux voies d'exécution. Elle est signifiée par exploit d'huissier avec commandement de payer.

Sous section 3. — Autres conditions applicables en zone vulnérable

Art. R. 221. § 1^{er}. En zone vulnérable pour le 15 septembre, un couvert hivernal composé d'un maximum de 50 % de légumineuses est implanté ou apparaît sur une proportion d'au moins 75 % des terres arables sur lesquelles la récolte a eu lieu avant le 1^{er} septembre et destinées à recevoir une culture implantée après le 1^{er} janvier de l'année suivante, à l'exception du lin et du pois. Dans le cas où un couvert n'est pas semé, il recouvre le sol à concurrence de 75 % au moins à un moment donné de sa croissance, sauf dans le cas de circonstances météorologiques exceptionnelles. Ce couvert ne peut être détruit avant le 15 novembre.

§ 2. En zone vulnérable, pour un territoire et une durée limités et en cas de contraintes ou situations climatiques, agricoles ou environnementales spécifiques, les Ministres peuvent fixer des conditions particulières au couvert hivernal.

Art. R. 222. § 1^{er}. En zone vulnérable, les prairies permanentes ne peuvent être labourées qu'entre le 1^{er} février et le 31 mai.

§ 2. Pendant les deux premières années suivant le labour, la superficie labourée sera emblavée d'un couvert ou d'une succession de couverts dépourvus de culture légumière ou de couvert comportant des légumineuses. Dans le cas d'un couvert prairial, les légumineuses sont toutefois autorisées.

§ 3. L'épandage de fertilisant minéral est interdit sur la superficie concernée durant la première année suivant le labour.

§ 4. L'épandage de fertilisant organique est interdit sur la superficie concernée durant les deux premières années suivant le labour.

Art. R. 223. En zone vulnérable l'épandage de fertilisants est interdit sur un sol dont la température mesurée à la surface est négative pendant au minimum 24 heures sans discontinuité.

Art. R. 224. § 1^{er}. En zone vulnérable, l'épandage de fertilisants organiques à action rapide est interdit sur terre non couverte de végétation au dessus d'une pente de 10 %, sauf si l'effluent est incorporé au sol le jour même de son application.

§ 2. En zone vulnérable, sur une parcelle de culture dont plus de 50 % de la superficie ou plus de 50 ares présente une pente supérieure ou égale à 10 %, il est interdit d'épandre des engrais minéraux sur des terres affectées à la culture de plantes sarclées ou assimilées tels que le maïs, les betteraves fourragères, les carottes fourragères, les pommes de terre, les betteraves sucrières, les chicorées ainsi que les cultures maraîchères de pleine terre, sauf si une bande enherbée d'une largeur de six mètres est installée dans la parcelle sur la partie située au bas de la pente et en bordure de la parcelle.

Cette interdiction n'est pas d'application :

1° si les parcelles contiguës situées en bas de la parcelle à risque d'érosion sont soit des prairies ou des cultures de type graminées seules ou mélangées à des légumineuses, soit des jachères destinées à la protection de la faune ou des boisements, et cela pour autant que la couverture de ces parcelles ait été implantée avant le 30 novembre de l'année précédente;

2° si aucun côté de la parcelle à risque n'est situé à moins de 30 m d'une eau de surface.

Section 5. — Drogations.

Art. R. 225. En zone vulnérable, sans préjudice du respect de la procédure d'information et d'examen nécessaire à l'obtention d'une dérogation conformément à l'annexe III, § 2, troisième alinéa, de la Directive et, conformément à la décision de la Commission européenne y relative, les Ministres fixent les conditions d'octroi d'une dérogation à l'article R. 213, § 1^{er}.

Les dérogations sont octroyées de manière individuelle aux agriculteurs qui en font la demande.

Section 6. — Evaluation des quantités d'azote produites par animal, des teneurs en azote des effluents d'élevage et d'autres fertilisants

Art. R. 226. § 1^{er}. Les quantités d'azote produites par animal et par an figurant à l'annexe XXVI sont les valeurs utilisées pour le calcul de l'azote organique produit dans l'établissement des LS.

Toutefois, le calcul de l'azote organique produit dans l'établissement des LS peut s'effectuer sur la base d'un bilan d'azote à l'excrétion, représentant la différence entre l'azote ingéré et l'azote contenu dans les productions animales dûment justifiée et approuvée par la structure d'encadrement visée à l'article R. 229. Les pertes d'azote gazeux nécessaires à l'établissement du bilan sont évaluées de manière forfaitaire par la structure d'encadrement, en tenant compte notamment de l'alimentation, de la composition et de la taille du cheptel, des types de logements des animaux, des types d'effluents produits et de leur manutention.

§ 2. Les Ministres déterminent les conditions dans lesquelles le bilan d'azote visé au § 1^{er} de ce même article sera effectué.

§ 3. Les Ministres peuvent déterminer les quantités d'azote produites par animal et par an pour les catégories d'animaux non reprises dans l'annexe XXVI, sur base d'un rapport dûment motivé de la structure d'encadrement visée à l'article R. 229.

§ 4. Les teneurs en azote des effluents d'élevage utilisées comme référence, notamment pour le calcul de l'azote organique importé et exporté dans l'établissement des LS, figurent à l'annexe XXVII. Toutefois, un agriculteur dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne peut justifier des valeurs différentes sur la base de résultats d'analyses régulières et représentatives des effluents dûment justifiées et approuvées par la structure d'encadrement visée à l'article R. 229.

§ 5. La teneur en azote d'autres fertilisants, si elle n'est pas garantie en vertu d'autres réglementations en vigueur, peut être fixée par les Ministres. Toutefois, un agriculteur dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne peut justifier de valeurs différentes sur la base de résultats d'analyses régulières et représentatives des fertilisants dûment justifiées et approuvées par la structure d'encadrement visée à l'article R. 229.

§ 6. La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, statue sur les volumes de production et les teneurs en azote proposés par l'agriculteur en application des §§ 1^{er}, 4 et 5. Elle en informe l'agriculteur par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi, au plus tard trois mois après l'introduction de la demande par celui-ci.

Pour être recevable, la demande de l'agriculteur est envoyée par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi, et est visée par la structure d'encadrement mentionnée à l'article R. 229

Section 7. — Mise à disposition d'informations

Art. R. 227. Tout agriculteur est tenu de transmettre, à la demande de l'administration, les informations requises par le présent chapitre.

Cette information est transmise dans le mois suivant la demande.

Section 8. — Encadrement et coordination

Art. R. 228. En vue de promouvoir une gestion durable de l'azote en agriculture, les Ministres organisent en Région wallonne un programme d'information en invitant notamment les agriculteurs à mettre en œuvre les obligations requises par le présent chapitre.

Ils organisent également des campagnes de communication spécifiques aux zones vulnérables.

Art. R. 229. § 1^{er}. Le Gouvernement confie, par convention, des missions d'encadrement et de coordination des agriculteurs dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne, à un ou des organismes rassemblés dans le présent chapitre sous le vocable « structure d'encadrement ».

La structure d'encadrement intervient en tout cas :

1° dans le cadre de l'article R. 202, § 2, 4°;

2° en avalisant les conditions d'application de l'article R. 220, § 2;

3° dans le cadre des dérogations éventuellement octroyées conformément à l'article R. 225;

4° dans le cadre de l'article R.226.

La structure d'encadrement peut également aider les agriculteurs dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne à gérer le risque environnemental de leur activité agricole en ce qui concerne la pollution des eaux par le nitrate.

§ 2. La structure d'encadrement agit en priorité dans les zones vulnérables.

Section 9. — Evaluation et surveillance.

Art. R. 230. § 1^{er}. Afin de désigner les zones vulnérables, d'en réviser la liste établie et d'évaluer l'efficacité des mesures générales des programmes y afférant, une surveillance générale de la teneur en nitrate dans les eaux, appelée « survey nitrate », est organisée par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, de la façon suivante :

1° la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, établit un réseau de surveillance du nitrate dans les eaux de surface et dans les eaux souterraines qu'elle complète par les renseignements fournis par les producteurs d'eau;

2° sans préjudice des dispositions de la section 2) de la partie II de l'annexe IV du Code de l'Eau intitulée « surveillance de l'état chimique des eaux souterraines », les exploitants de prises d'eau souterraine potabilisable situées en zone vulnérable, effectuent à la fréquence prévue au tableau repris en annexe XXVIII les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrite et nitrate (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre); ils fournissent les résultats des analyses relatives à une année à Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre;

3° les exploitants de prises d'eau de surface potabilisable effectuent à la fréquence prévue à la section 5) de la partie I^{re} de l'annexe IV du Code de l'Eau, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute aux points de prélèvement et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrite et nitrate (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre); ils fournissent les résultats des analyses relatives à une année à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau au plus tard le 31 mars de l'année suivante et dans les formes prescrites par le Ministre.

§ 2. La liste des zones vulnérables est réexaminée au moins tous les 4 ans et au besoin révisée ou complétée, afin de tenir compte des changements et des facteurs imprévisibles au moment de la désignation précédente.

§ 3. Pour tous les points du réseau de surveillance dont l'analyse révèle une teneur en nitrates dépassant 50 milligrammes par litre, l'administration transmet un rapport succinct aux communes concernées au plus tard le 30 septembre de l'année de réception des résultats.

Ce rapport signale la localisation précise du ou des points incriminés, leur teneur en nitrates, l'évolution de cette concentration dans le temps, l'origine probable de la pollution pour chaque point et les éventuelles mesures correctrices à prendre. L'organisme qui a en charge la gestion du point incriminé reçoit copie de ce rapport.

Art. R. 231. Les concentrations de nitrate dans les eaux sont mesurées par spectrophotométrie d'absorption moléculaire ou par toute autre méthode de mesure acceptée par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, et permettant d'obtenir des résultats comparables.

Art. R. 232. Chaque année, les Ministres établissent des valeurs de référence d'azote potentiellement lessivable (APL) permettant d'évaluer les incidences des actions entreprises et d'orienter les mesures mises en œuvre en vue de lutter contre la pollution des eaux par le nitrate. Ces valeurs sont établies en se basant notamment sur les éléments suivants :

1° les conditions météorologiques ayant prévalu dans l'année;

2° les résultats de profils azotés distribués en un réseau de points représentatif appelé « survey surfaces agricoles ». Le Ministre peut fixer les modalités de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles »;

3° le type de culture;

4° la localisation géographique et les conditions pédologiques. »

Art. 3. L'article R. 460 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« Art. R. 460. § 1^{er}. Les infrastructures de stockage doivent être conformes aux articles R. 197 à R. 199 au plus tard :

1) le 31 décembre 2008 pour toutes les exploitations dont le cheptel a produit au cours de l'année 2005 plus de 5 000 kilogrammes d'azote. Ces quantités sont établies sur base des données reprises à l'annexe XXVI;

2) le 31 décembre 2009 pour toutes les exploitations dont le cheptel a produit au cours de l'année 2005 entre 2 500 et 5 000 kilogrammes d'azote. Ces quantités sont établies sur base des données reprises à l'annexe XXVI;

3) le 31 décembre 2010 pour toutes les autres exploitations, exceptées celles désignées aux §§ 3 et 4;

4) le 31 décembre 2010, pour toutes les exploitations appartenant à des agriculteurs se déclarant sans repreneurs pour ses infrastructures d'élevage au plus tard 1 mois avant l'expiration du délai autorisé aux points 1 à 3 du § 1^{er}, et ayant atteint l'âge de 56 ans à la date du 28 novembre 2002. En cas de reprise de ces infrastructures avant 2013, la déclaration sera considérée comme faute intentionnelle au regard de la conditionnalité et toutes les primes indûment perçues au regard du chapitre IV devront être remboursées.

§ 2. Pour ce qui concerne les infrastructures de stockage existantes qui ne sont pas conformes aux articles R. 197 à R. 199 au 1^{er} janvier 2007, les articles R. 197 à R. 199 et les restrictions concernant les périodes d'épandage hivernales des fertilisants organiques fixées à l'article R. 205 entrent en vigueur dès que les infrastructures de stockage existantes sont conformes aux articles R. 197 à R. 199, et au plus tard aux dates fixées au § 1^{er}.

§ 3. Le présent article ne s'applique pas aux exploitations non classées en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

§ 4. Par dérogation au § 1^{er}, l'échéance peut être reportée par le Ministre en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles. »

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture est abrogé.

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux par les nitrates à partir des sources agricoles est abrogé.

Art. 6. Les annexes XXI, XXIV et XXV de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau sont abrogées.

Art. 7. Les annexes XXII, XXIII, XXVI, XXVII et XXVIII de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau sont remplacées respectivement par les annexes I^{re} à V du présent arrêté.

Art. 8. Les arrêtés d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture et les arrêtés d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux par les nitrates à partir des sources agricoles sont maintenus en vigueur jusqu'à leur abrogation par leur auteur.

Art. 9. A l'article R. 43bis. 5 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le chiffre « 226 » est remplacé par le chiffre « 230 ».

Art. 10. Les Ministres qui ont la Politique de l'Eau et l'Agriculture dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe I^{re} « Annexe XXII

Tableau de correspondance de production d'effluents d'élevage
(Volume moyen de production d'effluents d'élevage par période de six mois)

	Caillebotis et grilles	Stabulation entravée		Stabulation semi-paillée	
	Lisier	Fumier	Purin	Fumier***	Lisier
m ³ /animal/6 mois					
Bovin de moins de 6 mois	1,9*	2,5	0,4	1,2	1,4
Taurillon de 6 à 12 mois	3,7	3,5	0,5	2	1,9
Taurillon de 1 à 2 ans	5,6	6	0,9	2,8	3
Génisse de 6 à 12 mois	3,7	3,5	0,5	2	1,9
Génisse de 1 à 2 ans	5,6	5	0,7	3	2,7
Vache allaitante et son veau**	7,8	7	1,1	6	3,9
Vache laitière	10	8,5	1,3	5,4	4,9
Vache de réforme	6,7	6	0,9	3,6	3,2
Autre bovin de plus de 2 ans	6,7	6	0,9	3,6	3,2

	Stabulation paillée et stabulation paillée raclée avec intervalle entre raclages supérieur à 5 jours		Stabulation paillée raclée avec intervalle entre raclages inférieur ou égal à 5 jours comportant une aire de couchage non raclée	
	Fumier***	Fumier *** provenant de l'aire de couchage non raclée	Fumier raclé	Purin****
		ou des couloirs entre logettes		
m ³ /animal/6 mois				
Bovin de moins de 6 mois	1,6	1,2	1,4	0,3
Taurillon de 6 à 12 mois	4	2	1,9	0,4
Taurillon de 1 à 2 ans	5,8	3	3	0,7
Génisse de 6 à 12 mois	4	2	1,9	0,4
Génisse de 1 à 2 ans	5,8	3	2,7	0,6
Vache allaitante et son veau**	8,6	6	3,5	0,8
Vache laitière	11,7	5,4	4,8	1,1
Vache de réforme	7	3,6	3,2	0,7
Autre bovin de plus de 2 ans	7	3,6	3,2	0,7

- *Dans le cas des veaux de boucheries, il s'agit d'une norme par place et non pas par animal.
- ** Valeur pour la mère et son veau. Si le veau n'est pas hébergé avec la mère, prendre la valeur de la vache de réforme pour la mère. Le veau est alors comptabilisé dans la catégorie "veau de moins de 6 mois", éventuellement dans un autre type d'hébergement.
- *** Le fumier repris dans les cases grisées peut être stocké directement au champ sans séjour obligatoire sur fumière sauf s'il est produit sur des couloirs entre logettes. Les étables dans lesquelles ce fumier est produit sont explicitées dans les schémas de cette même annexe Dans le cas d'une aire d'alimentation extérieure, il faut prévoir un volume supplémentaire de 300l/m² pour le stockage des eaux brunes.
- **** Le volume de purin est à prendre en considération uniquement s'il y a production de fumier mou

	Caillebotis	Stabulation paillée avec récolte des urines		Stabulation entièrement paillée		Stabulation sur litière accumulée ou biomaitrisée
		Fumier	Purin	Fumier	Fumier***	Fumier***
	Lisier			Au moins 2 net- toyages par semaine	Moins de 2 nettoyages par semaine	
m ³ /place/6 mois						
Porcelet (de 4 à 10 semaines)	0,20	0,27	0,1	0,28	0,28	0,28
Truie gestante	2,4	0,75	0,75	2,7	2,7	2,7
Truie avec porcelets	3,6	1,8	1	4,6	4,6	4,6
Verrat	2,5	0,75	0,75	2,7	2,7	2,7
Porc à l'engrais	0,6	0,37	0,27	0,66	0,66	0,66

- *** Le fumier repris dans les cases grisées peut être stocké directement au champ sans séjour obligatoire sur fumière.

	Grilles****	Sur litière****
	Lisier ou fientes	Fumier
m ³ /1000 places/6 mois		
Poules reproductrices et poulettes	22,5	22,5
Poules pondeuses	34,5	27,0
Poulets de chair	21,0	15,0
Pintades		37,5
Oies		60,0
Canards	27,0	60,0
Dindes et dindons	45,0	66,0

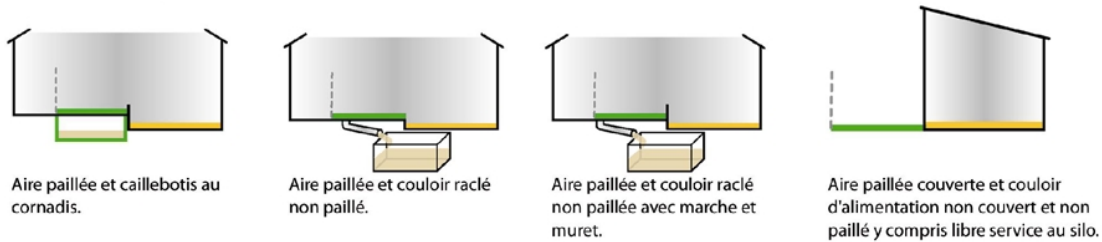
	m ³ /animal/6 mois	
Lapins (100 mères)	22,5	
Lapins à l'engrais (100 animaux)	3,0	
Ovin et caprin de moins d'un an		0,4
De plus d'un an		0,9
Equin		6,1

- *** Le fumier repris dans les cases grisées peut être stocké directement au champ sans séjour obligatoire sur fumière.
- **** Le stockage direct au champ est conditionné au taux de matière sèche, conformément à l'article R. 196.

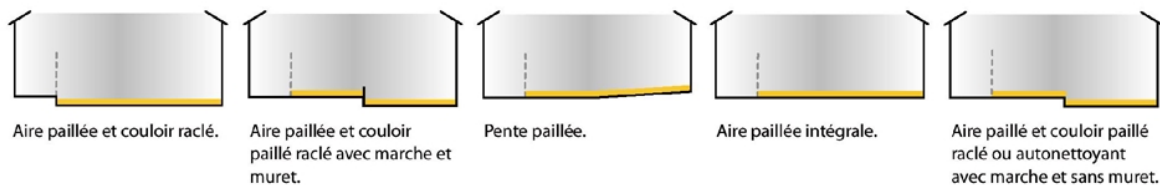
Schémas d'étables d'exploitation bovine dont le fumier peut être stocké directement au champ

Seul le fumier provenant des aires de couleur jaune peut être stocké directement au champ.

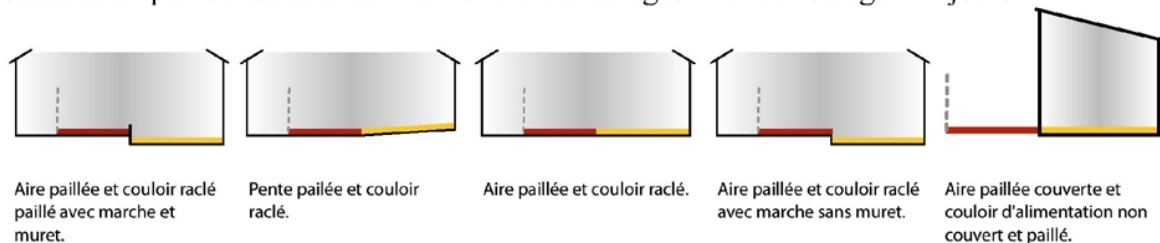
Stabulation semi-paillée



Stabulation paillée et stabulation paillée raclée avec intervalle entre raclages supérieur à 5 jours



Stabulation paillée raclée avec intervalle entre raclages inférieur ou égal à 5 jours



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2011 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture. Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe II
« Annexe XXIII
Périodes d'épandage des fertilisants
Tableau récapitulatif des périodes d'épandage des fertilisants organiques

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Prairies	Fertilisants minéraux	A	A							A	A	A	A
	Fertilisants organiques à action rapide	A	B							A	A	A	A
	Fertilisants organiques à action lente	B	B							E	E	E	E
Terres arables	Fertilisants minéraux	A	A								A	A	A
	Fertilisants organiques à action rapide	A	A					D	D	D	D	A	A
	Fertilisants organique à action lente	C	C					D	D	D	D	C	C

A	Epandage interdit.
B	Situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au point 2, al 2 de l'article 205.
C	Situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au point 1, al. 1 ^{er} de l'article 205.
D	Situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au point 1, al. 2 de l'article 205.
E	Situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au point 2, al. 1 ^{er} de l'article 205.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2011 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

Annexe III
« Annexe XXVI

Tableau de la production annuelle d'azote par catégorie animale après déduction des pertes inhérentes au stockage et compte tenu des périodes de vide sanitaire pour les porcins et les volailles :

Types d'animaux	
	kg N/tête.an
Vache laitière	90
Vache allaitante	66
Vache de réforme	66
Autre bovin de plus de 2 ans	66
Bovin de moins de 6 mois	10
Génisse de 6 à 12 mois	28
Génisse de 1 à 2 ans	48
Taurillon de 6 à 12 mois	25
Taurillon de 1 à 2 ans	40
Ovin et caprin de moins d'1 an	3,3
Ovin et caprin de plus d'1 an	6,6
Equin	56
	kg N/place.an
Truie et truie gestante	15
Verrat	15
Porc à l'engrais et cochette	7,8
Porc à l'engrais et cochette sur litière biomaîtrisée	4,5
Porcelet (de 4 à 10 semaines)	1,9
Poulet de chair (40 jours)	0,27
Poule pondeuse ou reproductrice (343 jours)	0,60
Poulette (127 jours)	0,27
Coq de reproduction	0,43
Canard (75 jours)	0,43
Oie (150 jours)	0,43
Dinde, dindon (85 jours)	0,81
Pintade (79 jours)	0,27
Lapin mère (naissage+ engraissement)	3,6
Lapins à l'engrais	0,32
Autruche et émeu	3
Caille	0,04]

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2011 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.
Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe IV
« Annexe XXVII
Tableau de la composition azotée moyenne des effluents d'élevage

Fumier	
Catégories d'animaux	N (kg/t)
Bovins	5,9
Ovins	6,7
Porcins	6,0
Litière biomâtrisée de porcins	10,5
Caprins	6,1
Equins	8,2
Volailles	26,7
Purin	
Catégories d'animaux	N (kg/t)
Bovins	
Stabulation entravée	2,4
Jus d'écoulement de fumière	0,6

Lisier ou fientes	
Catégories d'animaux	N (kg/t)
Bovins	4,4
Porcins	6,0
Volailles	
Fientes humides	15
Fientes préséchées	22
Fientes séchées	35
Lapins	8,5
Compost de fumier	
Catégories d'animaux	N (kg/t)
Bovins	6,1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2011 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

Annexe V
« Annexe XXVIII

Tableau de la fréquence des analyses de nitrate, nitrite et azote ammoniacal pour les prises d'eau potabilisable reprises dans le réseau de surveillance

Population desservie	Fréquence
< 10 000	4 fois par an
De 10 000 à 30 000	8 fois par an
> 30 000	12 fois par an

NB : les analyses sont dans toute la mesure du possible réparties dans l'année. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2011 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture.
Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1125

[C - 2011/27088]

31. MÄRZ 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D. 167, D. 177, D. 269 und D. 398;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere des Teils III über die Beteiligung der Öffentlichkeit und des Teils V über die Bewertung der Umweltverträglichkeit;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ist hinsichtlich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind;

Aufgrund des am 8. Januar 2009 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 5. Oktober 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Januar 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 5. März 2009 abgegebenen Gutachtens des «Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable» (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) über den Bericht zur Beurteilung der strategischen Umweltprüfung des vorliegenden Programms;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung, die vom 5. Januar bis zum 19. Februar 2009 einschließlich stattgefunden hat;

Aufgrund des am 20. Mai 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats Nr. 46.502/4;

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität und des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinie des Rates Nr. 91/676/CEE vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen um.

Art. 2 - Kapitel IV des Titels VII des Teils II des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches mit der Überschrift «Nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft» wird durch Kapitel IV mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«KAPITEL IV — Nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft

Abschnitt 1 — Definitionen und Zielsetzungen

Art. R. 188 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° «Verwaltung»: die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° «Exportierter organischer Stickstoff»: der von den Tieren des landwirtschaftlichen Betriebs erzeugte Stickstoff, der im Laufe eines Jahres den Betrieb im Rahmen einer Transaktion, die Gegenstand eines Aufwertungsvertrags ist, verläßt;

3° «Importierter organischer Stickstoff»: der nicht im Betrieb erzeugte organische Stickstoff, der im Laufe eines Jahres als organisches Düngemittel in den Betrieb eingeführt wird;

4° «Erzeugter organischer Stickstoff»: der im Laufe eines Jahres von den Tieren des landwirtschaftlichen Betriebs erzeugte organische Stickstoff;

5° «potentiell auswaschbarer Stickstoff» (PAS): die Menge Nitratstickstoff, die im Herbst im Boden enthalten ist und die während den Wintermonaten aus der Wurzelzone gewaschen werden kann;

6° «Stickstoffverbindung»: jeder stickstoffhaltige (N) Stoff, ausgenommen gasförmiger Molekularstickstoff (N₂). Dabei wird unterschieden zwischen:

a) «mineralischem Stickstoff» (Nmin.): Stickstoff in Form von Mineraldünger,

b) «organischer Stickstoff» (Norg.): Stickstoff in Form von organischem Dünger;

c) «Gesamtstickstoff»: die Summe des mineralischen und organischen Stickstoffs;

7° «Ausbringungsvertrag»: Vertrag zur Regelung des Transfers organischer Düngemittel zwischen einem Landwirt und einer Drittperson;

8° «Nitrat fixierende Kultur»: Pflanzendecke, die darauf abzielt, durch Aufnahme über die Wurzeln die Auslaugung des Nitrats hin zu dem Untergrund im Herbst und Winter zu begrenzen auf dem Ackerbauland, auf dem eine Frühjahrskultur vorgesehen ist;

9° «Flächenerklärung»: das von der Verwaltung erstellte Formular, wie es in Artikel 1, 8° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik festgelegt wurde;

10° «Richtlinie»: die Europäische Richtlinie Nr. 91/676/EG der Europäischen Gemeinschaften zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

11° «Tierdung» oder «Dung»: organische Düngemittel aus der Landwirtschaft, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form. Unter die Bezeichnung Tierdung fallen unter anderem:

a) «Mist»: festes Gemisch aus Einstreu, Urin und tierischen Exkrementen, mit Ausnahme der Geflügelausscheidungen;

b) «weicher Mist»: Mist, dessen Haufen, wenn er in einem Raum ohne Hindernisse gebildet wird, eine mittlere Höhe von 65 cm nicht überschreitet, was auch die gelagerte Menge sein mag. Unter mittlerer Höhe versteht man die Höhe des Haufens in Schwadenform;

c) «Gülle»: Gemisch von Kot und Urin in flüssiger oder breiiger Form;

d) «Jauche»: Urin allein, verdünnt oder unverdünnt, der von den Stallungen der Tiere oder von dem Mistplatz abläuft;

e) «Geflügelausscheidungen»: Geflügelmist und Geflügelkot;

f) «Geflügelmist»: Ausscheidungen des Geflügels mit Einstreu (insbesondere Späne oder Stroh) vermischt;

g) «Geflügelkot»: Ausscheidungen des Geflügels in purer Form;

h) «Mistkompost»: der Mist, der angemessen mechanisch behandelt wurde, um seine Belüftung zu ermöglichen und so seine aerobe Zersetzung einzuleiten; der Mist gilt als kompostiert, wenn seine Temperatur, nachdem sie auf 60°C angestiegen ist, auf weniger als 35°C abgefallen ist;

12° «Eutrophierung»: Anreicherung des Wassers mit Verbindungen, insbesondere mit Stickstoffverbindungen, die zu einem vermehrten Wachstum von Algen und höheren Formen des pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität des betroffenen Gewässers führt;

13° «Landwirtschaftlicher Betrieb» oder «Betrieb»: alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

14° «Düngemittel»: alle Stoffe, die eine oder mehrere Stickstoffverbindungen enthalten und zur Düngung von Pflanzen dienen; die Düngemittel werden in organische und in mineralische Düngemittel eingeteilt:

a) «organische Düngemittel»: alle Düngemittel, die aus organischen Stoffen gewonnen werden, mit Ausnahme der Anbauabfälle, die nach der Ernte auf dem Feld verbleiben; die organischen Düngemittel werden in zwei Klassen eingeteilt:

-«schnell wirkende organische Düngemittel»: organische Düngemittel, die sich dadurch kennzeichnen, dass sie einen hohen Gehalt an Stickstoff aufweisen, der kurz nach dem Ausbringen verfügbar ist; dabei handelt es sich u.a. um Gülle, Jauche, Geflügelabwässer und Sickersäfte;

-«langsam wirkende organische Düngemittel»: organische Düngemittel, die sich dadurch kennzeichnen, dass sie einen geringen Gehalt an Stickstoff aufweisen, der kurz nach dem Ausbringen verfügbar ist; dabei handelt es sich u.a. um Rinder- und Schweinemist sowie um Mistkompost;

Die Stoffe, die nicht in den beiden oben erwähnten Klassen zugeordnet werden, werden von Fall zu Fall von der Verwaltung der Landwirtschaft einer Kategorie zugewiesen;

b) «mineralische Düngemittel»: nicht alle Düngemittel sind organische Düngemittel; Harnstoff wird einem mineralischen Düngemittel gleichgestellt;

15° «feuchter Geflügelkot»: Geflügelkot, dessen Trockengehalt weniger als oder genau 35% beträgt;

16° «Mistplatz»: betonierte und wasserdichte Fläche, die der Lagerung des Mists vorbehalten ist, mit Ausnahme der Stallungen und der Zonen, in denen sich die Tiere aufhalten;

17° «Saft» oder «Sickersaft» oder «Ausfluss»: Flüssigkeit landwirtschaftlichen Ursprungs, mit Ausnahme der Gülle und Jauche, die zu einer Verunreinigung des Wassers durch Nitrat beitragen kann und von der Fläche oder dem Behälter, wo sie erzeugt oder gelagert wird, absickert; das Regenwasser wird nicht als Sickersaft gewertet;

18° «zugelassenes Labor»: Labor, das die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R. 220 des Buchs II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, angeführten Bedingungen erfüllt;

19° «Minister»: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

20° «die Minister»: die Minister der Wallonischen Region, zu deren Zuständigkeitsbereiche die Wasserpolitik und/oder die Landwirtschaft gehören;

21° «Parzelle» oder «landwirtschaftliche Parzelle»: jede zusammenhängende Fläche Ackerbau- oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

22° «Ersatzparzelle»; von der Verwaltung der Landwirtschaft ausgewählte Parzelle, die die Probe ergänzen kann, falls die Entnahme einer Bodenprobe auf einer vorab ausgewählten Parzelle sich als schwierig oder sinnlos herausstellt oder falls der Landwirt gemäß Artikel 4, § 5 eine erneute Probenahme beantragt;

23° «Jährlicher Entnahmezeitraum» oder «Zeitraum»: Zeitraum im Herbst, während dem die Entnahme von Bodenproben auf den landwirtschaftlichen Parzellen durchgeführt wird, um die Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs vorzunehmen;

24° «Verunreinigung durch Nitrat»: direkte oder indirekte Ausstoß von Stickstoffverbindungen aus der Landwirtschaft in die Gewässer, durch den die menschliche Gesundheit gefährdet und den lebenden Ressourcen und dem biologischen Gleichgewicht des Gewässers Schaden zugefügt werden kann;

25° «Dauerwiese»: Fläche, die zum Anbau von Gras oder anderer perennierender Grünfütterpflanzen genutzt werden, welche seit fünf oder mehr Jahren nicht Bestandteil des Rotationsystems der Kulturen des Betriebs sind;

26° «Stickstoffprofil»: Messung der Nitratstickstoffmenge im Boden, die auf eine Art und Weise durchgeführt wird, anhand deren die Menge des potentiell auswaschbaren Stickstoffs festgestellt werden kann, wenn das Profil im Herbst erstellt wird;

27° «Stallhaltung»: Art der Unterbringung von Vieh in Gebäuden; bei dieser Art der Unterbringung wird insbesondere unterschieden zwischen:

a) «Stallhaltung auf Lattenrost oder Anbindeständen auf Gittern»: Art der Stallhaltung ohne Einstreu, die sich dadurch kennzeichnet, dass alle Tierausscheidungen in purer Form als Gülle in einem dafür vorgesehenen Behälter aufgefangen werden;

b) «Stallhaltung in Anbindeständen auf Stroheinstreu»: Art der Stallhaltung unter Verwendung von Einstreu, die sich dadurch kennzeichnet, dass die Tiere angebunden und der Mist und die Sickersäfte, die der Gülle gleichgestellt werden - gesammelt wird;

c) «Stallhaltung mit reduzierter Stroheinstreu»: Art der freien Stallhaltung, bei der ein Bereich der Nahrungsaufnahme, in dem Gülle produziert wird, und ein Schlafbereich, in dem Mist produziert wird, miteinander kombiniert werden;

d) «Stallhaltung auf Stroheinstreu» oder «Stallhaltung auf Strohbett»: Art der freien Stallhaltung mit Einstreu, bei der Mist, der sich infolge des Aufenthalts der Tiere ansammelt, gewonnen wird.;

28° «Lagerung auf dem Hof»: Lagerung in der Nähe des Orts der Erzeugung oder der Gebäude des Bauernhofs;

29° «Feldlagerung»: die Lagerung in einer gewissen Entfernung zum Ort der Erzeugung oder zu den Gebäuden des Bauernhofs, die einen Abtransport voraussetzt;

30° «landwirtschaftlich genutzte Fläche»: Gesamtheit von Ackerland, Dauerwiesen und- weiden, Dauerkulturen sowie Haus- und Nutzgärten;

31° «Anteil der Bodengebundenheit» (BG): ein Bruch, durch den für einen landwirtschaftlichen Betrieb das Verhältnis über ein Jahr hinweg zwischen den Bewegungen des organischen Stickstoffs und den Höchstmengen des auf den Ländereien des Betriebs ausbringbaren organischen Stickstoffs ausgedrückt wird. In diesem Kapitel wird unterschieden zwischen: dem betriebsinternen Anteil der Bodengebundenheit (BGI oder BG-Intern), der den in Betrieb erzeugten Stickstoff berücksichtigt, dem globalen Anteil der Bodengebundenheit (BGG oder BG Global), der sämtliche Bewegungen organischen Stickstoffs, der in den Betrieb oder aus ihm heraus gelangt, berücksichtigt, wie zum Beispiel die Ausbringungsverträge zwischen den Landwirten und die organischen Stoffe, die in der Landwirtschaft aufgewertet werden, und dem Anteil der Bodengebundenheit in gefährdeten Gebieten (BGgG oder BG-gefährdetes Gebiet);

32° «Trockengehalt» (TG): Verhältnis zwischen dem Gewicht des bei 105°C getrockneten Stoffes und dem Gewicht des frischen Stoffes, das durch eine im Labor angewandte Methode erzielt wurde;

33° «Ackerflächen»: alle bebaubaren Flächen mit Ausnahme der Weiden;

Art. R. 189 - Dieses Kapitel zielt darauf ab:

1° die Verunreinigung der Gewässer, die durch Nitrat aus der Landwirtschaft direkt oder indirekt verursacht wird, zu verringern;

2° jeglicher zusätzlichen Verunreinigung dieser Art vorzubeugen;

3° eine nachhaltige Verwaltung von Stickstoff und Bodenhumus in der Landwirtschaft zu fördern.

Abschnitt 2 — Gefährdete Gebiete und Aktionsprogramm

Art. R. 190 - Damit die Gewässer vor der Verunreinigung durch Nitrat geschützt werden, benennt der Minister gefährdete Gebiete auf dem Gebiet der Wallonischen Region.

Art. R. 191 - Die gefährdeten Gebiete werden nach den folgenden Kriterien bestimmt:

1° in Bezug auf die Oberflächengewässer, die eine Nitratkonzentration von über 50 Milligramm pro Liter aufweisen oder aufweisen können, wenn die in Artikel R.192 angeführten Maßnahmen nicht getroffen werden, handelt es sich um jene Gebiete, die diese Oberflächengewässer speisen und zu ihrer Verunreinigung durch Nitrat beitragen;

2° in Bezug auf die Oberflächengewässer, die eine Nitratkonzentration von über 50 Milligramm pro Liter aufweisen oder aufweisen können, wenn die in Artikel R.192 angeführten Maßnahmen nicht getroffen werden, handelt es sich um jene Gebiete, die diese unterirdischen Gewässer speisen und zu ihrer Verunreinigung durch Nitrat beitragen;

3° in Bezug auf die natürlichen Süßwasserseen, andere Süßwassermassen, die Flussmündungen und die Küsten- oder Meeresgewässer, in denen eine Eutrophierung stattgefunden hat oder in naher Zukunft eine Eutrophierung stattfinden könnte, wenn die in Artikel R. 192 angeführten Maßnahmen nicht getroffen werden, handelt es sich um jene Gebiete, die diese natürlichen Seen, die anderen Süßwassermassen, die Flussmündungen und Küsten- oder Meeresgewässer speisen und zu ihrer Verunreinigung durch Nitrat beitragen.

In Anwendung dieser in Absatz 1 angeführten Kriterien berücksichtigt der Minister außerdem:

1° die physischen und umweltbezogenen Eigenschaften der Gewässer, Böden und Unterböden;
2° den heutigen Wissensstand über das Verhalten stickstoffhaltiger Verbindungen in den Gewässern, Böden und Unterböden;

3° den heutigen Wissensstand über die Auswirkungen der gemäß Artikel R. 192 getroffenen Maßnahmen.

Art. R. 192 - § 1. Das Aktionsprogramm wird für die Betriebe und Betriebsteile angewendet, die sich in einem gefährdeten Gebiet befinden.

Es betrifft die Beachtung der auf die Verwaltung von Stickstoff in der Landwirtschaft in gefährdeten Gebieten anwendbaren Bedingungen gemäß dem vorliegenden Kapitel.

§ 2. Dieses Aktionsprogramm wird mindestens alle vier Jahre überprüft und falls notwendig angepasst.

Während dieser Anpassungen, die gemäß Artikel R. 230 vorgenommen werden, können für verschiedene gefährdete Gebiete oder für Teile von ihnen unterschiedliche Programme erarbeitet werden.

§ 3. Für jedes gefährdete Gebiet legt der Minister einen Leitfaden für das Aktionsprogramm fest, mit dessen Hilfe seine Wirksamkeit beurteilt werden soll. Der Leitfaden wird jährlich durch die Verwaltung ausgefüllt, die ihn dem Minister zum 30. Juni jedes Jahres übersendet.

Der Leitfaden enthält mindestens die folgenden Informationen:

- 1) die Lagerung der organischen Düngemittel,
- 2) den Anteil der Bodengebundenheit der Betriebe,
- 3) die Ausbringungsverträge und die Bewegungen der Düngemittel,
- 4) den potentiell auswaschbaren Stickstoff, die Entwicklung der Verunreinigung der Gewässer durch Nitrat und die Eutrophierung.

Abschnitt 3 — Auf die Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft auf dem gesamten Gebiet der Region anwendbare Bedingungen

Unterabschnitt 1 — Lagerung und Handhabung der Düngemittel, des Tierdunges, der pflanzlichen Stoffe und der Sickersäfte in der Wallonischen Region

Art. R. 193 - Jegliche direkte Einleitung von Düngemitteln und Sickersäften in den Unterboden, in eine öffentliche Kanalisation oder in ein Oberflächengewässer ist untersagt.

Art. R. 194 - Die eventuell aus gelagerten pflanzlichen Stoffen entstandenen Sickersäfte dürfen weder die öffentliche Kanalisation, noch die unterirdischen oder Oberflächengewässer erreichen und müssen entweder gelagert oder durch ein Absorptionsmittel aufgenommen werden.

Art. R. 195 - Bei der Lagerung von Mist auf dem Feld müssen folgende Bedingungen eingehalten werden:

1° Mit Ausnahme der Mistarten, die gemäß Anlage XXII direkt auf dem Feld gelagert werden dürfen, muss der Mist vorher entsprechend Artikel R.197 auf Mistplätzen gelagert werden. Das Fassungsvermögen dieses Mistplatzes muss eine Lagerungsdauer von mindestens drei Monaten ermöglichen;

2° alle Lagerflächen für Mist, deren Anlage dem Artikel R. 197 nicht entspricht, müssen spätestens nach acht Monaten geräumt werden;

3° auf einer Fläche, auf welcher der Mist seit weniger als einem Jahr entfernt worden ist, sowie in einer Entfernung von weniger als 10 Metern zum äußeren Rand der vorherigen Lagereinrichtung ist die Lagerung von Mist untersagt;

4° der auf dem Feld gelagerte Mist darf sich weder auf dem tiefsten Punkt einer topografischen Senke befinden, noch in einer Entfernung von weniger als 20 Metern von einem Oberflächengewässer, von einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer oder einer Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation; diese Entfernung kann auf 10 Meter verringert werden, wenn die Lage des Orts oder eine besondere Vorrichtung jegliches Abfließen von Säften zu diesen Punkten verhindert.

5° die ggf. aus diesem Lager austretenden Sickersäfte dürfen unter keinen Umständen das Oberflächenwasser, die Wasserentnahmestelle, das Piezometer oder die Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation erreichen.

6° Die Lagerung von Mist auf dem Feld kann auch auf Mistplätzen erfolgen.

Art. R. 196 - Sind auf dem Feld keine Lagereinrichtungen gemäß Artikel R.198 vorhanden, hat die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Feld den folgenden Bedingungen zu entsprechen:

1° die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Feld, deren Trockengehalt weniger als 55% beträgt, ist untersagt;

2° alle Lagerflächen für Geflügelmist, deren Anlage dem Artikel R. 200 nicht entspricht, müssen spätestens nach einem Zeitraum von acht Monaten geräumt werden;

3° alle Lagerflächen für Geflügelkot müssen spätestens nach einem Zeitraum von 1 Monat geräumt werden;

4° auf einer Fläche, auf welcher die Geflügelausscheidungen seit weniger als einem Jahr entfernt worden sind, sowie in einer Entfernung von weniger als 10 Metern zum äußeren Rand der vorherigen Lagereinrichtung ist die Lagerung von Geflügelausscheidungen untersagt;

5° Die auf dem Feld gelagerten Geflügelausscheidungen dürfen sich weder auf dem tiefsten Punkt einer topografischen Senke befinden, noch in einer Entfernung von weniger als 20 Metern von einem Oberflächengewässer, von einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer oder einer Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation; diese Entfernung kann auf 10 Meter verringert werden, wenn die Lage des Orts oder eine besondere Vorrichtung jegliches Abfließen von Säften zu diesen Punkten verhindert; die eventuell aus diesem Lager austretenden Sickersäfte dürfen kein Oberflächengewässer, keine Wasserentnahmestelle, kein Piezometer und keine Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation erreichen.

6° Die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Feld kann auch - wie in Artikel R.198 beschrieben - auf einem wasserdichten, betonierten Platz vorgenommen werden.

Art. R. 197 - § 1. Die Lagerung von Mist auf dem Bauernhof ist auf einem wasserdichten, betonierten Mistplatz mit ausreichender Fläche vorzunehmen, der mit einem ausreichend großen, wasserdichten Behälter ohne Überlauf für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist.

§ 2. Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als 3 m³ Mist pro m² Mistplatz gelagert werden.

§ 3. Ist der gesamte Mistplatz überdacht, kann die benötigte Lagerfläche um ein Viertel verringert werden, so dass zu keinem Zeitpunkt mehr als 4 m³ Mist pro m² Mistplatz gelagert werden.

§ 4. Die Bemessung der Fläche des Mistplatzes erfolgt aufgrund der Angaben, die in der Tabelle in der Anlage XXII aufgeführt sind.

§ 5. Für das Auffangen der von den Mistplätzen abfließenden Sickersäfte ist ein Aufnahmevermögen von 220 Litern pro m² Mistplatz erforderlich, wenn der Platz nicht vollständig überdacht ist. Dieses Aufnahmevermögen kann auf 150 Liter pro m² reduziert werden, wenn die Jauche im Stall gemäß den Vorschriften aus Artikel R. 199 aufgefangen wird.

§ 6. Die Lagerplätze für Mist und die Behälter zum Auffangen der Sickersäfte dieser Mistplätze sind so anzulegen, dass kein Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern unkontrolliert eindringen kann.

§ 7. Die in den Paragraphen 4 und 5 festgelegten Abmessungen können auf schriftlichen und begründeten Antrag des betreffenden Landwirts abgeändert werden. Dieser Antrag ist per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung der Landwirtschaft zu senden.

Dieser Abänderungsantrag muss sich auf die örtlichen klimatischen Bedingungen, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Arten der Stallhaltung, die Arten des erzeugten Mists, die Handhabung des Mists, seine eventuelle Umwandlung sowie auf die eventuelle Inanspruchnahme von Sturmbecken, von Verfahren zur Klärung der Sickersäfte oder von Lagern auf dem Feld gründen.

Die Verwaltung der Landwirtschaft teilt dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr der Antrag in Anwendung von Absatz 1 zugestellt wird, mit, ob dieser vollständig ist. Sie prüft den Antrag und trifft innerhalb von drei Monaten ab der Mitteilung darüber, dass dieser Antrag vollständig ist, eine begründete Entscheidung auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

§ 8. Der weiche Mist darf nur auf dem Mistplatz gelagert werden, wenn er dort mit einer anderen Mistart vermischt wird. Ist dies nicht der Fall, muss eine Vorrichtung zur Trennung und Lagerung der flüssigen und der festen Phase mit den erforderlichen Volumen vorgesehen werden.

§ 9. Weicher Mist, der nicht gemäß § 8 gelagert wird, muss in einem Behälter gelagert werden.

Art. R. 198 - § 1. Die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Bauernhof ist auf einem wasserdichten, betonierten und ausreichend großen Platz vorzunehmen. Dieser Lagerplatz muss mit einem ausreichend großen, wasserdichten Behälter ohne Überlauf für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet sein.

§ 2. Im Fall einer Lagerung flüssigen Geflügelkots muss der Lagerplatz vollständig überdacht sein.

§ 3. Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als 3 m³ Geflügelausscheidungen pro m² Lagerplatz gelagert werden.

§ 4. Wenn der Lagerplatz vollständig überdacht ist, kann die benötigte Lagerfläche um ein Viertel verringert werden, so dass zu keinem Zeitpunkt mehr als 4 m³ Geflügelausscheidungen pro m² Lagerplatz gelagert werden.

§ 5. Die Bemessung der Fläche des Lagerplatzes erfolgt aufgrund der Angaben, die in der Tabelle in der Anlage XXII aufgeführt sind.

§ 6. Für das Auffangen der von den Lagerplätzen abfließenden Sickersäfte ist ein Aufnahmevermögen von 220 Litern pro m² Lagerplatz erforderlich, wenn der Platz nicht vollständig überdacht ist.

§ 7. Die Lagerplätze für Geflügelausscheidungen und die Behälter zum Auffangen der Sickersäfte dieser Plätze sind so anzulegen, dass kein Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern unkontrolliert eindringen kann.

§ 8. Die in den Paragraphen 5 und 6 festgelegten Abmessungen können auf schriftlichen und begründeten Antrag des betreffenden Landwirts abgeändert werden. Dieser Antrag ist per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung der Landwirtschaft zu senden.

Dieser Abänderungsantrag muss sich auf die örtlichen klimatischen Bedingungen, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Arten der Unterbringung der Tiere, die Arten des erzeugten Tierdunges, ihre Handhabung, ihre eventuelle Umwandlung sowie auf die eventuelle Inanspruchnahme von Sturmbecken, von Verfahren zur Klärung der Sickersäfte oder von Lagern auf dem Feld gründen.

Die Verwaltung teilt dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr der Antrag in Anwendung von Absatz 1 zugestellt wird, mit, ob dieser vollständig ist. Sie prüft den Antrag und trifft innerhalb von drei Monaten ab der Mitteilung darüber, dass dieser Antrag vollständig ist, eine begründete Entscheidung auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

Art. R. 199 - § 1. Bei der Lagerung von Gülle und Jauche sind folgende Bestimmungen einzuhalten:

1° Die Lagerung erfolgt in wasserdichten Einrichtungen mit ausreichend großem Fassungsvermögen und ohne Überlauf, so dass kein Abfließen nach außen möglich ist;

2° Die Lagereinrichtungen sind so anzulegen, dass kein Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern unkontrolliert eindringen kann;

3° Damit die in Artikel R. 205 genannten Zeiträume der Ausbringung mühelos eingehalten werden können, müssen die für die Lagerung der Gülle und Jauche vorgesehenen Einrichtungen so bemessen sein, dass sie eine Lagerung über einen Zeitraum von mindestens 6 Monaten ermöglichen;

§ 2. Die Bemessung dieser Einrichtungen erfolgt aufgrund der Angaben, die in der Tabelle in der Anlage XXII aufgeführt sind.

§ 3. Die im vorangegangenen Paragraphen angeführten Abmessungen können auf schriftlichen und begründeten Antrag des betreffenden Landwirts abgeändert werden. Dieser Antrag ist per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung zu senden.

Dieser Abänderungsantrag muss sich auf die örtlichen klimatischen Bedingungen, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Arten der Unterbringung der Tiere, die Arten des erzeugten Tierdunges, ihre Handhabung und ihre eventuelle Umwandlung gründen.

Die Verwaltung teilt dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr der Antrag in Anwendung von Absatz 1 zugestellt wird, mit, ob dieser vollständig ist. Sie prüft den Antrag und trifft innerhalb von drei Monaten ab der Mitteilung darüber, dass dieser Antrag vollständig ist, eine begründete Entscheidung auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

Art. R. 200 - § 1. Sämtliche Einrichtungen zur Lagerung von Tierdung müssen wasserdicht sein.

§ 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, legt die technischen Vorschriften für die Gewährleistung der Dichtheit fest.

§ 3. Bei Zweifeln an der Dichtheit der Einrichtungen zur Lagerung von Tierdung kann die Verwaltung eine Überprüfung der Einrichtung mit Hilfe jedes Mittels, das ihr geeignet erscheint, vornehmen.

Art. R. 201 - Die Artikel R. 197, R. 198, R. 199 und R. 200 sind nicht anwendbar auf die gemäß der Regelung über die Umweltgenehmigung nicht eingestufteten Betriebe.

Unterabschnitt 2 — Ausbringung der Düngemittel

Art. R. 202 - § 1. Die Ausbringung von Düngemitteln ist in einer Entfernung von weniger als 6 Metern von einem Oberflächenwasser untersagt. Diese Entfernung von sechs Metern wird ab dem oberen Rand des Ufers oder des Abhangs, das bzw. der an dieses Oberflächenwasser angrenzt, bestimmt.

§ 2. Die Ausbringung von Düngemitteln ist untersagt:

1° auf schneebedecktem Boden;

2° auf wassergesättigtem Boden;

3° auf einer reinen Leguminosenkultur (Schmetterlingsblütler);

4° in der Zeit zwischen den Kulturen, die einer Leguminosenkultur vorangeht oder dieser folgt, außer im letzteren Fall, wenn die Ausbringung infolge einer Düngungsberatung auf der Grundlage von Stickstoffprofilen erfolgt.

Art. R. 203 - § 1. Unbeschadet des Artikels R. 223 ist die Ausbringung schnell wirkender organischer Düngemittel und mineralischer Düngemittel auf Boden, dessen an der Oberfläche gemessene Temperatur während mindestens 24 Stunde lang ohne Unterbrechung negativ ist, untersagt;

§ 2. Unbeschadet des Artikels R. 224 ist die Ausbreitung schnell wirkender organischer Düngemittel auf nicht durch Pflanzen bedecktem Boden ganz gleich welchen Gefälles untersagt, es sei denn, der Dung wird innerhalb von 24 Stunden nach seiner Ausbringung in den Boden eingearbeitet.

§ 3. Auf Ackerflächen ist die Ausbreitung organischer Düngemittel auf Böden, deren Gefälle mehr als 15 Prozent beträgt, untersagt.

Art. R. 204 - Die Ausbringung erfolgt mit Hilfe geeigneter Gerätschaften, die sich in gutem Betriebszustand befinden.

Art. R. 205 - Die Ausbringungsperioden, die in der Anlage XXIII dargestellt werden, sind folgendermaßen geregelt:

1° Auf Ackerboden

Die Ausbringung mineralischer Düngemittel, schnell wirkender organischer Düngemittel und weichen Mists ist im Zeitraum vom 16. Oktober bis zum 15. Februar untersagt.

Vom 1. Juli bis zum 15. Oktober ist das Ausbringen organischer Düngemittel nur auf Parzellen gestattet, auf denen Stroh in den Boden eingearbeitet wurde, wobei eine Höchstmenge von 80 kg Stickstoff pro Hektar nicht überschritten werden darf, oder auf Parzellen, auf denen im Herbst eine Winterkultur angepflanzt wird oder eine Nitrat fixierende Zwischenkultur.

Die Nitrat fixierende Zwischenkultur beinhaltet keine Gemüsepflanze. Sie wird vor dem 15. September gepflanzt und nach dem 15. November entfernt. Diese Pflanzendecke wird so schnell wie möglich nach der vorhergehenden Ernte gepflanzt und bedeckt zumindest 75% des Bodens im Laufe einer bestimmten Wachstumsphase, es sei denn, die Wetterbedingungen sind außergewöhnlich.

2° Auf Weiden

Das Ausbringen mineralischer Düngemittel, schnell wirkender organischer Düngemittel, ausgenommen Rückführungen durch weidende Tiere, sowie weichen Mists ist im Zeitraum vom 16. September bis zum 31. Januar untersagt.

Wenn jedoch Wettervorhersagen die Einhaltung der Artikel R.202 und R. 203 ermöglichen, ist das Ausbringen schnell wirkender organischer Düngemittel sowie weichen Mists im Zeitraum vom 16. Januar bis zum 31. Januar gestattet, wobei eine Höchstmenge von 80 kg Stickstoff pro Hektar nicht überschritten werden darf.

Unterabschnitt 3 — Höchstmenge an auszubringendem Stickstoff

Art. R. 206 - Das Ausbringen von Düngemitteln ist nur zu dem Zwecke gestattet, den physiologischen Stickstoffbedarf der Pflanzen zu decken, wobei darauf zu achten ist, dass Nährstoffverluste begrenzt werden.

Art. R. 207 - § 1. Auf einer Weide darf die jährlich eingebrachte Gesamtmenge Stickstoff 350 Kg je Ha einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere nicht übersteigen.

§ 2. Um eine Prüfung durch die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zu ermöglichen, ist jeder landwirtschaftliche Betrieb gehalten, Schriftstücke bezüglich des Kaufs oder der Lieferung mineralischer Düngemittel ab dem 1. Januar des dem aktuellen Kalenderjahr vorausgehenden Jahres aufzuheben.

§ 3. Die in Paragraph 2 dieses Artikels genannten Maßnahmen sind nicht anwendbar auf die gemäß der Regelung über die Umweltgenehmigung nicht eingestufteten Betriebe.

Art. R. 208 - § 1. Die Zufuhr von mineralischen Düngemitteln auf Ackerbauland ist begrenzt, so dass unter Berücksichtigung der Stickstoffzufuhr durch organische Düngemittel die jährlich eingebrachte Menge Stickstoff im Durchschnitt im landwirtschaftlichen Betrieb 250 Kg je Ha Ackerbauland nicht übersteigt.

§ 2. Um eine Prüfung durch die Verwaltung zu ermöglichen, ist jeder landwirtschaftliche Betrieb gehalten, Schriftstücke bezüglich des Kaufs oder der Lieferung mineralischer Düngemittel ab dem 1. Januar des dem aktuellen Kalenderjahr vorausgehenden Jahres aufzuheben.

§ 3. Die in Paragraph 2 dieses Artikels genannten Maßnahmen sind nicht anwendbar auf die gemäß der Regelung über die Umweltgenehmigung nicht eingestufteten Betriebe.

Art. R. 209 - Unbeschadet der Einhaltung des Artikels R. 213, § 1 dürfen innerhalb eines Jahres und auf der gesamten angemeldeten landwirtschaftlichen Nutzfläche des Betriebs je nach ihrer Nutzung als Acker- oder Weidefläche im Durchschnitt nicht mehr als 115 kg organischer Stickstoff pro Hektar auf Ackerbauland und im Durchschnitt nicht mehr als 230 kg organischer Stickstoff pro Hektar auf Weideland einschließlich der Rückführungen durch weidende Tiere eingebracht werden.

Art. R. 210 - § 1. Auf einer gegebenen Parzelle und unbeschadet der Einhaltung des Artikels R. 209 werden organische Düngemittel in solch einem Mengenverhältnis ausgebracht, dass der Durchschnitt der Zufuhr an organischem Stickstoff in den zwei bis fünf folgenden Jahren, in denen diese Parzelle je nach angewandter Rotation als Acker- oder Weideland genutzt wird, jährlich folgende Werte nicht überschreitet:

- a) 115 kgNorg. pro Hektar Ackerland;
- b) 230 kgNorg. pro Hektar Weideland;

§ 2. Die maximale Zufuhr an organischem Stickstoff pro Parzelle Ackerland innerhalb eines Jahres wird auf 230 kg Norg. pro Hektar festgelegt.

Unterabschnitt 4 — Anteil der Bodengebundenheit

Art. R. 211 - § 1. Der betriebsinterne Anteil der Bodengebundenheit (BGI oder BG-Intern) wird nach der folgenden Formel berechnet:

$$\text{BG-Intern} = \frac{\text{erzeugter organischer Stickstoff (kgNorg.)}}{([\text{Fläche an Weideland des Betriebs (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [\text{Fläche an Ackerland des Betriebs (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha})])}$$

§ 2. Zum 30. April jedes Jahres teilt die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt den Landwirten schriftlich den aufgrund der neuesten verfügbaren Daten ermittelten BGI- Wert ihres Betriebs mit.

§ 3. Ist der BGI eines Betriebs größer als Eins, so ist der Landwirt gehalten, einen oder mehrere Ausbringungsverträge gemäß Artikel R. 212 abzuschließen oder jede andere geeignete Maßnahme zu ergreifen, um den BGI auf einen Wert zu senken, der Eins entspricht oder kleiner als Eins ist.

Unterabschnitt 5 — Ausbringungsverträge

Art. R. 212 - § 1. Jede Übergabe organischer Düngemittel an einen anderen landwirtschaftlichen Betrieb muss Gegenstand eines Ausbringungsvertrags sein.

§ 2. Der Landwirt kann, um den Bestimmungen des Artikels R. 211, Paragraph 3 zu entsprechen, Ausbringungsverträge mit Drittpersonen abschließen, vorausgesetzt, dass der globale Anteil der Bodengebundenheit seines Betriebs (BGG oder BG-Global) kleiner oder gleich Eins ist. Die Verträge müssen eine Mindestdauer von einem Jahr haben.

§ 3. Der globale Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs wird nach der folgenden Formel ermittelt:

$$\text{BG-Global} = \frac{(\text{erzeugter organischer Stickstoff (kgNorg.)} + \text{importierter organischer Stickstoff (KgNorg.)} - \text{exportierter organischer Stickstoff (kgNorg.)})}{([\text{Fläche an Weideland des Betriebs (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [\text{Fläche an Ackerland des Betriebs (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha})])}$$

§ 4. Zum 30. April jedes Jahres teilt die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt den Landwirten schriftlich den aufgrund der neuesten verfügbaren Daten ermittelten BGI- Wert ihres Betriebs mit.

§ 5. Die Ausbringungsverträge enthalten mindestens die folgenden Angaben und Auflagen:

a) die Verpflichtung der Vertragspartner, alle sie betreffenden Vorschriften im Hinblick auf die Verwaltung des Stickstoffs einzuhalten,

b) die durch den Vertrag betroffene Menge an organischem Stickstoff (und die ihr entsprechenden Mengen an organischen Düngemitteln), sowie die Vertragsdauer;

c) die Bestimmungen, die für den Fall einer Vertragsauflösung, der Nichteinhaltung des Vertrags oder eines Rechtsstreits zwischen den Parteien vorgesehen sind,

d) Die Vertragsparteien haben über den Stickstofftransfer Buch zu führen. Am 30. April jedes Jahres ist der operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt die Buchführung der vergangenen Saison zur Verfügung zu halten. Die Buchführung über den Stickstofftransfer ist Gegenstand eines Schriftstücks, das von den Parteien, die einen oder mehrere Verträge abgeschlossen haben, zu unterzeichnen ist und das alle Informationen bezüglich des durchgeführten Transfers beinhaltet.

§ 6. Der Minister legt die Anwendungsbestimmungen fest, sowie die Bestimmungen zur Kontrolle der ordnungsgemäßen Ausführung der Ausbringungsverträge.

§ 7. Jeder Ausbringungsvertrag wird in drei Exemplaren ausgefertigt, wobei der Landwirt, die Drittperson und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt jeweils ein Exemplar erhalten. Das letztgenannte Exemplar ist der operativen Generaldirektion durch den Verkäufer spätestens einen Monat nach seiner Unterzeichnung zu übermitteln.

Abschnitt 4 — Auf die Verwaltung von Stickstoff in der Landwirtschaft in gefährdeten Gebieten anwendbare zusätzliche Bedingungen

Unterabschnitt 1 — Bodengebundenheit im gefährdeten Gebiet

Art. R. 213 - § 1. In den gefährdeten Gebieten darf in einem Jahr und auf der gesamten nutzbaren landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs die Zufuhr von organischem Stickstoff auf den betreffenden Flächen des Betriebs durchschnittlich 170 kg pro Hektar nutzbarer landwirtschaftlicher Fläche nicht überschreiten.

§ 2. Für Betriebe, die mindestens eine Parzelle in einem gefährdeten Gebiet besitzen, wird der Anteil der Bodengebundenheit in dem gefährdeten Gebiet des Betriebs (BGgB) nach der folgenden Formel berechnet:

$$\text{BG-gefährdetes Gebiet} = \frac{(\text{erzeugter organischer Stickstoff (kgNorg.)} + \text{importierter organischer Stickstoff (KgNorg.)} - \text{Exportierter organischer Stickstoff (kgNorg.)})}{([\text{landwirtschaftliche Nutzfläche des Betriebs in gefährdetem Gebiet (ha)} \times 170(\text{kgNorg./ha})] + [\text{Weidefläche des Betriebs außerhalb des gefährdeten Gebiets (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [\text{Ackerfläche des Betriebs außerhalb des gefährdeten Gebiets (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha})])}$$

§ 3. Der Anteil der Bodengebundenheit im gefährdeten Gebiet muss kleiner oder gleich Eins sein.

§ 4. Zum 30. April jedes Jahres teilt die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt den Landwirten schriftlich den aufgrund der neuesten verfügbaren Daten ermittelten BGgB-Wert ihres Betriebs mit.

Unterabschnitt 2 — Überwachung der Betriebe durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs

Art. R. 214 - § 1. Die Verwaltung kontrolliert jedes Jahr landwirtschaftliche Betriebe, die unter jenen ausgewählt werden, deren landwirtschaftliche Flächen sich ganz oder teilweise in einem gefährdeten Gebiet befinden.

§ 2. Innerhalb der kontrollierten landwirtschaftlichen Betriebe bestimmt die Verwaltung drei Parzellen, auf denen zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November einschließlich Bodenproben genommen werden, um eine Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs vorzunehmen. Zudem wird eine Ersatzparzelle bestimmt.

Art. R. 215 - § 1. Der Minister bestimmt die Bedingungen für die Entnahme und die Verpackung der Proben sowie die Bedingungen für deren Analyse durch ein zugelassenes Labor.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt dem mit der Analyse beauftragten zugelassenen Labor die Angaben der ausgewählten landwirtschaftlichen Betriebe sowie die Lokalisierung der Parzellen, auf denen vor dem 1. Oktober eines jeden Jahres Proben zu entnehmen sind.

Falls die Verwaltung die Entnahme der Bodenproben selbst gewährleistet teilt sie dies dem mit der Analyse beauftragten Labor mit.

Der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb auserwählt wurde, wird wenigstens sieben Arbeitstage vor dem Datum der Probenahme benachrichtigt.

§ 3. Die Kosten für die Entnahme, die Verpackung und die Analyse der von der Verwaltung auserwählten Proben werden von der Verwaltung getragen.

§ 4. Die Ergebnisse der Analysen werden dem Landwirt und der Verwaltung innerhalb von zehn Kalendertagen nach der Probenahme durch das zugelassene Labor übermittelt.

§ 5. Innerhalb von zehn Kalendertagen nach Zustellung der Ergebnisse der Analyse und spätestens am 20. Dezember des Jahres der Probenahme ist der Landwirt berechtigt, auf seine Kosten eine Probenahme durch ein zugelassenes Labor seiner Wahl auf einer oder mehreren Parzellen, auf denen bereits Bodenproben genommen wurden, durchführen zu lassen, um nach den unter § 1 bestimmten Bedingungen eine Gegenanalyse durchführen zu lassen. Das von dem Landwirt auserwählte Labor informiert die Verwaltung mindestens vier Arbeitstage vorab telefonisch mit einer schriftlichen Bestätigung über das für die Gegenprobe vorgesehene Datum. Das Labor erhält von der Verwaltung die Lokalisierung der Parzellen, auf denen Proben zu entnehmen sind. Die Verwaltung berücksichtigt die Ergebnisse der Analysen, die für den Landwirt am günstigsten sind.

Die Ergebnisse einer Gegenanalyse, die nicht nach dem in dem vorerwähnten Absatz beschriebenen Verfahren durchgeführt werden, sind von Rechts wegen nichtig und können von der Verwaltung nicht berücksichtigt werden.

Art. R. 216 - § 1. Auf der Grundlage der Ergebnisse der in Artikel R. 232 erwähnten «Surrvey landwirtschaftliche Flächen» prüft die Verwaltung für jede Parzelle, auf der eine Probe genommen wurde, ob der PAS übereinstimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind. Der gemessene Wert des PAS gilt als diesen Regeln entsprechend, wenn er sich im Toleranzbereich im Vergleich zu dem jährlichen Referenzwert befindet, der in Anwendung von Artikel R. 232 bestimmt worden ist. Die Grenzen des Toleranzbereichs im Vergleich zu dem Referenzwert, über den hinaus ein PAS als nicht übereinstimmend erklärt wird, werden durch den Minister bestimmt.

§ 2. Für ein bestimmtes Jahr wird erklärt, dass ein landwirtschaftlicher Betrieb den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind entspricht - nachstehend «den Regeln entsprechend» genannt - falls wenigstens zwei der drei Parzellen, auf denen eine Probe genommen wurde, ein Ergebnis aufweisen, das § 1 entspricht. Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht entspricht - nachstehend «den Regeln nicht entsprechend» genannt.

§ 3. Ein landwirtschaftlicher Betrieb, der für ein bestimmtes Jahr als den Regeln nicht entsprechend erklärt wird, wird gemäß Artikel R.219 einem Programm zur Überwachung der PAS unterzogen.

Art. R. 217 - § 1. Spätestens am 28. Februar nach der Probenahme benachrichtigt die Verwaltung den Landwirt darüber, ob der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln entspricht oder nicht und ob jede der Parzellen, auf denen Proben genommen wurden, den Regeln entspricht oder nicht.

§ 2. Der Landwirt ist berechtigt, anhand eines begründeten Schreibens und innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Mitteilung der Verwaltung eine Verwaltungsbeschwerde gegen diese Mitteilung einzureichen. Diese Beschwerde ist per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung zu senden.

Diese Beschwerde darf nur durch außergewöhnliche meteorologischen Verhältnisse, die anerkanntermaßen an dem betreffenden Ort vorgeherrscht haben, begründet werden, oder durch außergewöhnliche Schwierigkeiten beim Anbau, die im Rahmen der Bewirtschaftung jener Parzelle(n) aufgetreten sind, die in dem gemäß Artikel R. 215, § 1 erstellten Bericht über die Probenahme angegeben wurden.

Die Beweislast für die Richtigkeit der Angaben, die die Beschwerde begründen, liegt beim dem Landwirt.

Die Verwaltung überprüft die Beschwerde und fasst innerhalb von drei Monaten nach Eingang dieser Beschwerde einen begründeten Beschluss auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

Art. R. 218 - Falls die Bodenprobe im Sinne des vorliegenden Erlasses auf einer oder mehrerer Parzellen des landwirtschaftlichen Betriebs durch ein Eingreifen des Landwirts oder seiner Anspruchsberechtigten verhindert wird, selbst wenn es sich eine ggf. durchgeführte Entnahme zur Überprüfung handelt, die durch die Verwaltung der Landwirtschaft oder auf deren Anfrage hin organisiert wird, so wird dieser landwirtschaftliche Betrieb für das Jahr der Probenahme als den Regeln nicht entsprechend erklärt, und dies unabhängig von dem Ergebnis, das auf den Parzellen, die ggf. Gegenstand einer Probe waren, erzielt wurde.

Art. R.219 - § 1. Ein landwirtschaftlicher Betrieb, der einem Programm zur Überwachung der PAS unterliegt, ist verpflichtet, alle Maßnahmen zu treffen, um die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, zu beachten. Zu diesem Zweck kann der Betrieb die Betreuung und Beratung der Begleitstruktur in Anspruch nehmen.

§ 2. Der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb einem Programm zur Überwachung der PAS unterliegt, muss auf eigene Initiative und auf seine Kosten jährlich Messungen des PAS gemäß Artikel 215, § 1 durchführen lassen und zwar durch ein zugelassenes Labor seiner Wahl und auf wenigstens drei von der Direktion der Kontrolle der Verwaltung ausgewählten Parzellen seines landwirtschaftlichen Betriebs.

§ 3. Jedes Jahr benachrichtigt der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb einem Programm zur Überwachung der PAS unterliegt, das Labor seiner Wahl vor dem 1. September. Das von der Landwirt gewählte Labor informiert die Verwaltung telefonisch mit einer schriftlichen Bestätigung über das für die Probe vorgesehene Datum, das zwischen dem 15. Oktober und dem 10. Dezember liegen muss, und zwar mindestens 10 Arbeitstage vor dieser Probe. Daraufhin teilt die Verwaltung dem Labor die Lokalisierung der Parzellen, auf denen Proben durchzuführen sind, mit.

§ 4. Für den Fall, das der Landwirt es unterlässt, sich für ein zugelassenes Labor zu entscheiden, oder davon absieht, Messungen des PAS gemäß Artikel 215, § 1 durchführen zu lassen, wird der PAS seines landwirtschaftlichen Betriebs für das betreffende Jahr als nicht den Regeln entsprechend erklärt.

§ 5. Die Ergebnisse der Analysen werden dem Auftraggeber und der Verwaltung innerhalb von zehn Arbeitstagen nach der Probenahme durch das Labor übermittelt.

§ 6. Innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Zustellung der Ergebnisse der Analyse ist der Landwirt berechtigt, auf seine Kosten eine Gegenanalyse nach den in Artikel 215, 5 festgelegten Bestimmungen durchführen zu lassen.

§ 7. Spätestens am 28. Februar nach der Probenahme benachrichtigt die Verwaltung den Landwirt darüber, ob der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln entspricht oder nicht und ob jede der Parzellen den Regeln entspricht oder nicht.

§ 8. Ein Programm zur Überwachung der PAS eines landwirtschaftlichen Betriebs gilt als abgeschlossen, wenn die Verwaltung während zwei aufeinanderfolgenden Zeiträumen der Probenahme von je einem Jahr erklärt, dass der landwirtschaftliche Betrieb den Regeln entspricht.

Der Abschluss des Programms zur Überwachung der PAS verleiht Anrecht auf die Rückerstattung durch die Verwaltung der Kosten für die Entnahme, die Verpackung und die Analyse der Bodenproben des letzten Jahres des Programms zur Überwachung der PAS. In diesem Fall fordert die Verwaltung den Landwirt spätestens am 28. Februar nach der Probenahme auf; ihr die Rechnung des zugelassenen Labors für diesen Zeitraum zu unterbreiten.

Art. R. 220 - § 1. Der Landwirt, dessen landwirtschaftlicher Betrieb während wenigstens drei Jahren (aufeinanderfolgend oder nicht) eines Programms zur Überwachung des PAS als nicht den Regeln entsprechend erklärt wird, wird mit einer Verwaltungsstrafe belegt. Der Betrag dieser Verwaltungsstrafe beträgt 120 Euro pro Hektar landwirtschaftlicher Fläche, die für den betreffenden landwirtschaftlichen Betrieb angegeben worden ist.

§ 2. Der in § 1 festgelegte Betrag wird um 40 Euro pro Hektar landwirtschaftlicher Fläche, die für den betreffenden landwirtschaftlichen Betrieb angegeben worden ist, verringert, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

- der Landwirt hat seit dem ersten Jahr des Programms zur Überwachung des PAS die Beratung der in Anwendung von Artikel R. 229 eingerichteten Begleitstruktur in Anspruch genommen. Der Beweis dieser Inanspruchnahme wird erbracht durch die Kopie des Düngungsplans, der für das erste Jahr dieses Programms erstellt wurde und der der Verwaltung vor dem 1. September des ersten Jahres des Überwachungsprogramms mit dem Sichtvermerk der Begleitstruktur übermittelt wurde;

- Die PAS des betreffenden landwirtschaftlichen Betriebs haben sich im Vergleich zu den Ergebnissen des Jahres, das zu dem Beitritt zu dem Programm zur Überwachung der PAS geführt hat, stetig verbessert. Der Minister bestimmt die Bedingungen, unter denen diese Verbesserung festgestellt wird.

§ 3. Der in § 1 festgelegte Betrag wird um 20 Euro pro Hektar landwirtschaftlicher Fläche, die für den betreffenden landwirtschaftlichen Betrieb angegeben worden ist, verringert, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

- die in § 2 angeführten Bedingungen sind erfüllt;

- Der PAS einer Parzelle, die Gegenstand einer Probenahme war und auf der im letzten Jahr der Probenahme vor der Strafe eine Risikokultur angebaut worden ist. Als Risikokulturen gewertet werden die Kulturen von Mais, Kartoffel, Gemüse, Lein und Raps.

§ 4. Für jedes weitere Jahr desselben Programms, ob es aufeinanderfolgend ist oder nicht, im Laufe dessen der landwirtschaftliche Betrieb erneut als den Regeln nicht entsprechend erklärt wird, werden die in §§ 1, 2 und 3 festgelegten Strafen im Vergleich zu dem Strafbetrag des Vorjahres durch zwei multipliziert.

§ 5. Der Gesamtbetrag der für einen landwirtschaftlichen Betrieb festgelegten Strafe darf nicht unter € 50,00 und nicht über € 50.000,00 pro Jahr liegen.

§ 6. Falls der leitende Beamte der regionalen Verwaltung der Umwelt oder sein Stellvertreter beabsichtigt, eine Verwaltungsstrafe gegen den Zuwiderhandelnden auszusprechen, so teilt er ihm dies per Einschreibebrief mit. Innerhalb von zehn Tagen nach dieser Mitteilung teilt der Zuwiderhandelnde seine Bemerkungen schriftlich mit oder er bittet um eine Anhörung bei dem leitenden Beamten. Der leitende Beamte der regionalen Verwaltung der Umwelt oder sein Stellvertreter teilt dem Zuwiderhandelnden nach Ablauf der vorerwähnten Frist von zehn Tagen oder ggf. innerhalb von zehn Tagen nach der Anhörung dieses Zuwiderhandelnden seinen Beschluss mit.

Der Beschluss des leitenden Beamten der regionalen Verwaltung der Umwelt oder der Beschluss seines Stellvertreters, eine Verwaltungsstrafe auszusprechen, wird rechtskräftig nach Ablauf einer Frist von 30 Tagen ab dem Tag seiner Mitteilung, es sei denn der Zuwiderhandelnde beschließt, gemäß dem zivilrechtlichen Verfahren, das in Artikel D. 398 des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehen wird, beim Polizeigericht eine Klage einzureichen.

Die durch den leitenden Beamten der regionalen Verwaltung der Umwelt oder durch seinen Stellvertreter auferlegte Verwaltungsstrafe ist innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag nach dem Tag, an dem der Beschluss Rechtskraft erlangt hat, in den Fonds für den Umweltschutz, Abteilung «Kleinere Umweltsünden» einzuzahlen.

Das Ausbleiben der Zahlung der Verwaltungsstrafe innerhalb dieser Frist oder im Anschluss eines rechtskräftigen Gerichtsbeschlusses ist Gegenstand einer ersten Verfolgung durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten mittels eines Zahlungsbefehls unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung gemäß des fünften Teils des Gerichtsgesetzbuches, der die Sicherheitspfändung und die Vollstreckungsverfahren betrifft. Sie erfolgt durch eine Zustellung des Gerichtsvollziehers mit Zahlungsanordnung.

Unterabschnitt 3 — Sonstige in gefährdeten Gebieten anwendbare Bedingungen

Art. R. 221 - § 1. In gefährdetem Gebiet ist zum 15. September eine Winterpflanzendecke anzulegen, die zu höchstens 50% aus Leguminosen besteht und mindestens 75% des Ackerlands, das vor dem 1. September abgeerntet wurde und auf dem nach dem 1. Januar des folgenden Jahres eine Kultur mit Ausnahme von Flachs und Erbsen angepflanzt werden soll, bedeckt. Falls diese Pflanzendecke nicht eingesät ist, so bedeckt sie zumindest 75% des Bodens im Laufe einer bestimmten Wachstumsphase, es sei denn, die Wetterbedingungen sind außergewöhnlich. Diese Pflanzendecke darf nicht vor dem 15. November entfernt werden.

§ 2. Bei besonderen Belastungen oder wenn eine spezifische Situation im Hinblick auf das Klima, die Landwirtschaft oder die Umwelt dies erforderlich macht, können die Minister für ein begrenztes Territorium in einem gefährdeten Gebiet besondere Bedingungen für die Winterpflanzendecke festlegen.

Art. R. 222 - § 1. In gefährdetem Gebiet können die ständigen Weiden nur zwischen dem 1. Februar und dem 31. Mai gepflügt werden.

§ 2. In den ersten beiden Jahren nach dem Pflügen wird auf der gepflügten Fläche eine Pflanzendecke oder eine Folge von Pflanzendecken angelegt, die keine Gemüsekultur oder keine Decke mit Leguminosen enthalten. Im Fall einer Pflanzendecke aus weidentypischen Pflanzen sind Leguminosen jedoch gestattet.

§ 3. Das Ausbringen mineralischer Düngemittel ist auf der betroffenen Fläche während des ersten Jahres nach dem Pflügen untersagt.

§ 4. Das Ausbringen organischer Düngemittel ist auf der betroffenen Fläche während der ersten beiden Jahre nach dem Pflügen untersagt.

Art. R. 223 - In einem gefährdeten Gebiet ist die Ausbringung von Düngemitteln auf Boden, dessen an der Oberfläche gemessene Temperatur während mindestens 24 Stunde lang ohne Unterbrechung negativ ist, untersagt.

Art. R. 224 - § 1. In gefährdetem Gebiet ist die Ausbringung schnell wirkender organischer Düngemittel auf nicht durch Pflanzen bedecktem Boden mit einem Gefälle von über 10% untersagt, es sei denn, der Dung wird noch am Tage seiner Ausbringung in den Boden eingearbeitet.

§ 2. In gefährdeten Gebieten ist es untersagt, auf einer angebauten Parzelle, wenn mehr als 50% ihrer Fläche bzw. mehr als 50 Ar eine Neigung von 10% oder mehr als 10% aufweisen, mineralische Düngemittel auf Ländereien auszubringen, die für den Anbau von Kulturen von Hackbaufrüchten oder gleichgestellten Pflanzen, wie Mais, Futterrüben, Futtermöhren, Kartoffeln, Zuckerrüben, Zichorie sowie Gemüsebau im Freiland bestimmt sind, außer wenn ein sechs Meter breiter Wiesenstreifen auf der Parzelle in dem Teil angesiedelt ist, der unterhalb des Hangs und am Rand der gefährdeten Parzelle liegt.

Dieses Verbot ist nicht anwendbar, wenn:

1° die angrenzenden Parzellen, die unterhalb einer erosionsgefährdeten Parzelle liegen, entweder aus Weiden oder Kulturen von Grasarten allein oder einer Grasarten- und Hülsenfrüchtemischung, oder aus für den Schutz der Fauna und Bewaldungen bestimmten Brachländern bestehen, und dies soweit die Bedeckung dieser Parzellen vor dem 30. November des vorigen Jahres angepflanzt worden ist;

2° keine Seite der gefährdeten Parzelle in einer Entfernung von weniger als 30 m eines Oberflächenwassers liegt.

Abschnitt 5 — Abweichungen

Art. R. 225 - Für gefährdetes Gebiet legen die Minister unbeschadet der Bedingung der Einhaltung des Informations- und Prüfungsverfahrens, das für die Bewilligung einer Abweichung gemäß der Anlage III, Paragraph 2, 3. Absatz der Richtlinie notwendig ist und gemäß der diesbezüglichen Entscheidung der Europäischen Kommission, die Bedingungen für die Bewilligung einer Abweichung von Artikel R. 213, § 1 fest.

Die Bewilligung der Abweichungen erfolgt individuell für die Landwirte, die diese beantragen.

Abschnitt 6 — Bewertung der pro Tier erzeugten Stickstoffmengen, des Stickstoffgehalts von Tierdung und anderen Düngemitteln

Art. R. 226 - § 1. Die in der Anlage XXVI dargestellten Mengen an pro Tier und pro Jahr erzeugtem Stickstoff sind die Werte, welche für die Berechnung des erzeugten organischen Stickstoffs im Rahmen der Ermittlung der Werte der Bodengebundenheit verwendet werden.

Die Berechnung des erzeugten organischen Stickstoffs bei der Ermittlung der Werte der Bodengebundenheit kann jedoch auch auf der Grundlage einer Bilanz des unterschiedlichen Stickstoffs erfolgen, welche die Differenz zwischen dem aufgenommenen Stickstoff und dem in den tierischen Erzeugnissen enthaltenen Stickstoff darstellt, die ordnungsgemäß begründet und von der in Artikel R. 229 genannten Begleitstruktur genehmigt wird. Die Verluste an gasförmigem Stickstoff, die für die Aufstellung der Bilanz notwendig sind, werden pauschal von der Begleitstruktur geschätzt, wobei insbesondere die Ernährung, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Art der Viehhaltung, die Arten des erzeugten Dungs und dessen Handhabung berücksichtigt werden.

§ 2. Die Minister bestimmen die Bedingungen, unter denen die in Paragraph 1 dieses Artikels genannte Stickstoffbilanz durchgeführt wird.

§ 3. Die Minister können die pro Tier und Jahr erzeugten Stickstoffmengen für Tierkategorien, die nicht in der Anlage XXVI aufgeführt sind, auf der Grundlage eines ordnungsgemäß begründeten Berichts der in Artikel R. 229 genannten Begleitstruktur bestimmen.

§ 4. Die als Richtwerte herangezogenen Stickstoffgehalte des Tierdungs, insbesondere bei der Berechnung des importierten und exportierten organischen Stickstoffs bei der Bestimmung des Wertes der Bodengebundenheit, werden in der Anlage XXVII angeführt. Landwirte, deren Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist, können jedoch abweichende Werte rechtfertigen, die sie durch regelmäßige und repräsentative Analysen des Tierdungs, die ordnungsgemäß begründet und von der in Artikel R. 229 angeführten Begleitstruktur genehmigt werden, erzielt haben.

§ 5. Der Stickstoffgehalt der sonstigen Düngemittel kann von den Ministern festgelegt werden, sofern er nicht durch andere anwendbare Rechtsverordnungen garantiert wird. Landwirte, deren Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist, können jedoch abweichende Werte rechtfertigen, die sie durch regelmäßige und repräsentative Analysen des Tierdungs, die ordnungsgemäß begründet und von der in Artikel R. 229 angeführten Begleitstruktur genehmigt werden, erzielt haben.

§ 6. Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt befindet über die durch den Landwirt in Anwendung der Paragraphen 1,4 und 5 vorgeschlagenen Produktionsvolumen und Stickstoffgehalte. Sie setzt den Landwirt spätestens drei Monate, nachdem der Antrag von ihm gestellt wurde, per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, von ihrer Entscheidung übermitteln, in Kenntnis.

Damit der Antrag des Landwirts zulässig ist, muss er per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, gesendet und von der in Artikel 229 angeführten Begleitstruktur gegengezeichnet werden.

Abschnitt 7 — Bereitstellung von Informationen

Art. R. 227 - Alle Landwirte sind verpflichtet, der Verwaltung auf deren Anfrage die in diesem Kapitel verlangten Informationen zu übermitteln.

Diese Informationen sind innerhalb eines Monats nach der Anfrage zu übermitteln.

Abschnitt 8 — Betreuung und Koordinierung

Art. R. 228 - Um eine nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft zu fördern, organisieren die Minister auf dem Gebiet der Wallonischen Region ein Informationsprogramm, wobei sie die Landwirte insbesondere auffordern, die in diesem Kapitel festgelegten Verpflichtungen umzusetzen.

Sie organisieren auch spezifische Informationskampagnen für die gefährdeten Gebiete.

Art. R. 229 - § 1. Die Regierung beauftragt im Rahmen einer Vereinbarung eine oder mehrere Einrichtungen die in dem vorliegenden Erlass unter dem Begriff «Begleitstruktur» angeführt werden, mit Aufgaben zur Koordinierung der vorliegenden Bestimmungen und zur Betreuung der Landwirte, deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet.

Die Begleitstruktur greift auf jeden Fall ein:

- 1° im Rahmen von Artikel R.202., § 2, 4°;
- 2° indem sie die Anwendungsbestimmungen von Artikel R. 220, § 2 als rechtmäßig wertet;
- 3° im Rahmen der eventuell gemäß Artikel R. 225 bewilligten Abweichungen;
- 4° im Rahmen von Artikel R. 226.

Die Begleitstruktur kann den Landwirten, deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet, auch helfen, die mit ihrer landwirtschaftlichen Tätigkeit verbundene Gefahr für die Umwelt auf dem Gebiet der Verunreinigung des Wassers durch Nitrat zu verwalten.

§ 2. Die Begleitstruktur ist vorrangig in den gefährdeten Gebieten tätig.

Abschnitt 9 — Bewertung und Überwachung

Art. R. 230 - § 1. Um die erste Ausweisung der gefährdeten Gebiete, die Überarbeitung des bestehenden Verzeichnisses und die Beurteilung der Wirksamkeit der allgemeinen Maßnahmen der damit verbundenen Programme zu ermöglichen, wird durch die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine allgemeine Überwachung des Nitratgehalts des Wassers mit dem Namen «survey nitrate» wie folgt organisiert:

1° Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt richtet ein Netz zur Überwachung des Nitratgehalts in den Oberflächengewässern sowie in den unterirdischen Gewässern ein. Die so erhaltenen Informationen werden durch die Informationen der Wasseraufbereitenden Unternehmen vervollständigt.

2° Unbeschadet der Bestimmungen aus Abschnitt 2) Teil II Anlage IV des Wassergesetzbuchs mit dem Titel «Überwachung des chemischen Zustands der unterirdischen Gewässer», führen die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitablem Grundwasser, welche sich in gefährdetem Gebiet befinden, sooft, wie in der Tabelle der Anlage XXVIII vorgesehenen, Analysen repräsentativer Proben des Rohwassers durch, die folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit und Nitrat (Ergebnisse jeweils ausgedrückt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ pro Liter); sie übermitteln die Ergebnisse der Analysen eines Jahres der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, spätestens zum 31. März des folgenden Jahres und in den durch den Minister vorgeschriebenen Formen,

3° Die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitablem Oberflächenwasser führen sooft wie in Abschnitt 5) Teil I Anlage IV des Wassergesetzbuches vorgesehenen, Analysen repräsentativer Proben des Rohwassers durch, die an den Messstellen entnommen werden und folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit und Nitrat (Ergebnisse jeweils ausgedrückt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ pro Liter); sie übermitteln die Ergebnisse der Analysen eines Jahres der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, spätestens zum 31. März des folgenden Jahres und in den durch den Minister vorgeschriebenen Formen,

§ 2. Die Liste der gefährdeten Gebiete wird mindestens alle 4 Jahre neu geprüft und falls notwendig überarbeitet oder ergänzt, um Änderungen und zum Zeitpunkt der vorherigen Ausweisung nicht vorhersehbare Faktoren zu berücksichtigen.

§ 3. Für alle Messstellen des Überwachungsnetzes, für die im Anschluss an eine Analyse eine Nitratkonzentration von über 50 Milligramm pro Liter festgestellt wird, übermittelt die Verwaltung den betroffenen Gemeinden spätestens zum 30. September des Jahres der Zustellung der Ergebnisse einen kurzen Bericht.

In diesem Bericht wird die genaue Ortslage des oder der fraglichen Messstellen, ihre Nitratkonzentration, die zeitliche Entwicklung dieser Konzentration, der wahrscheinliche Ursprung der Verschmutzung an jedem der Punkte sowie die Abhilfemaßnahmen, die gegebenenfalls zu ergreifen sind, erläutert. Eine Kopie dieses Berichts wird der Einrichtung, die die beanstandete Messstelle verwaltet, zugestellt.

Art. R. 231 - Die Nitratkonzentration im Wasser wird durch das Verfahren der Spektrophotometrie der Molekularabsorption oder durch jedes andere Messungsverfahren, das durch die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zugelassen wurde und durch das vergleichbare Ergebnisse erzielt werden können, gemessen.

Art. R. 232 - Jedes Jahr legen die Minister die Richtwerte des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) fest, die es ermöglichen, die Auswirkungen der unternommenen Aktionen zu bewerten und die Maßnahmen, die zur Bekämpfung der Verunreinigung der Gewässer durch Nitrat ergriffen wurden, zu orientieren. Diese Werte werden insbesondere aufgrund der folgenden Faktoren aufgestellt:

- 1° die Wetterverhältnisse, die das betreffende Jahr kennzeichnen haben;
- 2° die Ergebnisse der Stickstoffprofile, verteilt auf ein Netz repräsentativer Messstellen mit dem Namen «survey landwirtschaftliche Flächen». Der Minister ist befugt, die Durchführungsbestimmungen für die «survey landwirtschaftliche Flächen» festzulegen;
- 3° die Art der Kultur;
- 4° der geographische Standort und die Bodenverhältnisse.»

Art. 3 - Artikel R. 460 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R. 460 - § 1. Die Lagereinrichtungen müssen den Vorschriften der Artikel R.197 bis R. 199 spätestens zu folgenden Terminen entsprechen:

1) am 31. Dezember 2008 für alle Betriebe, deren Viehbestand im Laufe des Jahres 2005 mehr als 5 000 Kilogramm Stickstoff erzeugt hat. Diese Mengen werden aufgrund der in der Anlage XXVI aufgeführten Angaben ermittelt;

2) am 31. Dezember 2009 für alle Betriebe, deren Viehbestand im Laufe des Jahres 2005 zwischen 2 500 und 5 000 Kilogramm Stickstoff erzeugt hat. Diese Mengen werden aufgrund der in der Anlage XXVI aufgeführten Angaben ermittelt;

3) am 31. Dezember 2010 für alle anderen Betriebe, außer jenen, die in Paragraphen 3 und 4 bestimmt wurden.

4) am 31. Dezember 2010 für alle Betriebe, die Landwirten gehören, welche spätestens 1 Monat vor Ablauf der in den Punkten 1 bis 3 des § 1 bewilligten Frist, erklären, dass sie keine Übernehmer haben und am 28. November 2002 das 56. Lebensjahr vollendet hatten. Kommt es vor 2013 zu einer Übernahme, gilt die Erklärung als vorsätzliche Täuschung im Hinblick auf die zu erfüllenden Bedingungen, und alle Prämien, die im Hinblick auf das Kapitel IV zu Unrecht erhalten wurden, müssen zurückgezahlt werden.

§ 2. Für bestehende Lagereinrichtungen, die den Vorschriften der Artikel R. 197 bis R. 199 am 1. Januar 2007 nicht entsprechen, treten die Artikel R. 197 bis R. 199 sowie die in Artikel R. 205 festgelegten Einschränkungen hinsichtlich der Ausbringungsperioden für organische Düngemittel im Winter in Kraft, sobald die bestehenden Lagereinrichtungen den Vorschriften der Artikel R. 197 bis R. 199 entsprechen und spätestens zu den in § 1 festgelegten Terminen.

§ 3. Dieser Artikel ist nicht anwendbar auf die gemäß der Regelung über die Umweltgenehmigung nicht eingestufteten Betriebe.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann die Frist im Fall von höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen, die durch den Minister zu bestimmen sind, verlängert werden.»

Art. 4 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, wird aufgehoben.

Art. 5 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, wird aufgehoben.

Art. 6 - Die Anlagen XXI, XXIV und XXV verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden aufgehoben.

Art. 7 - Die Anlagen XXII, XXIII, XXVI, XXVII und XXVIII des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuchs werden jeweils durch die Anhänge I bis V des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 8 - Die Ausführungserlasse des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, und die Ausführungserlasse des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, bleiben in Kraft, bis sie durch ihren Urheber aufgehoben werden.

Art. 9 - In Artikel R. 43bis 5 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird die Zahl «226» durch die Zahl «230» ersetzt.

Art. 10 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik und die Landwirtschaft gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Anlage I
"Anlage XXII

Umrechnungstabelle der Erzeugung von Tierdung

(Durchschnittsvolumen der Produktion von Tierdung in einem Zeitraum von sechs Monaten)

	Lattenrost und Gitter	Stallhaltung in Anbindeständen		Stallhaltung mit reduzierter Stroheinstreu	
	Gülle	Mist	Jauche	Mist***	Gülle
	m ³ /Stellplatz/6 Monate				
Rind, jünger als 6 Monate	1,9*	2,5	0,4	1,2	1,4
Jungstier: 6 bis 12 Monate	3,7	3,5	0,5	2	1,9
Jungstier: 1 bis 2 Jahre	5,6	6	0,9	2,8	3
Färse: 6 bis 12 Monate	3,7	3,5	0,5	2	1,9
Färse: 1 bis 2 Jahre	5,6	5	0,7	3	2,7
Mutterkuh und ihr Kalb**	7,8	7	1,1	6	3,9
Milchkuh	10	8,5	1,3	5,4	4,9
Schlachtkuh	6,7	6	0,9	3,6	3,2
Sonstige Rinder, älter als 2 Jahre	6,7	6	0,9	3,6	3,2

	Stallhaltung auf Stroheinstreu und Stallhaltung auf Stroheinstreu mit Abschaben in Abständen von mehr als fünf Tagen		Stallhaltung auf Stroheinstreu mit Abschaben in Abständen von weniger als oder genau 5 Tagen mit einem nicht abgeschabten Schlafbereich	
	Mist***	Mist*** aus dem nicht abgeschabten Schlafbereich	Abgeschabter Mist	Jauche****
		oder aus den Gängen zwischen den Liegenboxen		
m ³ /Stellplatz/6 Monate				
Rind, jünger als 6 Monate	1,6	1,2	1,4	0,3
Jungstier: 6 bis 12 Monate	4	2	1,9	0,4
Jungstier: 1 bis 2 Jahre	5,8	3	3	0,7
Färse: 6 bis 12 Monate	4	2	1,9	0,4
Färse: 1 bis 2 Jahre	5,8	3	2,7	0,6
Mutterkuh und ihr Kalb**	8,6	6	3,5	0,8
Milchkuh	11,7	5,4	4,8	1,1
Schlachtkuh	7	3,6	3,2	0,7
Sonstige Rinder, älter als 2 Jahre	7	3,6	3,2	0,7

- *Im Fall der Schlachtkälber handelt es sich um eine Norm pro Stelle und nicht pro Tier.
- ** Wert für die Mutterkuh und ihr Kalb. Ist das Kalb nicht mit der Mutterkuh untergebracht, so ist für die Mutterkuh der Wert der Schlachtkuh zu übernehmen. Das Kalb wird dann in der Kategorie "Kalb, jünger als 6 Monate", eventuell in einer anderen Unterbringungsart, verbucht.
- *** Der in den grauen Kästchen angeführte Mist kann direkt auf dem Feld gelagert werden, ohne dass er auf einem Mistplatz gelagert werden muss, es sei denn, er wurde in den Gängen zwischen den Liegeboxen erzeugt. Die Stallungen, in denen dieser Mist erzeugt wird, werden in den Schemata dieses Anhangs veranschaulicht. Besteht ein äußerer Fütterungsbereich, so muss ein zusätzliches Volumen von 300 l/m² für die Lagerung des Braunwassers vorgesehen werden.
- **** Das Jauchevolumen wird nur berücksichtigt, wenn weicher Mist erzeugt wird.

	Lattenrost	Stallhaltung auf Stroheinstreu mit Harnauffang		Stallhaltung mit vollständiger Stroheinstreu		Tiefstallhaltung oder biologisch kontrollierte Einstreu
		Mist	Jauche	Mist	Mist***	Mist***
	Gülle			mindestens 2 Reinigungen pro Woche	weniger als 2 Reinigungen pro Woche	
	m ³ /Stellplatz/6 Monate					
Ferkel (4 bis 10 Wochen)	0,20	0,27	0,1	0,28	0,28	0,28
Zuchtsau	2,4	0,75	0,75	2,7	2,7	2,7
Zuchtsau mit Ferkeln	3,6	1,8	1	4,6	4,6	4,6
Eber	2,5	0,75	0,75	2,7	2,7	2,7
Mastschwein	0,6	0,37	0,27	0,66	0,66	0,66

- *** Der in den grauen Kästchen angeführte Mist kann direkt auf dem Feld gelagert werden, ohne dass er auf einen Mistplatz gelagert werden muss.

	Gitter****	Auf Einstreu
	Gülle oder Kot	Mist
	m ³ /1000 Stellplätze/6 Monate	
Zuchthennen und Junghühner	22,5	22,5
Legehennen	34,5	27,0
Fleischhähnchen	21,0	15,0
Perlhühner		37,5
Gänse		60,0
Enten	27,0	60,0
Puten und Truthähne	45,0	66,0

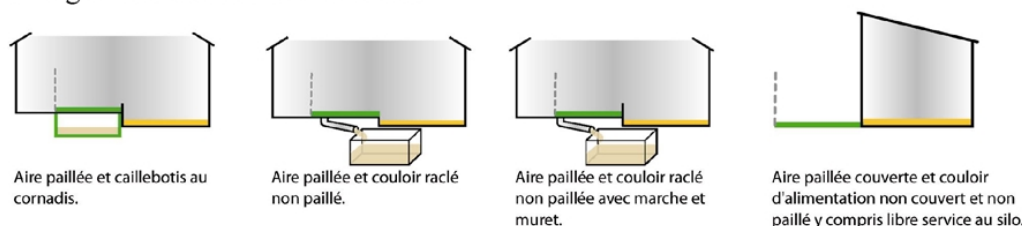
	m ³ /Stellplatz/6 Monate	
Kaninchen (100 Muttertiere)	22,5	
Mastkaninchen (100 Tiere)	3,0	
Schafe und Ziegen: jünger als ein Jahr		0,4
Älter als ein Jahr		0,9
Pferde		6,1

- *** Der in den grauen Kästchen angeführte Mist kann direkt auf dem Feld gelagert werden, ohne dass er auf einen Mistplatz gelagert werden muss.
- **** Die direkte Lagerung auf dem Feld setzt einen Trockengehalt gemäß Artikel R. 196 voraus.

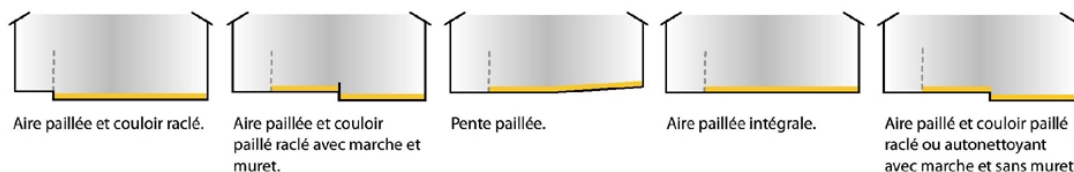
Schemata von Rinderställen, von denen der Mist direkt auf dem Feld gelagert werden kann

Nur der Mist aus Plätzen in gelber Farbe kann direkt auf dem Feld gelagert werden.

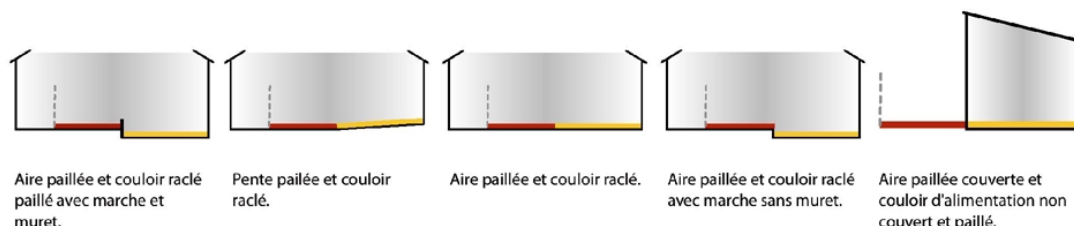
Stallhaltung mit reduzierter Stroheinstreu



Stallhaltung auf Stroheinstreu und Stallhaltung auf Stroheinstreu mit Abschaben in Abständen von mehr als fünf Tagen



Stallhaltung auf Stroheinstreu mit Abschaben in Abständen von mehr als 5 Tagen



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. März 2011 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, beigelegt zu werden.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Anlage II
"Anlage XXIII"
 Ausbringungsperioden für die Düngemittel
Übersichtstabelle über die Ausbringungsperioden für organische Düngemittel

		Jan.	Feb.	März	April	Mai	Juni	Juli	Aug.	Sept.	Okt.	Nov.	Dez.
Weiden	Mineralische Düngemittel	A	A							A	A	A	A
	Schnell wirkende organische Düngemittel	A	B							A	A	A	A
	Langsam wirkende organische Düngemittel	B	B							E	E	E	E
Ackerland	Mineralische Düngemittel	A	A								A	A	A
	Schnell wirkende organische Düngemittel	A	A					D	D	D	D	A	A
	Langsam wirkende organische Düngemittel	C	C					D	D	D	D	C	C

A	Ausbreitung untersagt
B	Situationen, in denen die Ausbreitung gemäß Punkt 2, Abs. 2 des Artikels 205 durchzuführen ist
C	Situationen, in denen die Ausbreitung gemäß Punkt 1, Abs. 1 des Artikels 205 durchzuführen ist
D	Situationen, in denen die Ausbreitung gemäß Punkt 1, Abs. 2 des Artikels 205 durchzuführen ist
E	Situationen, in denen die Ausbreitung gemäß Punkt 2, Abs. 1 des Artikels 205 durchzuführen ist

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. März 2011 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, beigefügt zu werden.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

**Anlage III
"Anlage XXVI"**

Tabelle des jährlich pro Tierkategorie erzeugten Stickstoffs nach Abzug der bei der Lagerung entstehenden Verluste und unter Berücksichtigung der Reinigungsphasen bei Schwein und Geflügel

Tierarten	
	kg N/Tier/Jahr
Milchkuh	90
Mutterkuh	66
Schlachtkuh	66
Sonstige Rinder, älter als 2 Jahre	66
Rind, jünger als 6 Monate	10
Färse: 6 bis 12 Monate	28
Färse: 1 bis 2 Jahre	48
Jungstier: 6 bis 12 Monate	25
Jungstier: 1 bis 2 Jahre	40
Schafe und Ziegen: jünger als ein Jahr	3,3
Schafe und Ziegen: älter als ein Jahr	6,6
Pferde	56
	kg N/Stelle/Jahr
Sau und Zuchtsau	15
Eber	15
Mastschwein und Jungsau	7,8
Mastschwein und Jungsau auf biologisch kontrollierter Einstreu	4,5
Ferkel (4 bis 10 Wochen)	1,9
Fleischhähnchen (40 Tage)	0,27
Lege- und Zuchthennen (343 Tage)	0,60
Junghühner (127 Tage)	0,27
Zuchthahn	0,43
Ente (75 Tage)	0,43
Gans (150 Tage)	0,43
Puten, Truthähne (85 Tage)	0,81
Perlhuhn (79 Tage)	0,27
Kaninchen Muttertiere (Zucht + Mast)	3,6
Mastkaninchen	0,32
Strauße und Emus	3
Wachtel	0,04

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. März 2011 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, beigefügt zu werden.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Anlage IV
"Anlage XXVII"

Tabelle über die durchschnittliche Stickstoffzusammensetzung des Tierdunges

Mist	
Tierkategorien	N(kg/t)
Rinder	5,9
Schafe	6,7
Schweine	6,0
Biologisch kontrollierte Einstreu von Schweinen	10,5
Ziegen	6,1
Pferde	8,2
Geflügel	26,7
Jauche	
Tierkategorien	N(kg/t)
Rinder	
Stallhaltung in Anbindeständen	2,4
Sickersäfte vom Mistplatz	0,6

Gülle oder Kot	
Tierkategorien	N(kg/t)
Rinder	4,4
Schweine	6,0
Geflügel	
Feuchter Kot	15
Vorgetrockneter Kot	22
Getrockneter Kot	35
Kaninchen	8,5
Mistkompost	
Tierkategorien	N(kg/t)
Rinder	6,1

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. März 2011 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, beigefügt zu werden.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

Anlage V
"Anlage XXVIII"

**Häufigkeitstabelle für die Analysen des Nitrat-, Nitrit- und Ammoniumstickstoffgehalts
an den Entnahmestellen von aufbereitem Wasser, die im Überwachungsnetz
angeführt werden**

Versorgte Bevölkerung	Häufigkeit
< 10 000	4 mal im Jahr
10 000 bis 30 000	8 mal im Jahr
> 30 000	12 mal im Jahr

ANM. : Die Analysen werden im Rahmen des Möglichen auf das ganze Jahr verteilt."

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. März 2011 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, beigelegt zu werden.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1125

[C — 2011/27088]

**31 MAART 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek,
dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.167, D.177, D.269 en D.398;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op deel III betreffende de inspraak van het publiek en deel V betreffende de beoordeling van de milieueffecten;

Gelet op het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het advies van de Wateradviescommissie, gegeven op 8 januari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 oktober 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 januari 2011;

Gelet op het advies uitgebracht op 5 maart 2009 door de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) over het verslag over de strategische milieuevaluatie van dit programma;

Gelet op het openbaar onderzoek dat van 5 januari tot en met 19 februari 2009 heeft plaatsgevonden;

Gelet op het advies nr. 46.502/4 van de afdeling wetgeving van de Raad van State, uitgebracht op 20 mei 2009 overeenkomstig artikel 84, § 3, van gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 betreffende de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen omgezet.

Art. 2. Hoofdstuk IV van Titel VII van Deel II van het regelgevende deel van het Waterwetboek met als opschrift « Duurzaam beheer van stikstof in de landbouw » wordt vervangen door hoofdstuk IV luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — *Duurzaam beheer van stikstof in de landbouw*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen en doelstellingen

Art. R. 188. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° « bestuur » : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° « uitgevoerde organische stikstof » : de organische stikstof voortgebracht door de dieren van het landbouwbedrijf en die tijdens één jaar het bedrijf verlaten via een transactie die onder een spreidingscontract valt;

3° « ingevoerde organische stikstof » : de organische stikstof die niet door het bedrijf voortgebracht wordt en die tijdens één jaar in het bedrijf binnenkomt in de vorm van een organische meststof;

4° « voortgebrachte organische stikstof » : de organische stikstof die over één jaar voortgebracht wordt door het vee op het landbouwbedrijf;

5° « potentieel uitspoelbare stikstof » : hoeveelheid nitraatstikstof in de bodem tijdens de herfst, die tijdens de winter uit de wortelzone kan worden gespoeld;

6° « stikstofverbinding » : elke stikstof (N) bevattende stof, met uitzondering van gasvormige moleculaire stikstof (N₂). Een onderscheid dient te worden gemaakt tussen :

a) « minerale stikstof » (Nmin.) : de stikstof in de vorm van een minerale meststof;

b) « organische stikstof » (Norg.) : de stikstof in de vorm van een organische meststof;

c) « totale stikstof » : de som van de organische stikstof en van de minerale stikstof;

7° « spreidingscontract » : contract waarbij het overbrengen van organische meststoffen van een landbouwer naar een derde geregeld wordt;

8° « nitraat vasthoudend tussengewas » : bodembedekkende beplanting die dankzij de opname van nitraten door de wortels voorkomt dat de nitraten op het akkerland waarop de lentegewassen aangebracht zullen worden, tijdens het herfst- en het winterseizoen in de ondergrond percoleren;

9° « oppervlakteaangifte » : het formulier bepaald door het bestuur, zoals omschreven in artikel 1, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

10° « richtlijn » : de Europese Richtlijn nr. 91/676/EG van de Europese Gemeenschappen inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

11° « dierlijke mest » of « meststoffen » : organische meststof uit de landbouw, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere samenstellende delen zoals stalstro, zelfs na verwerking. Onder dierlijke mest wordt inzonderheid verstaan :

a) « mest » : een vast mengsel van stalstro, urine en dierlijke uitwerpselen, met uitzondering van aalt van pluimvee;

b) « zachte mest » : mest waarvan de hoop opgesteld is in een ruimte zonder enige hindernis, die gemiddeld niet hoger mag reiken dan meer dan 65 centimeter, ongeacht de neergelegde hoeveelheid. Onder gemiddelde hoogte wordt de hoogte van de hoop in de vorm van zwad verstaan;

c) « aalt » : een mengsel van feces en urine, in vloeibare of brijachtige vorm;

d) « gier » : uitsluitend urine, al dan niet verdund, die uit de verblijfplaats van de dieren of van de mestvaalt wegvloeit;

e) « aalt van pluimvee » : pluimveemest en -uitwerpselen;

f) « pluimveemest » : uitwerpselen van pluimvee, gemengd met stalstro (meer bepaald houtkrullen of stro);

g) « pluimveeuitwerpselen » : zuivere uitwerpselen van pluimvee;

h) « mestcompost » : mest die op een geschikte wijze mechanisch is verlucht, waardoor de aërobe afbraak mogelijk wordt; mest wordt als gecomposteerd beschouwd zodra de mesttemperatuur, na meer dan 60 °C te hebben bereikt, opnieuw onder de 35 °C daalt;

12° « eutrofiëring » : de verrijking van het water door inzonderheid stikstofverbindingen, die leidt tot een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen met als gevolg een verstoring van de normale werking van het aquatisch ecosysteem en een verslechtering van de waterkwaliteit;

13° « landbouwbedrijf » of « bedrijf » : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het geografische grondgebied van Wallonië, op autonome wijze beheerd door één landbouwer;

14° « meststof » : elke stof die één of meer stikstofverbindingen inhoudt en bestemd is voor de bemesting van de gewassen; de meststoffen worden onderverdeeld in organische meststoffen en minerale meststoffen :

a) « organische meststof » : elke meststof die verkregen wordt vanuit organische grondstoffen, met uitzondering van overblijfselen van gewassen die na de oogst op het veld zijn blijven liggen; de organische meststoffen zijn onderverdeeld in twee categorieën :

- « organische meststoffen met een snelle werking » : organische meststoffen die gekenmerkt worden door een hoog stikstofaandeel dat na spreiding snel beschikbaar is; het betreft meer bepaald aalt, gier, aalt van pluimvee en afvloeiisel;

- organische meststoffen met een trage werking » : organische meststoffen die gekenmerkt worden door een laag stikstofaandeel op het ogenblik waarop ze gespreid worden; het betreft meer bepaald runder- en varkensmest, alsmede mestcompost.

De producten die niet onder de twee hierboven vermelde categorieën vallen, worden al naar gelang in één van beide categorieën ondergebracht door het bestuur;

- b) « minerale meststof » : elke meststof die niet-organisch is; ureum wordt gelijkgesteld met een minerale stikstof;
- 15° « vochtige pluimveemest » : vochtige pluimveemest waarvan het percentage droge stof kleiner dan of gelijk is aan 35 %;
- 16° « mestvaalt » : gebetonnerde en waterdichte mestbewaarplaats, met uitzondering van de stallen en de verblijfplaats van de dieren;
- 17° « afvloei » : vloeistof uit de landbouwbedrijvigheid, met uitzondering van gier en aalt, die een aandeel zou kunnen hebben in de verontreiniging van het water door nitraat en die afvloeit uit diens productie- of bewaarplaats; regenwater wordt niet als afvloeisel beschouwd;
- 18° « erkend laboratorium » : laboratorium dat voldoet aan de vereisten verwoord in het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R. 220 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;
- 19° « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor het Waterbeleid;
- 20° « Ministers » : de Ministers van het Waalse Gewest bevoegd voor het Waterbeleid en/of voor het Landbouwbeleid;
- 21° « perceel » of « landbouwperceel » : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teeltcyclus;
- 22° « vervangingsperceel » : perceel geselecteerd door de administratie, dat de monsterneming kan aanvullen als de monsterneming op een voorheen voor de bodembemonstering geselecteerd perceel moeilijk of zinloos blijkt of bij een verzoek van de landbouwer om een nieuwe monsterneming overeenkomstig artikel 4, § 5;
- 23° « jaarlijkse bodembemonsteringsperiode » of « periode » : herfstperiode waarin de bodembemonsteringen verricht worden op de landbouwpercelen met het oog op de dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof;
- 24° « nitraatverontreiniging » : het rechtstreeks of onrechtstreeks lozen van stikstofverbindingen uit agrarische bronnen in het aquatisch milieu, waardoor de gezondheid van de mens in gevaar kan worden gebracht, de levende rijkdommen en het aquatisch ecosysteem kunnen worden geschaad;
- 25° « permanent weiland » : grond met een vegetatie van grassen of andere overblijvende kruidachtige voedergewassen die gedurende ten minste vijf jaar niet in de vruchtwisseling van het bedrijf wordt opgenomen;
- 26° « stikstofprofiel » : meting van de hoeveelheid nitraatstikstof in de bodem, uitgevoerd volgens een methode waarbij de potentieel uitspoelbare stikstof gemeten kan worden als die meting in de herfst wordt uitgevoerd;
- 27° « stalhouding » : wijze waarop de dieren in de gebouwen gehuisvest worden; daaronder wordt inzonderheid verstaan :
- a) de « stalhouding op een roostervloer of de gekluisterde stalhouding op roosters » : het huisvesten van de dieren zonder stalstro, gekenmerkt door het verzamelen in een daartoe voorziene tank van alle zuivere dierlijke uitwerpselen in vorm van aalt;
- b) de « gekluisterde stalhouding met strobed » : wijze waarop de dieren op een strobed gehuisvest worden, gekenmerkt door het kluisteren ervan, het verzamelen van mest en afvloeisel uit de stal dat met gier gelijk wordt gesteld;
- c) de « stalhouding met halve strobedekking » : wijze waarop de dieren niet gekluisterd gehuisvest worden met een voederruimte waarin aalt voortgebracht wordt en een ligruimte waarin mest voortgebracht wordt;
- d) de « stalhouding op een strobed of op stalstro » : wijze waarop de niet gekluisterde dieren in een van stalstro voorziene stal gehuisvest worden, gekenmerkt door het verzamelen van droge mest opgehoopt door het verblijf van de dieren;
- 28° « opslag op de hoeve » : opslagplaats die dichtbij de productieplaats of de gebouwen van de hoeve ligt;
- 29° « opslag op het veld » : opslagplaats die verwijderd is van de productieplaats of van de gebouwen van de hoeve, zodat vervoer nodig is;
- 30° « gebruikte landbouwoppervlakte » : de totale oppervlakte ingenomen door akkerland, blijvende weiden en weiden, de oppervlakten voor de blijvende gewassen en de gezinstuin;
- 31° « grondgebondenheidscijfer » (LS) : breukgetal waarmee voor een landbouwbedrijf de verhouding over één jaar uitgedrukt wordt tussen de organische-stikstofbewegingen en de maximumhoeveelheden organische stikstof die op de gronden van het bedrijf gespreid kunnen worden. In dit hoofdstuk wordt een onderscheid gemaakt tussen : het bedrijfsinterne grondgebondenheidscijfer (LSI of LS-Interne), waarbij de in het bedrijf voortgebrachte stikstof in rekening genomen wordt; het globale grondgebondenheidscijfer (LSG of LS-Global) waarbij alle organische-stikstofverbindingen die op het bedrijf binnenkomen of die het bedrijf verlaten, zoals de spreidingscontracten tussen landbouwers, de in de landbouw gevaloriseerde organische stoffen in rekening gebracht worden; het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden (LSZv of LS-Zone vulnérable);
- 32° « gehalte aan droge stof » (MS) : verhouding tussen het gewicht van de stof na droging tegen 105 °C en het gewicht van de verse stof, verkregen volgens een in een laboratorium gebruikte methode;
- 33° « akkerland » : de gezamenlijke bebouwbare oppervlakten, weideland uitgesloten.
- Art. R. 189. Dit hoofdstuk beoogt :
- 1° de waterverontreiniging door of ten gevolge van nitraten uit agrarische bronnen te verminderen;
- 2° elke nieuwe verontreiniging door bedoelde stof te voorkomen;
- 3° een duurzaam beheer van stikstof en van humus in de bodem te begunstigen in de landbouw.

Afdeling 2. — Kwetsbare gebieden en actieprogramma

Art. R. 190. Om het water tegen de nitraatverontreiniging te beschermen, wijst de Minister op het grondgebied van het Waalse Gewest kwetsbare gebieden aan.

Art. R. 191. De kwetsbare gebieden worden volgens hiernavolgende criteria bepaald :

1° voor het oppervlaktewater dat een nitraatconcentratie bevat of dreigt te bevatten dat hoger ligt dan 50 milligram per liter als de maatregelen bepaald in artikel R.192 niet worden getroffen, gaat het om de delen van het grondgebied die de verontreiniging van bedoeld oppervlaktewater door nitraten veroorzaken of daartoe bijdragen;

2° voor het grondwater dat een nitraatconcentratie bevat of dreigt te bevatten dat hoger ligt dan 50 milligram per liter als de maatregelen bepaald in artikel R. 192 niet worden getroffen, gaat het om de delen van het grondgebied die de verontreiniging van bedoeld grondwater door nitraten veroorzaken of daartoe bijdragen;

3° voor de natuurlijke zoetwatermeren en de andere zoetwatermassa's, de estuaria en het kust- of zeewater die in een nabije toekomst geëutrofeerd worden of dreigen te worden als de maatregelen bepaald in artikel R. 192 niet worden getroffen, gaat het om de delen van het grondgebied die de verontreiniging van bedoelde natuurlijke zoetwatermeren of andere zoetwatermassa's, estuaria en kust- of zeewater door nitraten veroorzaken of daartoe bijdragen.

Bij de toepassing van de criteria bedoeld in het eerste lid houdt de Minister eveneens rekening met :

1° de fysische en milieukenmerken van het water, de bodem en de ondergrond;

2° de huidige kennisstand inzake het gedrag van de stikstofverbindingen in het water, de bodem en de ondergrond;

3° de huidige kennisstand inzake de impact van de maatregelen getroffen overeenkomstig artikel R. 192.

Art. R. 192. § 1. Het actieprogramma is van toepassing op de bedrijven en delen van bedrijven die zich in een kwetsbaar gebied bevinden.

Het bestaat erin, de voorwaarden die van toepassing zijn op het beheer van stikstof in de landbouwbeoefening in kwetsbare gebieden overeenkomstig dit hoofdstuk na te leven.

§ 2. Het actieprogramma wordt minstens om de vier jaar aan een nieuw onderzoek onderworpen en indien nodig herzien.

Bij bedoelde herzieningen die verricht worden overeenkomstig artikel R. 230, kunnen verschillende programma's vastgesteld worden voor verschillende kwetsbare gebieden of delen ervan.

§ 3. Voor elk kwetsbaar gebied stelt de Minister een situatie-overzicht van het actieprogramma vast waarmee de doeltreffendheid ervan geëvalueerd wordt. Dat overzicht wordt jaarlijks aangevuld door het bestuur, dat het jaarlijks tegen 30 juni aan de Minister overmaakt.

Bedoeld situatie-overzicht bestaat minstens uit de volgende bestanddelen :

1) de opslag van organische meststoffen;

2) het grondgebondenheidscijfer van de bedrijven;

3) de spreidingscontracten en de meststoffenbewegingen;

4) de potentieel uitspoelbare stikstof, de evolutie van de waterverontreiniging door nitraten en de eutrofiëring.

*Afdeling 3. - Voorwaarden geldend voor het beheer van stikstof in de landbouw op het hele grondgebied van het Gewest**Onderafdeling 1. — Opslag en hantering van meststoffen, dierlijke mest, plantaardig materiaal en afvloeisel in het Waalse Gewest*

Art. R. 193. Elke rechtstreekse lozing van meststoffen en afvloeisel in de ondergrond, in een openbare riool of in oppervlaktewater is verboden.

Art. R. 194. Het eventuele afvloeisel van opgeslagen plantaardig materiaal mag noch de riolering, noch het grond- of oppervlaktewater bereiken en dient ofwel opgeslagen ofwel door middel van een absorberende stof te worden opgevangen.

Art. R. 195. De opslag van dierlijke mest op het veld voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° met uitzondering van de mest waarvan in bijlage XXII vermeld is dat hij rechtstreeks op het veld opgeslagen kan worden, wordt mest vooraf opgeslagen op de mestvaalt, overeenkomstig artikel R. 197. De capaciteit van die mestvaalt maakt de opslag tijdens een minimumperiode van drie maanden mogelijk;

2° elke mestopslagplaats die niet ingericht is overeenkomstig artikel R.197 moet na afloop van een maximumperiode van acht maanden worden geruimd;

3° de mestopslag is verboden op een oppervlakte die sinds minder dan één jaar is geruimd, en op minder dan tien meter van de uiterste limiet van bedoelde oppervlakte;

4° er mag geen elke mestbewaarplaats op het veld worden aangelegd op het laagste punt van een glooiing, noch op minder dan twintig meter van oppervlaktewater, noch van een aansluitpunt voor waterwinning, noch van een piëzometer, noch van een inlaat van de openbare riolering; die afstand mag tot tien meter worden teruggebracht indien het afvloeisel wegens de topografie van de plaats of een specifieke voorziening onmogelijk naar die punten af kan vloeien;

5° het eventuele afvloeisel uit bedoelde bewaarplaats mag noch het oppervlaktewater, noch een aansluitpunt voor waterwinning, noch een piëzometer noch een inlaat van de openbare riolering bereiken;

6° op het veld kan de dierlijke mest eveneens op een mestvaalt worden opgeslagen.

Art. R. 196. Indien er geen opslagaccommodatie op het veld is aangelegd overeenkomstig artikel R. 198, beantwoordt de opslag van de aalt van pluimvee op het veld aan volgende voorwaarden :

1° de opslag op het veld van aalt van pluimvee die gekenmerkt is door een gehalte aan droge stoffen dat lager is dan 55 %, is verboden;

2° elke opslagplaats voor pluimvee die niet ingericht is overeenkomstig artikel R. 200 moet na afloop van een maximumperiode van acht maanden worden geruimd;

3° elke opslagplaats voor zuivere pluimveemest wordt geruimd na afloop van een maximumperiode van één maand;

4° de opslag van aalt van pluimvee is verboden op een oppervlakte die sinds minder dan één jaar is geruimd, en op minder dan tien meter van de uiterste limiet van bedoelde oppervlakte;

5° er mag geen enkele bewaarplaats voor aalt van pluimvee op het veld worden aangelegd op het laagste punt van een glooiing, noch op minder dan twintig meter van oppervlaktewater, noch van een aansluitpunt voor waterwinning, noch van een piëzometer, noch van een inlaat van de openbare riolering; die afstand mag teruggebracht worden tot tien meter als het afvloeisel wegens de topografie van de plaats of een specifieke voorziening onmogelijk naar die punten af kan vloeien; het eventuele afvloeisel uit bedoelde bewaarplaats mag noch het oppervlaktewater, noch een aansluitpunt voor waterwinning, noch een piëzometer noch een inlaat van de openbare riolering bereiken;

6° op het veld kan de aalt van pluimvee eveneens worden opgeslagen op een van een betonlaag voorziene waterdichte oppervlakte zoals nader bepaald in artikel R. 198.

Art. R. 197. § 1. Op de hoeve wordt de dierlijke mest opgeslagen op een waterdichte, van een betonlaag voorziene mestvaalt met een voldoende oppervlakte en uitgerust met een voldoende, waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen en het tegenhouden van afvloeisel.

§ 2. Op geen enkel ogenblik mag meer dan 3 m³ dierlijke mest per m² mestvaalt worden opgeslagen.

§ 3. Indien de mestvaalt volledig overdekt is, kan de nodige opslagoppervlakte met één kwart worden verminderd, zodat er op geen enkel ogenblik meer dan 4 m³ dierlijke mest per m² mestvaalt worden opgeslagen.

§ 4. De afmetingen van de oppervlakte van de mestvaalt worden vastgesteld op grond van de gegevens vermeld in de tabel van bijlage XXII.

§ 5. Voor de opvang van afvloeisel uit mestvaalten is een capaciteit van 220 liter per m² mestvaalt vereist als de oppervlakte niet helemaal overdekt is. Bedoelde capaciteit kan verminderd worden tot 150 liter per m² als er in de stal overeenkomstig artikel R. 199 een terugwinningssysteem voor gier bestaat.

§ 6. De opslagplaats voor gier en de tanks voor de opvang van afvloeisel uit bedoelde mestvaalten worden zodanig ingericht dat het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemel- of dakwater voorkomen wordt.

§ 7. De afmetingen vastgesteld in de paragrafen 4 en 5 kunnen gewijzigd worden, na een schriftelijke en met redenen omkleed verzoek van de betrokken landbouwer. Dat verzoek wordt bij het landbouwbestuur ingediend bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarop een vaste dagtekening aan de zending verleend wordt.

Bedoeld verzoek tot wijziging moet gegrond zijn op de plaatselijke klimaatomstandigheden, de samenstelling en de omvang van het veebestand, op de soorten stallingswijzen, op de soorten voortgebrachte mest, op de hantering van de dierlijke mest, op de eventuele verwerking ervan en op het eventuele gebruik van een onweersbekken, van procédés voor de zuivering van afvloeisel of de opslag op het veld.

Het landbouwbestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid van het verzoek wordt beslist aan de verzoeker binnen vijftien dagen vanaf de dag waarop het verzoek is ingediend, in toepassing van het eerste lid. Het verzoek wordt behandeld en het landbouwbestuur treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in het tweede lid, binnen de drie maanden na kennisgeving van de beslissing waarbij verklaard wordt dat het dossier volledig is.

§ 8. Zachte mest mag enkel op de mestvaalt opgeslagen worden indien er een andere soort mest bij wordt gevoegd. Zoniet wordt er een voorziening aangelegd om de vloeibare en de vaste fase te scheiden en op te slaan, met de vereiste volumes.

§ 9. Zachte mest die niet overeenkomstig § 8 wordt opgeslagen, wordt in een tank opgeslagen.

Art. R. 198. § 1. Op de hoeve wordt de aalt van pluimvee opgeslagen op een waterdichte, van een betonlaag voorziene mestvaalt met een voldoende oppervlakte. Bedoelde opslagplaats moet uitgerust zijn met een voldoende, waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen en het tegenhouden van afvloeisel.

§ 2. Indien vochtige pluimveemest wordt opgeslagen, dient de opslagplaats helemaal overdekt te zijn.

§ 3. Op geen enkel ogenblik mag meer dan 3 m³ aalt van pluimvee per m² mestvaalt worden opgeslagen.

§ 4. Indien de opslagplaats volledig overdekt is, kan de nodige opslagoppervlakte met één kwart worden verminderd, zodat er op geen enkel ogenblik meer dan 4 m³ aalt van pluimvee per m² opslagplaats worden opgeslagen.

§ 5. De afmetingen van de oppervlakte van de opslagplaats worden vastgesteld op grond van de gegevens vermeld in de tabel van bijlage XXII.

§ 6. Voor de opvang van afvloeisel uit opslagplaatsen is een capaciteit van 220 liter per m² opslagplaats vereist als de oppervlakte niet helemaal overdekt is.

§ 7. De opslagplaats voor aalt van pluimvee en de tanks voor de opvang van afvloeisel uit bedoelde plaatsen worden zodanig ingericht dat het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemel- of dakwater voorkomen wordt.

§ 8. De afmetingen vastgesteld in de paragrafen 5 en 6 kunnen gewijzigd worden, na een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek van de betrokken landbouwer. Dat verzoek wordt bij het landbouwbestuur ingediend bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarop een vaste dagtekening aan de zending verleend wordt.

Bedoeld verzoek tot wijziging is gegrond op de plaatselijke klimaatomstandigheden, de samenstelling en de omvang van het pluimveebestand, op de soorten huisvesting, op de soorten voortgebrachte aalt, op de hantering ervan, op de eventuele verwerking ervan en op het eventuele gebruik van een onweersbekken, van procédés voor de zuivering van afvloeisel of de opslag op het veld.

Het landbouwbestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid van het verzoek wordt beslist aan de verzoeker binnen vijftien dagen vanaf de dag waarop het verzoek is ingediend, in toepassing van het eerste lid. Het verzoek wordt behandeld en het Landbouwbestuur treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in het tweede lid, binnen de drie maanden na kennisgeving van de beslissing waarbij verklaard wordt dat het dossier volledig is.

Art. R. 199. § 1. De opslag van aalt en gier beantwoordt aan volgende voorwaarden :

1° zij worden opgeslagen in waterdichte accommodaties met een voldoende capaciteit, zonder overlooppijp zodat zij niet afvloeien naar de externe omgeving;

2° de opslagaccommodatie wordt zodanig ingericht dat het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemel- of dakwater voorkomen wordt;

3° om de spreidingsperiodes bedoeld in artikel R. 205 vlot na te kunnen leven, dient de opslagaccommodatie voor aalt en gier de opslag tijdens minstens zes maanden mogelijk te maken.

§ 2. De afmetingen van bedoelde accommodatie wordt bepaald op grond van de gegevens vermeld in de tabel van bijlage XXII.

§ 3. De afmetingen vastgesteld in vorige paragraaf kunnen gewijzigd worden, na een schriftelijke en met redenen omkleed verzoek van de betrokken landbouwer. Dat verzoek wordt bij het landbouwbestuur ingediend bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarop een vaste dagtekening aan de zending verleend wordt.

Bedoeld verzoek tot wijziging is gegrond op de plaatselijke klimaatomstandigheden, de samenstelling en de omvang van het veebestand, op de soorten huisvesting, op de soorten voortgebrachte dierlijke mest, op de hantering ervan en op de eventuele verwerking ervan.

Het landbouwbestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid van het verzoek wordt beslist aan de verzoeker binnen vijftien dagen vanaf de dag waarop het verzoek is ingediend, in toepassing van het eerste lid. Het verzoek wordt behandeld en het Landbouwbestuur treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in het tweede lid, binnen de drie maanden na kennisgeving van de beslissing waarbij verklaard wordt dat het dossier volledig is.

Art. R. 200. § 1. Elke opslagaccommodatie voor dierlijke mest moet waterdicht zijn.

§ 2. De technische voorschriften die de waterdichtheid waarborgen, worden nader bepaald door de Minister van Landbouw.

§ 3. Indien er twijfels bestaan omtrent de waterdichtheid van de opslagaccommodatie voor dierlijke mest, kan het bestuur ze bij elk middel dat het nuttig acht aan een verificatie onderwerpen.

Art. R. 201. De artikelen R. 197, R. 198, R. 199 en R. 200 zijn niet van toepassing op de bedrijven die niet ingedeeld zijn krachtens de regelgeving betreffende de milieuvergunning.

Onderafdeling 2. — Spreiding van de meststoffen

Art. R. 202. § 1. Het spreiden van meststoffen is verboden op minder dan zes meter van oppervlaktewater. Die afstand van zes meter wordt berekend vanaf de hoge oever of het talud dat aan dat oppervlaktewater grenst.

§ 2. Het spreiden van meststoffen is verboden :

1° op een besneeuwde bodem;

2° op een waterverzadigde bodem;

3° op zuivere peulgewassen (fabaceae);

4° tijdens de tussenteelt die voorafgaat aan of volgt op het inzaaien of aanplanten van peulgewassen; behalve als voor de spreiding een bemestingsadvies wordt opgesteld op grond van stikstofprofielen, goedgekeurd door de begeleidingsstructuur overeenkomstig artikel R. 229.

Art. R. 203. § 1. Onverminderd artikel R. 223 is het spreiden van organische meststoffen met een snelle werking en van minerale meststoffen verboden op een besneeuwde bodem waarvan de aan de oppervlakte gemeten temperatuur negatief is tijdens minstens 24 uur zonder onderbreking.

§ 2. Onverminderd artikel R. 224 is het spreiden van organische meststoffen met een snelle werking verboden op grond die niet bedekt is met planten, ongeacht de helling, behalve als de dierlijke mest opgenomen wordt binnen de 24 uur nadat hij aangebracht is.

§ 3. Op akkerland is het spreiden van organische meststoffen verboden op bodems met een hellingsgraad van meer dan 15 pct.

Art. R. 204. De spreiding wordt verricht door middel van geschikt en goed werkend materieel.

Art. R. 205. De spreidingsperiodes zoals voorgesteld in bijlage XXIII worden op volgende wijze gereguleerd :

1° op akkerland

Het spreiden van minerale meststoffen, van organische meststoffen met een snelle werking en van zachte mest is verboden van 16 oktober tot 15 februari.

Van 1 juli tot en met 15 oktober is de spreiding van organische meststoffen enkel toegelaten op ingegraven stro tot maximum 80 kg stikstof per hectare of op percelen bestemd voor wintergewassen die in de herfst zijn aangeplant of voor « nitraat vasthoudende » gewassen.

Het « nitraat vasthoudend gewas » bevat geen peulgewas. Het wordt vóór 15 september aangeplant en na 15 november vernietigd. Bedoelde bodembedekkende beplanting wordt zo spoedig mogelijk na de voorafgaande oogst aangebracht en bedekt de bodem ten belope van minstens 75 % op een bepaald tijdstip in de groei, behalve bij uitzonderlijke weersomstandigheden.

2° Op weideland

Het spreiden van minerale meststoffen, van organische meststoffen met een snelle werking, uitgezonderd teruggave aan de bodem door het vee tijdens het weiden, en van zachte mest is verboden van 16 oktober tot 31 januari.

Indien de weersvoorspellingen de inachtneming van de artikelen R. 202 en R. 203 mogelijk maken, is de spreiding van organische meststoffen met een snelle werking en van zachte mest evenwel toegelaten van 16 januari tot 31 januari tot maximum 80 kg stikstof per hectare.

Onderafdeling 3. — Maximumhoeveelheden spreidbare stikstof

Art. R. 206. De spreiding van meststoffen wordt enkel toegelaten voor het dekken van de fysiologische stikstofbehoefte van de planten, waarbij erover gewaakt wordt dat het verlies van nutriënten beperkt wordt.

Art. R. 207. § 1. Op weideland mag de totale stikstofaanbreng over één jaar nooit 350 kg per hectare overschrijden, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt.

§ 2. Met het oog op verificatie door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu is elk landbouwbedrijf ertoe verplicht de documenten te bewaren met betrekking tot de aankoop of de levering van minerale meststoffen vanaf 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het lopende kalenderjaar.

§ 3. De maatregelen bedoeld in § 2 van dit artikel zijn niet van toepassing op de bedrijven die niet ingedeeld zijn krachtens de regelgeving betreffende de milieuvergunning.

Art. R. 208. § 1. De aanbreng van minerale meststoffen op akkerland wordt zodanig beperkt dat de totale hoeveelheid aangebrachte stikstof over één jaar, rekening houdend met de stikstofaanbreng door organische meststoffen, 250 kg per hectare akkerland als gemiddelde voor één bedrijf, niet overschrijdt.

§ 2. Met het oog op verificatie door het bestuur is elk landbouwbedrijf ertoe verplicht de documenten te bewaren met betrekking tot de aankoop of de levering van minerale meststoffen vanaf 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het lopende kalenderjaar.

§ 3. De maatregelen bedoeld in § 2 van dit artikel zijn niet van toepassing op de bedrijven die niet ingedeeld zijn krachtens de regelgeving betreffende de milieuvergunning.

Art. R. 209. Onverminderd de inachtneming van artikel R. 213, § 1, mag de aanbreng van organische stikstof over één jaar en voor de gehele aangegeven landbouwoppervlakte van het bedrijf al naar gelang zijn bestemming als akker- of weideland het gemiddelde van 115 kg per hectare akkerland en het gemiddelde van 230 kg per hectare weideland met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, niet overschrijden.

Art. R. 210. § 1. Op een gegeven perceel en onverminderd de inachtneming van artikel R. 209 worden de organische meststoffen in dusdanige verhoudingen gespreid dat de gemiddelde aanbreng van organische stikstof over de twee tot vijf opeenvolgende jaren waarin bedoeld perceel in bedrijf is als akker- of weideland, volgende waarden over één jaar niet overschrijdt :

- a) 115 kg per hectare akkerland;
- b) 230 kg per hectare weideland.

§ 2. De maximaal aanbreng van organische stikstof per perceel akkerland over één jaar wordt bepaald op 230 kg organische stikstof per hectare.

Onderafdeling 4. — Grondgebondenheidscijfer

Art. R. 211. § 1. Het bedrijfsinterne grondgebondenheidscijfer (LSI of LS-Interne) wordt volgens hiernavolgende formule berekend :

$$\text{LSI-Interne} = \text{Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.)} / ([\text{weideoppervlakte van het bedrijf (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [(\text{akkerlandoppervlakte van het bedrijf (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha}))])$$

§ 2. Jaarlijks tegen 30 april worden de landbouwers op grond van de meest recente beschikbare gegevens door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingelicht over de waarde van hun bedrijfsinterne grondgebondenheidscijfer.

§ 3. Zodra het bedrijf een intern grondgebondenheidscijfer laat optekenen dat hoger is dan de eenheid, is de landbouwer ertoe verplicht één spreidingscontract of spreidingscontracten te sluiten overeenkomstig artikel R. 212 of elke daad te stellen waardoor het interne grondgebondenheidscijfer opnieuw aan de eenheid gelijk wordt of onder de eenheid daalt.

Onderafdeling 5. — Spreidingscontracten

Art. R. 212. § 1. Elke overdracht van organische meststoffen naar een landbouwbedrijf maakt het voorwerp uit van een spreidingscontract.

§ 2. De landbouwer kan spreidingscontracten aangaan met derden om zich te schikken naar artikel R. 211, § 3, voor zover het globale grondgebondenheidscijfer van zijn bedrijf (LSG of LS-Global) onder de eenheid of gelijk aan de eenheid blijft. De contracten dienen ten minste over één jaar te lopen.

§ 3. Het globale grondgebondenheidscijfer van het bedrijf wordt volgens hiernavolgende formule berekend :

$$\text{LS-Global} = (\text{Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.)} + \text{Ingevoerde organische stikstof (kgNorg.)} - \text{Uitgevoerde organische stikstof (kgNorg.)}) / ([\text{weideoppervlakte van het bedrijf (ha)} \times 230(\text{kgNorg./ha})] + [(\text{akkerlandoppervlakte van het bedrijf (ha)} \times 115(\text{kgNorg./ha}))])$$

§ 4. Jaarlijks tegen 30 april worden de betrokken landbouwers op grond van de meest recente beschikbare gegevens door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingelicht over de waarde van het globale grondgebondenheidscijfer van hun bedrijf.

§ 5. In de valoriseringscontracten worden minstens volgende uitvoeringswijzen opgenomen :

- a) de verbintenis door de contractpartners om alle voorschriften die hen betreffen inzake het stikstofbeheer na te leven;
- b) de hoeveelheid organische stikstof die in het contract wordt bepaald (en diens equivalent in hoeveelheden organische meststoffen), evenals de duur van het contract;
- c) de modaliteiten die bepaald zijn bij contractbreuk, bij niet-naleving van het contract of in geval van geschil tussen de partijen;
- d) de bijwerking en terbeschikkingstelling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, tegen 30 april van elk jaar door de contractpartners, van een boekhouding van de overdrachten voor het afgelopen landbouwjaar. Voor de boekhouding van de overdrachten wordt een document opgemaakt dat door de bij het of de contracten betrokken partijen ondertekend wordt en waarin de informatie over de verrichte overdrachten is opgenomen.

§ 6. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering en de controle van de goede uitvoering van de spreidingscontracten.

§ 7. Elk spreidingscontract wordt in drie exemplaren opgemaakt, één voor de landbouwer, één voor de derde en één voor het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, dat door de cedent wordt overgemaakt, uiterlijk één maand na ondertekening ervan.

Afdeling 4. — Bijkomende voorwaarden die toepasselijk zijn op het beheer van stikstof in landbouw in kwetsbare gebieden

Onderafdeling 1. — Grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden

Art. R. 213. § 1. In de kwetsbare gebieden mag de aanbreng van organische stikstof op de betrokken oppervlakten van het bedrijf over één jaar en voor de gehele gebruikte landbouwoppervlakte van het bedrijf het gemiddelde van 170 kg per hectare gebruikt akkerland niet overschrijden.

§ 2. Voor de bedrijven die minstens één perceel in een kwetsbaar gebied bezitten, wordt het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden van het bedrijf (LSZv) volgens deze formule berekend :

LS-Kwetsbaar gebied = (Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.) + Ingevoerde organische stikstof (kgNorg.) - Uitgevoerde organische stikstof (kgNorg.)) / ([gebruikte landbouwoppervlakte van het bedrijf in kwetsbare gebieden (ha) X 170 (kgNorg./ha)] + [weideoppervlakte van het bedrijf buiten kwetsbare gebieden (ha) X 230 (kgNorg./ha)] + [akkerlandoppervlakte van het bedrijf buiten kwetsbare gebieden (ha) x 115(kgNorg./ha)]).

§ 3. Het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden moet lager zijn dan of gelijk zijn aan een eenheid.

§ 4. Jaarlijks tegen 30 april worden de betrokken landbouwers op grond van de meest recente beschikbare gegevens door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingelicht over de waarde van het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden van hun bedrijf.

Onderafdeling 2. — Opvolging van de bedrijven door metingen van potentieel uitspoelbare stikstof

Art. R. 214. § 1. Het landbouwbestuur controleert jaarlijks landbouwbedrijven onder de bedrijven die een deel of het geheel van hun landbouwoppervlakte in kwetsbaar gebied ligt.

§ 2. In de gecontroleerde landbouwbedrijven bepaalt het landbouwbestuur drie percelen waarin bodembemonsteringen worden verricht tussen 15 oktober en 30 november inbegrepen, met het oog op de dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof, en een vervangingsperceel.

Art. R. 215. § 1. De Minister bepaalt de voorwaarden voor de monsterneming en de verpakking van de monsters, evenals de analyse ervan door een erkend laboratorium.

§ 2. Het landbouwbestuur deelt aan het erkend laboratorium, belast met de analyse, de adresgegevens mee van de geselecteerde landbouwbedrijven, evenals de ligging van de percelen waarop de monsternemingen dienen te gebeuren, jaarlijks vóór 1 oktober.

Als het landbouwbestuur belast wordt met de bodembemonstering, brengt het het met de analyse belaste laboratorium daarvan op de hoogte.

De landbouwer wiens landbouwbedrijf geselecteerd is, wordt minstens zeven werkdagen vóór de datum van de monsterneming daarover ingelicht.

§ 3. De kosten voor de monsterneming, de verpakking en de analyse van het bodemmonster geselecteerd door het Landbouwbestuur worden door het bestuur gedragen.

§ 4. De uitslagen van de analyses worden door het erkend laboratorium overgemaakt aan de landbouwer en aan het bestuur binnen de tien werkdagen volgend op de monsterneming.

§ 5. Binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van de uitslagen van de analyse en uiterlijk 20 december van het jaar waarin de monsterneming plaatsvond, mag de landbouwer op eigen kosten monsters laten namen door een laboratorium van zijn keuze van één of meerdere percelen waarop voorheen monsters zijn genomen, met het oog op een tegensprekelijke analyse volgens de procedure bepaald in § 1. Het door de landbouwer gekozen erkend laboratorium brengt het Landbouwbestuur telefonisch met schriftelijke bevestiging op de hoogte van de voorziene datum voor de tegensprekelijke monsterneming minstens vier werkdagen op voorhand. Het verneemt van het bestuur de ligging van de percelen waarop de monsters dienen te worden genomen. De uitslagen van de voor de landbouwer gunstigste analyses worden door het bestuur in overweging genomen.

De uitslagen van een tegensprekelijke analyse die niet wordt uitgevoerd volgens de procedure omschreven in deze paragraaf zijn van rechtswege nietig en kunnen niet door het bestuur in overweging worden genomen.

Art. R. 216. § 1. Op grond van de uitslagen van de « survey surfaces agricoles » waarvan sprake in artikel R. 232, gaat het bestuur voor elk perceel waarop een monsterneming is verricht na of de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof overeenstemt met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. De gemeten potentieel uitspoelbare stikstof wordt beschouwd als in overeenstemming zijnde met die goede praktijken indien hij de toegestane afwijking naleeft ten opzichte van de jaarlijkse referentiewaarde bepaald overeenkomstig artikel R. 232. De hoogst toegestane afwijking ten opzichte van de referentiewaarde boven welke de potentieel uitspoelbare stikstof niet conform wordt verklaard, wordt door de Minister bepaald.

§ 2. Voor een gegeven jaar wordt een landbouwbedrijf in overeenstemming verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen stikstofverontreiniging uit agrarische bronnen – « conform verklaard(e) » genoemd – indien minstens twee van de drie percelen waarop monsters zijn genomen een uitslag vertonen die beantwoordt aan § 1. In het tegenovergestelde geval wordt het betrokken landbouwbedrijf niet conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen – hierna « niet conform verklaard(e) » genoemd.

§ 3. Een voor een gegeven jaar niet conform verklaard landbouwbedrijf wordt onderworpen aan een waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstoffen overeenkomstig artikel R. 219.

Art. R. 217. § 1. Het bestuur deelt de landbouwer mee of zijn landbouwbedrijf conform al dan niet conform is en of elk individueel perceel waarop een monsterneming is geschied al dan niet conform is, uiterlijk op 28 februari volgend op de monsterneming.

§ 2. Bij gemotiveerd schrijven kan de landbouwer een administratief beroep aantekenen tegen deze mededeling binnen de dertig dagen na de mededeling van het bestuur. Dit beroep wordt bij het bestuur ingediend bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Dit beroep kan enkel met erkende uitzonderlijke weersomstandigheden worden gemotiveerd die op de betrokken plaats overheersten, of met uitzonderlijke teeltmoeilijkheden die zijn overkomen tijdens het beheer van het of de betrokken perceel (-elen), aangegeven op het overeenkomstig artikel R. 215, § 1 opgemaakt proces-verbaal van monsterneming.

De bewijslast van de waarachtigheid van de elementen die het beroep motiveren, rust op de landbouwer.

Het landbouwbestuur onderzoekt het beroep en treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in lid 2, binnen de drie maanden na ontvangst van het beroep.

Art. R. 218. Een landbouwbedrijf wordt niet conform verklaard voor het jaar van de monsterneming, ongeacht de uitslag van de percelen waarop eventuele monsternemingen zijn geschied, als de bodembemonstering voor de doeleinden van dit besluit door toedoen van de landbouwer of zijn rechthebbenden onmogelijk wordt gemaakt op één of meerdere percelen van het landbouwbedrijf, zelfs voor een eventuele monsterneming ter verificatie door of op vraag van het Landbouwbestuur.

Art. R. 219. § 1. Een landbouwbedrijf dat onderworpen is aan het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen wordt ertoe verplicht, alle nodige maatregelen te treffen voor de inachtneming van de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen. Daarvoor kan het in aanmerking komen voor steun en raad van de begeleidingsstructuur.

§ 2. De landbouwer wiens bedrijf onderworpen wordt aan het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen moet op eigen initiatief en op eigen kosten jaarlijks metingen van potentieel uitspoelbare stikstoffen laten uitvoeren overeenkomstig artikel 215, § 1, door een erkend laboratorium van zijn keuze op minstens drie percelen van zijn bedrijf, aangewezen door het Landbouwbestuur.

§ 3. Jaarlijks licht de landbouwer wiens bedrijf onderworpen wordt aan het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen het erkend laboratorium van zijn keuze in vóór 1 september. Het door de landbouwer gekozen erkend laboratorium deelt het Landbouwbestuur telefonisch met schriftelijke bevestiging minstens tien werkdagen op voorhand de datum voor de monsterneming mee, tussen 15 oktober en 10 december, en verneemt van het Landbouwbestuur de ligging van de percelen waarop de monsternemingen moeten geschieden.

§ 4. In het geval waarin de landbouwer nalaat een erkend laboratorium te kiezen of afziet van de uitvoering van de metingen van de potentieel uitspoelbare stikstoffen overeenkomstig artikel 215, 1, worden de potentieel uitspoelbare stikstoffen van zijn bedrijf niet conform verklaard voor het betrokken jaar.

§ 5. Het laboratorium maakt de uitslagen van de analyses over aan zijn opdrachtgever en aan het bestuur binnen de tien werkdagen volgend op de monsterneming.

§ 6. Binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de uitslagen van de analyses, kan de landbouwer op eigen kosten, een tegensprekelijke analyse laten uitvoeren volgens de nadere regels bedoeld in artikel 215, § 5.

§ 7. Het bestuur deelt de landbouwer mee of zijn bedrijf al dan niet conform is en of elk individueel perceel waarop een monsterneming is geschied al dan niet conform is, uiterlijk op 28 februari volgend op de monsterneming.

§ 8. Een waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstof wordt afgesloten wanneer het landbouwbedrijf conform wordt verklaard door het bestuur voor twee opeenvolgende jaarlijkse bemonsteringsperiodes.

Het afsluiten van het waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstof geeft recht op de terugbetaling door het bestuur van de kosten voor de monsterneming, de verpakking en de analyses van de bodemonsters van het waarnemingsprogramma voor de potentieel uitspoelbare stikstof. In dat geval verzoekt het bestuur de landbouwer uiterlijk op 28 februari volgend op de monsterneming de rekening van het erkende laboratorium voor die periode in te dienen.

Art. R. 220. § 1. De landbouwer wiens landbouwbedrijf niet conform wordt verklaard gedurende minstens drie al dan niet op elkaar volgende jaren tijdens éénzelfde waarnemingsprogramma voor potentieel uitspoelbare stikstof, is strafbaar met een administratieve geldboete. Die administratieve geldboete bedraagt 120 euro per hectare aangegeven landbouwoppervlakte van het betrokken landbouwbedrijf.

§ 2. De geldboete vastgesteld in § 1 wordt teruggebracht tot 40 euro per hectare aangegeven landbouwoppervlakte van het betrokken landbouwbedrijf indien tegelijk aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

- de landbouwer wint raad in bij de begeleidingsstructuur ingesteld bij artikel R. 229. vanaf het eerste jaar van het opvolgingsprogramma van de potentieel uitspoelbare stikstof. Dat wordt bewezen door het afschrift van het bemestingsplan uitgevoerd voor het eerste jaar van dat programma en aan het bestuur overgemaakt met het visum van de begeleidingsstructuur vóór 1 september van het eerste jaar van het opvolgingsprogramma.

- de potentieel uitspoelbare stikstoffen van het betrokken landbouwbedrijf verbeteren geleidelijk ten opzichte van de uitslagen van het jaar dat aanleiding gaf tot het instappen in het opvolgingsprogramma van de potentieel uitspoelbare stikstof. De Minister bepaalt de voorwaarden waarin die verbetering wordt vastgesteld.

§ 3. De geldboete vastgesteld in § 1 wordt teruggebracht tot 20 euro per hectare aangegeven landbouwoppervlakte van het betrokken landbouwbedrijf indien tegelijk aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

- de voorwaarden bepaald in § 2 worden nageleefd;

- de potentieel uitspoelbare stikstof van een aan een monsterneming onderworpen perceel waarop een risicogewas bebouwd werd het laatste jaar van de monsterneming voorafgaand aan de geldboete wordt conform verklaard. Als risicogewassen worden beschouwd, maïs, aardappel, groente, vlas en koolzaad.

§ 4. Voor elk bijkomend jaar van hetzelfde programma, al dan niet onmiddellijk volgend op een ander, waarin het landbouwbedrijf opnieuw niet conform wordt verklaard, worden de geldboeten bepaald in de §§ 1, 2 of 3 vermenigvuldigd met twee tegenover het bedrag van de voorgaande geldboete.

§ 5. Het totaalbedrag van de geldboete bepaald voor een landbouwbedrijf mag niet lager zijn dan € 50,00 en niet hoger zijn dan € 50.000,00 per jaar.

§ 6. Wanneer de leidend ambtenaar van de gewestelijke milieuadministratie of zijn afgevaardigde een administratieve sanctie ten aanzien van de overtreder wil opleggen, brengt hij hem ervan op de hoogte bij aangetekend schrijven. Binnen de tien dagen na de verzending, deelt de overtreder zijn opmerkingen schriftelijk mee of vraagt om een onderhoud met de leidend ambtenaar. De leidend ambtenaar van de gewestelijke milieuadministratie of zijn afgevaardigde geeft aan de overtreder kennis van zijn beslissing, bij aangetekend schrijven, na afloop van voornoemde termijn van 10 dagen, of, in voorkomend geval, binnen de 10 dagen na het verhoor van de overtreder.

De beslissing van de leidend ambtenaar van de gewestelijke milieudministratie of zijn afgevaardigde om een administratieve sanctie op te leggen heeft uitvoerende kracht op de vervaldatum van een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van kennisgeving ervan, behalve in geval van beroep van de overtreder voor de politierechtbank volgens de burgerlijke procedure zoals bedoeld in artikel D. 398 van dit Wetboek.

De door de leidend ambtenaar van de gewestelijke milieudministratie of zijn afgevaardigde opgelegde administratieve geldboete wordt gestort aan het Fonds voor Milieubescherming, afdeling « milieuwangedrag », binnen de termijn van 30 dagen die volgt op de dag waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven.

Het gebrek aan betaling van de geldboete binnen deze termijn of na een beslissing van de rechtbank die in kracht van gewijsde is gegaan, maakt het voorwerp uit van een eerste vervolging door de leidend ambtenaar belast met de invordering, door middel van een bevelschrift waarbij hij wordt aangemaand tot betaling op straffe van uitvoering bij beslag, overeenkomstig het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het bewaren beslag en de middelen tot tenuitvoerlegging. Het wordt bij deurwaardersexploot betekend, met bevel tot betaling.

Onderafdeling 3. — Andere voorwaarden die van toepassing zijn in de kwetsbare gebieden

Art. R. 221. § 1. Tegen 15 september wordt er in kwetsbare gebieden een bodembedekkend wintergewas, bestaande uit maximum 50 % peulgewassen, aangeplant in een verhouding van minstens 75 % van het akkerland waarop de oogst plaats heeft gevonden vóór 1 september en waarop een gewas aangeplant zal worden na 1 januari van het daaropvolgende jaar, vlas en erwit uitgezonderd. Als een bodembedekkend gewas niet gezaaid wordt, dekt het de bodem in verhouding van minstens 75 % op een bepaald tijdstip in de groei, behalve bij uitzonderlijke weersomstandigheden. Dat bodembedekkend gewas mag niet vernietigd worden vóór 15 november.

§ 2. In kwetsbare gebieden kunnen de Ministers voor een beperkt grondgebied en beperkte duur en bij specifieke dwingende weers-, landbouw- of leefmilieufactoren of -toestanden, bijzondere voorwaarden bepalen voor de bodembekkende gewassen.

Art. R. 222. § 1. In kwetsbare gebieden kunnen de blijvende weidelanden enkel tussen 1 februari en 31 mei bewerkt worden.

§ 2. Tijdens de eerste twee jaar na de bewerking wordt de bewerkte oppervlakte ingezaaid met bodembedekkende gewassen of een opeenvolging ervan zonder peulgewassen of bodembedekkende gewassen die peulgewassen inhouden. Wordt er een bodembedekkend gewas voor weidelanden ingezaaid, dan zijn peulgewassen evenwel toegelaten.

§ 3. De spreiding van minerale meststoffen is verboden op de betrokken oppervlakte tijdens het eerste jaar volgend op de bewerking van de bodem.

§ 4. De spreiding van organische meststoffen is verboden op de betrokken oppervlakte tijdens de eerste twee jaar volgend op de bewerking van de bodem.

Art. R. 223. In kwetsbare gebieden is de spreiding van meststoffen verboden op een bodem waarvan de aan de oppervlakte gemeten temperatuur negatief is tijdens minstens 24 uur zonder onderbreking.

Art. R. 224. § 1. In kwetsbare gebieden is het spreiden van organische meststoffen met een snelle werking verboden op grond die niet bedekt is met planten boven op een helling van 10 %, behalve als de dierlijke mest opgenomen wordt de dag zelf nadat hij aangebracht is.

In kwetsbare gebieden is het op een perceel met gewassen waarvan meer dan 50 % van de oppervlakte of meer dan 50 are een hellingsgraad bezit gelijk aan of hoger dan 10 % verboden minerale meststoffen te spreiden op gronden voor hakvruchten of daarmee gelijkgestelde gewassen zoals maïs, voederbieten, voederwortelen, aardappelen, suikerbieten, cichorei en groenteteelt in volle grond, behalve als er een zes meter brede grasstrook aangelegd wordt in het perceel, op het deel ervan dat onderaan de helling en aan de rand van het perceel gelegen is.

Dat verbod geldt niet :

1° als de aan elkaar grenzende percelen, gelegen onderaan het perceel waarop erosiegevaar dreigt, ofwel weideland zijn of enkel grasachtige gewassen dan wel een mengeling ervan met peulgewassen, ofwel braakland ter bescherming van de fauna of bosaanplantingen, voorzover de bedekking van die percelen plaatsgevonden heeft vóór 30 november van het voorgaande jaar;

2° als geen enkele kant van het risico inhoudend perceel op minder dan 30 m van oppervlaktewater gelegen is.

Afdeling 5. — Afwijkingsbepalingen

Art. R. 225. In kwetsbare gebieden bepalen de Ministers, onverminderd de inachtneming van de inlichtings- en onderzoeksprocedure voor het verkrijgen van een afwijking overeenkomstig bijlage III, § 2, lid 3, van de richtlijn, en overeenkomstig de desbetreffende beslissing van de Europese Commissie, de voorwaarden voor de toekenning van een afwijking van artikel R. 213, § 1.

De afwijkingen worden individueel toegekend aan de landbouwers die erom verzoeken.

Afdeling 6. — Evaluatie van de per dier voortgebrachte stikstofhoeveelheden, van het stikstofgehalte van de dierlijke mest en andere meststoffen

Art. R. 226. § 1. De per dier en per jaar voortgebrachte stikstofhoeveelheden opgenomen in bijlage XXVI vormen de waarden gebruikt voor de berekening van de organische stikstof voortgebracht bij de vaststelling van de grondgebondenheidscijfers.

De organische stikstof voortgebracht in de bepaling van de grondgebondenheidscijfers kan berekend worden op grond van een stikstofbalans bij de uitscheiding die het behoorlijk verantwoorde en door de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel R. 229, goedgekeurde verschil vormt tussen de opgenomen stikstof en de stikstof vervat in de dierlijke producties. De verliezen van gasachtige stikstof nodig voor de bepaling van de balans worden forfaitair berekend door de begeleidingsstructuur, waarbij meer bepaald rekening wordt gehouden met de voeding, de samenstelling en de omvang van het veebestand, de soorten huisvesting van de dieren, de soorten voortgebrachte dierlijke mest en de hantering ervan.

§ 2. De Ministers bepalen de voorwaarden waaronder de stikstofbalans bedoeld in § 1 van dit artikel doorgevoerd wordt.

§ 3. De Ministers kunnen de hoeveelheden per dier en per jaar voortgebrachte stikstof bepalen voor de categorieën dieren die niet opgenomen zijn in bijlage XXVI, op grond van een behoorlijk gemotiveerd verslag van de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel R. 229.

§ 4. Het stikstofgehalte van de dierlijke mest die als referentie gebruikt wordt, inzonderheid voor de berekening van de ingevoerde en uitgevoerde organische stikstof bij de bepaling van de grondgebondenheidscijfers, is opgenomen in bijlage XXVII. Landbouwers wier bedrijfszetel evenwel in het Waalse Gewest gevestigd is, kunnen afwijkende waarden verantwoorden op grond van resultaten van regelmatige analyses die representatief zijn voor de meststoffen, indien behoorlijk verantwoord en goedgekeurd door de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 229.

§ 5. Het stikstofgehalte van andere meststoffen kan door de Ministers vastgesteld worden als het niet gewaarborgd wordt krachtens andere vigerende regelgevingen. Landbouwers wier bedrijfszetel evenwel in het Waalse Gewest gevestigd is, kunnen afwijkende waarden verantwoorden op grond van resultaten van regelmatige analyses die representatief zijn voor de meststoffen, indien behoorlijk verantwoord en goedgekeurd door de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel R. 229.

§ 6. Het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu beslist over de productievolumes en over het stikstofgehalte zoals voorgesteld door de landbouwer in toepassing van de §§ 1, 4 en 5. Dat bestuur licht de landbouwer per aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarop een vaste dagtekening aan de zending verleend wordt in uiterlijk drie maanden na indiening van diens verzoek.

Om ontvankelijk te zijn, wordt het verzoek van de landbouwer verstuurd per aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarop een vaste dagtekening aan de zending verleend wordt en wordt het geïndiceerd door de begeleidingsstructuur waarvan sprake in artikel R. 229.

Afdeling 7. — Terbeschikkingstelling van inlichtingen

Art. R. 227. Elke landbouwer is verplicht om op verzoek van het bestuur de bij dit hoofdstuk vereiste inlichtingen over te maken.

De inlichtingen worden overgemaakt binnen de maand volgend op het verzoek.

Afdeling 8. — Begeleiding en coördinatie

Art. R. 228. Met het oog op de bevordering van een duurzaam stikstofbeheer in de landbouw organiseren de Ministers in het Waalse Gewest een informatieprogramma waarbij zij inzonderheid de landbouwers uitnodigen om de verplichtingen opgelegd bij dit hoofdstuk uit te voeren.

Zij organiseren eveneens specifieke communicatiecampagnes voor de kwetsbare gebieden.

Art. R. 229. § 1. De Regering vertrouwt op grond van een overeenkomst begeleidings- en coördinatieopdrachten van de landbouwers wier bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is, toe aan één of verschillende instellingen die in dit hoofdstuk onder het begrip « begeleidingsstructuur » vallen.

In ieder geval treedt de begeleidingsstructuur op :

1° in het kader van artikel R. 202, § 2, 4°;

2° door de toepassingsvoorwaarden van artikel R. 220, § 2 goed te keuren;

3° in het kader van de eventueel overeenkomstig artikel R. 225 toegekende afwijkingen;

4° in het kader van artikel R. 226.

De begeleidingsstructuur kan eveneens de landbouwers helpen wier bedrijfszetel in het Waalse Gewest is gevestigd, bij het beheren van het milieurisico voortvloeiend uit hun landbouwbedrijvigheid, wat betreft de nitraatverontreiniging van het water.

§ 2. De begeleidingsstructuur komt bij voorrang tussenbeide in de kwetsbare gebieden.

Afdeling 9. — Evaluatie en bewaking

Art. R. 230. § 1. Om de kwetsbare gebieden aan te wijzen, de vastgestelde lijst ervan te herzien en de doeltreffendheid van de algemene maatregelen van de daarop betrekking hebbende programma's te evalueren, wordt door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een algemene bewaking van het nitraatgehalte van het water, « survey nitrate » genaamd, georganiseerd, op volgende wijze :

1° het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu stelt een meetnet vast voor nitraat in het oppervlaktewater en in het grondwater, dat wordt aangevuld met de door de waterproducenten verstrekte inlichtingen;

2° onverminderd de bepalingen van afdeling 2) van deel II van bijlage IV bij het Waterwetboek, met als opschrift « bewaking van de chemische toestand van het grondwater », verrichten de exploitanten van aansluitpunten voor tot drinkwater verwerkbaar grondwater met een frequentie zoals voorzien in de tabel in bijlage XXVIII, de analyse van representatieve monsternemingen van het ruwe water die betrekking hebben op volgende parameters : ammoniumstikstof, nitriet en nitraat (resultaten uitgedrukt in, respectievelijk, mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter); zij verstrekken de resultaten van de analyses over één jaar aan het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, uiterlijk op 31 maart van het daarop volgende jaar en in de door de Minister opgelegde vorm;

3° de exploitanten van aansluitpunten voor tot drinkwater verwerkbaar oppervlakte water verrichten met een frequentie zoals voorzien in afdeling 5) van Deel I van bijlage IV bij het Waterwetboek, de representatieve monsternemingen van het ruwe water die betrekking hebben op volgende parameters : ammoniumstikstof, nitriet en nitraat (resultaten uitgedrukt in, respectievelijk, mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter); zij verstrekken de resultaten van de analyses over één jaar aan het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, uiterlijk op 31 maart van het daarop volgende jaar en in de door de Minister opgelegde vorm.

§ 2. De lijst van de kwetsbare gebieden wordt minstens om de vier jaar opnieuw onderzocht en indien nodig herzien en aangevuld, om rekening te houden met de veranderingen en factoren die op het ogenblik van de voorgaande aanwijzing niet te voorzien waren.

§ 3. Voor alle meetpunten van het monitoringsnetwerk waarvan de analyse op een nitraatgehalte hoger dan 50 mg/liter wijst, maakt het Bestuur een beknopt verslag aan de betrokken gemeenten over uiterlijk op 30 september van het jaar van ontvangst van de resultaten.

Dat verslag vermeldt de precieze lokalisatie van het(de) problematische punt(en), hun nitraatgehalte, de ontwikkeling van die concentratie in de tijd, de vermoedelijke oorsprong van de verontreiniging voor elk punt en de eventuele te treffen verbeteringsmaatregelen. De instelling die belast is met het beheer van het problematische punt, ontvangt een afschrift van dat verslag.

Art. R. 231. De nitraatconcentraties in het water wordt gemeten via spectrofotometrie van moleculaire absorptie of via enige andere meetmethode die door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu is aanvaard en waarmee vergelijkbare resultaten gehaald kunnen worden.

Art. R. 232. Jaarlijks stellen de Ministers de referentiewaarden op voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen, aan de hand waarvan de impact van de ondernomen acties geëvalueerd kunnen worden en de uitgevoerde maatregelen bijgesteld kunnen worden met het oog op de bestrijding van de nitraatverontreiniging van het water. Bedoelde waarden worden inzonderheid vastgesteld op grond van volgende bestanddelen :

1° de weersomstandigheden die het betrokken jaar hebben gekenmerkt;

2° de resultaten van de stikstofprofielen verspreid in een netwerk van representatieve meetpunten, « survey surfaces agricoles » genaamd. De Minister kan de wijze van doorvoering van de « survey surfaces agricoles » vaststellen;

3° het soort gewassen;

4° de ligging en de bodemkundige voorwaarden. »

Art. 3. Artikel R. 460 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

« Art. R. 460. § 1. De opslagaccommodatie dient in overeenstemming te zijn met de artikelen R. 197 tot en met R. 199 uiterlijk :

1) op 31 december 2008 voor alle bedrijven waarvan het veebestand in de loop van het jaar 2005 meer dan 5 000 kilogram stikstof heeft voortgebracht. Die hoeveelheden worden bepaald op grond van de gegevens opgenomen in bijlage XXVI;

2) op 31 december 2009 voor alle bedrijven waarvan het veebestand in de loop van het jaar 2005 tussen 2 500 en 5 000 kilogram stikstof heeft voortgebracht. Die hoeveelheden worden bepaald op grond van de gegevens opgenomen in bijlage XXVI;

3) op 31 december 2010 voor alle andere bedrijven, de bedrijven aangewezen in de §§ 3 en 4 uitgezonderd;

4) op 31 december 2010 voor alle bedrijven die toebehoren aan landbouwers die verklaren geen overnemer te hebben voor hun veehouderij-accommodatie uiterlijk één maand vóór het verstrijken van de termijn toegelaten in de punten 1 tot en met 3 van § 1, en die de leeftijd van 56 jaar hebben bereikt op datum van 28 november 2002. Indien die accommodatie overgenomen wordt vóór 2013 wordt de verklaring beschouwd als een opzettelijke fout ten opzichte van de randvoorwaarden en alle onverschuldigd verkregen premies ten aanzien van hoofdstuk IV zullen terugbetaald moeten worden.

§ 2. Voor wat betreft de bestaande opslagaccommodatie die niet in overeenstemming is met de artikelen R.197 tot en met R. 199 op 1 januari 2007, treden de artikelen R. 197 tot en met R. 199 en de beperkingen betreffende de in artikel R. 205 bepaalde winterse spreidingsperiodes van organische meststoffen in werking zodra de bestaande opslagaccommodatie in overeenstemming is met de artikelen R. 197 tot en met R. 199, en uiterlijk op de data bepaald in § 1.

§ 3. Dit artikel is niet van toepassing op de bedrijven die niet ingedeeld zijn krachtens de regelgeving betreffende de milieuvergunning.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de vervaldatum door de Minister opgeschoven worden bij overmacht of uitzonderlijke omstandigheden. »

Art. 4. Het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw wordt opgeheven.

Art. 5. Het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt opgeheven.

Art. 6. De bijlagen XXI, XXIV en XXV van het regelgevende deel van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, worden opgeheven.

Art. 7. De bijlagen XXII, XXIII, XXVI, XXVII en XXVIII van het regelgevende deel van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, worden vervangen door, respectievelijk, de bijlagen I tot en met V van dit besluit.

Art. 8. De uitvoeringsbesluiten van het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw en de uitvoeringsbesluiten van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen blijven van toepassing tot de opheffing ervan door hun auteur.

Art. 9. In artikel R. 43bis 5 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt het cijfer « 226 » vervangen door het cijfer « 230 ».

Art. 10. De Ministers tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid en de Landbouw behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage I
“Bijlage XXII
Overeenstemmingstabel met betrekking tot de productie van dierlijke mest
 (Gemiddeld productievolume van dierlijke mest over zes maanden)

	Stalhouding op roostervloer en tralies	Gekluisterde stalhouding		Stalhouding met halve strobedekking	
	Aalt	Mest	Gier	Mest***	Aalt
	m3/dier/6 maanden				
Rund van minder dan 6 maanden	1,9*	2,5	0,4	1,2	1,4
Stierkalf van 6 tot 12 maanden	3,7	3,5	0,5	2	1,9
Stierkalf van 1 tot 2 jaar	5,6	6	0,9	2,8	3
Vaarskalf van 6 tot 12 maanden	3,7	3,5	0,5	2	1,9
Vaarskalf van 1 tot 2 jaar	5,6	5	0,7	3	2,7
Zoogkoe en haar kalf**	7,8	7	1,1	6	3,9
Melkkoe	10	8,5	1,3	5,4	4,9
Afgedankte koe	6,7	6	0,9	3,6	3,2
Ander rund van meer dan 2 jaar	6,7	6	0,9	3,6	3,2

	Stalhouding met strobedekking en bijeengeveegde stalhouding met strobedekking met een tussentijd tussen twee veegbeurten hoger dan vijf dagen	Bijeengeveegde stalhouding met strobedekking met een tussentijd tussen twee veegbeurten die lager of gelijk is aan 5 dagen met een niet bijeengeveegde ligruimte		
	Mest***	Mest *** uit de niet bijeengeveegde ligruimte	Bijeengeveegd mest	Gier****
		of de gangen tussen de hokjes		
m3/dier/6 maanden				
Rund van minder dan 6 maanden	1,6	1,2	1,4	0,3
Stierkalf van 6 tot 12 maanden	4	2	1,9	0,4
Stierkalf van 1 tot 2 jaar	5,8	3	3	0,7
Vaarskalf van 6 tot 12 maanden	4	2	1,9	0,4
Vaarskalf van 1 tot 2 jaar	5,8	3	2,7	0,6
Zoogkoe en haar kalf**	8,6	6	3,5	0,8
Melkkoe	11,7	5,4	4,8	1,1
Afgedankte koe	7	3,6	3,2	0,7
Ander rund van meer dan 2 jaar	7	3,6	3,2	0,7

- *Voor de slachtkalveren is er sprake van een norm per plaats en niet per dier.
- ** Waarde voor de koe en haar kalf. Indien het kalf niet verblijft met de moeder, de waarde van de afgedankte koe nemen voor de moeder. Het kalf wordt dan geboekt in de categorie " kalf van minder dan 6 maanden ", eventueel in een ander type verblijfplaats.
- *** De mest vermeld in de grijsgetinte vakjes mag rechtstreeks op het veld opgeslagen worden zonder verplichte tussentijdse opslag op de mestvaalt, behalve als hij voortgebracht wordt in gangen tussen de hokjes. De stallen waarin die mest voortgebracht wordt, worden uitgebreid omschreven in de schema's in deze bijlage. Indien de voederruimte in de openlucht aangelegd is, moet er een bijkomend volume van 300l/m² voorzien worden voor de opslag van bruin water.
- **** Het giervolume wordt enkel in rekening gebracht als er zachte mest voortgebracht wordt.

	Roostervloer	Stalhouding met strobekking en urineopvang		Stalhouding met volle strobekking		Stalhouding op bed van opgestapeld of biobeheerst stro
		Mest	Gier	Mest	Mest***	Mest***
	Aalt			Met minstens 2 schoonmaakbeurten per week	Met minder dan 2 schoonmaakbeurten per week	
m3/dier/6 maanden						
Biggetje (4 tot 10 weken)	0,20	0,27	0,1	0,28	0,28	0,28
	2,4	0,75	0,75	2,7	2,7	2,7
Drachtige zeug	3,6	1,8	1	4,6	4,6	4,6
Zeug met biggetjes	2,5	0,75	0,75	2,7	2,7	2,7
Beer	0,6	0,37	0,27	0,66	0,66	0,66
Mestvarken						

- *** De mest vermeld in de grijze vakjes kan rechtstreeks op het veld opgeslagen worden zonder verplicht verblijf op de mestvaalt.

	Roosters****	Op strobek****
	Aalt of zuivere pluimveemest	Mest
	m3/1000 plaatsen/6 maanden	
Kweekkippen en kippetjes	22,5	22,5
Legkippen	34,5	27,0
Vleeskippen	21,0	15,0
Parelhoenders		37,5
Ganzen		60,0
Eenden	27,0	60,0
Kalkoenen en haan	45,0	66,0

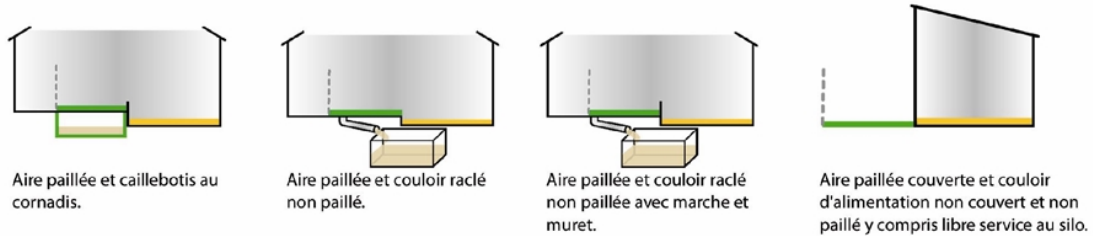
	m3/dier/6 maanden	
Konijnen (100 moederkonijnen)	22,5	
Mestkonijn (100 dieren)	3,0	
Schaap en geitachtige van minder dan 1 jaar		0,4
Van meer dan 1 jaar		0,9
Paardachtige		6,1

- *** De mest vermeld in de grijze vakjes kan rechtstreeks op het veld opgeslagen worden zonder verplicht verblijf op de mestvaalt.
- **** De rechtstreekse opslag op het veld wordt onderworpen aan een gehalte aan droge stof overeenkomstig artikel R. 196

Schema's van stallen voor runderbedrijven waarvan de mest rechtstreeks op het veld opgeslagen kan worden

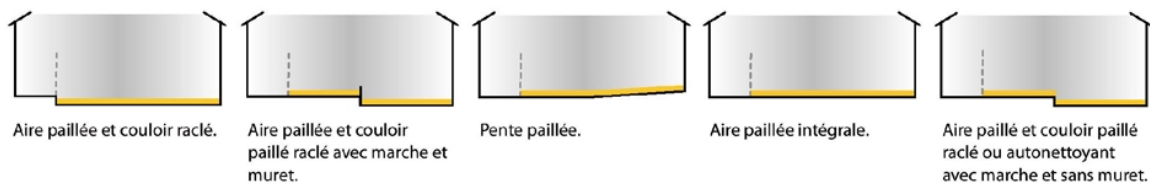
Alléén de mest uit de geelkleurige ruimte mag rechtstreeks op het veld opgeslagen worden.

Stalhouding met halve strobedekking



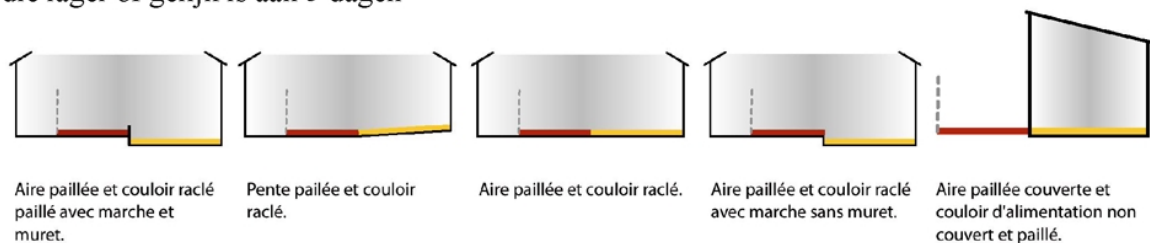
1. Ruimte met strobed en rooster met opvanghekken.
2. Ruimte met strobed en schoongeveegde gang zonder strobed.
3. Ruimte met strobed en schoongeveegde gang zonder strobed met trede en muurtje.
4. Overdekte ruimte met strobed en onoverdekte voedergang met vrije toegang tot de silo.

Stalhouding met strobedekking en bijeengeveegde stalhouding met strobedekking met een tussentijd tussen twee veegbeurten hoger dan vijf dagen



1. Ruimte met strobedekking en schoongeveegde gang.
2. Ruimte met strobedekking en gang met strobedekking met trede en muurtje.
3. Helling met strobedekking.
4. Ruimte volledig met stro bedekt.
5. Ruimte met strobedekking en gang met strobedekking, schoongeveegd of zelfreinigend met trede en zonder muurtje.

Bijeengeveegde stalhouding met strobedekking met een tussentijd tussen twee veegbeurten die lager of gelijk is aan 5 dagen



1. Ruimte met strobedekking en schoongeveegde gang met strobedekking, muurtje en trede.
2. Helling met strobedekking en schoongeveegde gang.
3. Ruimte met strobedekking en schoongeveegde gang.
4. Ruimte met strobedekking en schoongeveegde gang met trede zonder muurtje.
5. Overdekte ruimte met strobedekking en onoverdekte voedergang met strobedekking.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2011 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw. Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage II
“Bijlage XXIII

Spreidingsperiodes voor meststoffen.

Overzichtstabel voor de spreidingsperiodes van organische meststoffen.

		Januari	Feb- ruari	Maart	April	Mei	Juni	Juli	Augus- tus	Sept.	Okt.	Nov.	Dec.
Weideland	Minerale meststoffen	A	A							A	A	A	A
	Organische meststoffen met een snelle werking	A	B							A	A	A	A
	Organische meststoffen met een trage werking	B	B							E	E	E	E
Akkerland	Minerale meststoffen	A	A								A	A	A
	Organische meststoffen met een snelle werking	A	A					D	D	D	D	A	A
	Organische meststoffen met een trage werking	C	C					D	D	D	D	C	C

A	Spreiding verboden
B	Situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 205, punt 2, lid 2
C	Situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 205, punt 1, lid 1
D	Situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 205, punt 1, lid 2
E	Situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 205, punt 2, lid 1

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2011 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,

R DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Bijlage III
“Bijlage XXVI

Tabel voor de jaarlijkse stikstofproductie per dierencategorie na aftrek van het opslagverlies en rekening houdend met de leegstandperiodes voor varkensachtigen en pluimvee:

Soorten Dieren	
	kg N/hoofd.an
Melkkoe	90
Zoogkoe	66
Afgedankte koe	66
Ander rund van meer dan 2 jaar	66
Rund van minder dan 6 maanden	10
Vaarskalf van 6 tot 12 maanden	28
Vaarskalf van 1 tot 2 jaar	48
Stierkalf van 6 tot 12 maanden	25
Stierkalf van 1 tot 2 jaar	40
Schaap- en geitachtigen van minder dan 1 jaar	3,3
Schaap- en geitachtigen van meer dan 1 jaar	6,6
Paardachtige	56
	kg N /plaats.an
Zeug en drachtige zeug	15
Beer	15
Mestvarken	7,8
Mestvarken op biobeheerst strobed	4,5
Biggetje (4 tot 10 weken)	1,9
Vleeskip (40 dagen)	0,27
Leg-of kweekkip (343 dagen)	0,60
Kippetje (127 dagen)	0,27
Kweekhaan	0,43
Eend (75 dagen)	0,43
Gans (150 dagen)	0,43
Kalkoen, kalkoenhaan (85 dagen)	0,81
Parelhoen (79 dagen)	0,27
Moederkonijn (teelt + fokken)	3,6
Mestkonijn	0,32
Struisvogel en emoe	3
Kwartel	0,04]

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2011 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw. Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage IV
“Bijlage XXVII
Tabel van de gemiddelde stikstofsamenstelling van dierlijke mest

Mest	
Categorieën dieren	N (kg/t)
Runderen	5,9
Schaapachtigen	6,7
Varkensachtigen	6,0
Biobeheerst strobed van varkensachtigen	10,5
Geitachtigen	6,1
Paardachtigen	8,2
Pluimvee	26,7
Gier	
Categorieën dieren	N (kg/t)
Runderen	
Gekluisterde stalhouding	2,4
Afvloeijsel uit mestvaalt	0,6

Aalt of zuivere pluimveemest	
Categorieën dieren	N (kg/t)
Runderen	4,4
Varkensachtigen	6,0
Pluimvee	
Zachte mest	15
Voorafgedroogde zuivere pluimveemest	22
Gedroogde zuivere pluimveemest	35
Konijnen	8,5
Mestcompost	
Categorieën dieren	N (kg/t)
Runderen	6,1

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2011 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,

R DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Bijlage V
“Bijlage XXVIII

Tabel voor de frequentie van de analyses van nitraat, nitriet en ammoniumstikstof op de plaatsen van monsterneming in het bewakingsnet

Bediende bevolking	Frequentie
< 10 000	4 keer per jaar
Van 10 000 tot 30 000	8 keer per jaar
> 30 000	12 keer per jaar

Nb : de analyses worden zoveel mogelijk over het jaar gespreid.”

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2011 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw. Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN